

# CPCP

## Rapport d'activités

Janvier - décembre 2017



<b>RAPPORT REGION WALLONNE 2017</b> <b>TABLE DES MATIERES</b>
------------------------------------------------------------------

<b>1. Pôle Animation</b>	page 5
<b>1.1. Objectifs, thématiques, publics-cibles, promotion</b>	page 6
1.1.1. Objectifs	page 6
1.1.2. Les thématiques	page 6
1.1.3. Public-cible	page 6
1.1.4. Types d'activités	page 6
1.1.5. Le pôle animation en quelques chiffres	page 7
1.1.6. Moyens de promotion des activités	page 7
<b>1.2. Activités liées aux thématiques</b>	page 8
1.2.1. Thématique « Cadre de vie »	page 8
1.2.2. Thématique « Famille et éducation »	page 9
1.2.3. Thématique « Consommation durable »	page 10
1.2.4. Thématique « Médias »	page 12
1.2.5. Thématique « Citoyenneté »	page 14
<b>1.3. Participation aux salons et foires</b>	page 18
<b>1.4. Opération « Faites le mur ! »</b>	page 20
<b>1.5. Pôle Animation : perspectives 2018</b>	page 22
<b>2. Pôle Education permanente</b>	page 25
<b>2.1. Activités réalisées en 2017</b>	page 29
2.1.1. Thématique Consommation responsable et durable	page 29
2.1.2. Thématique Logement et Lieux de vie	page 43
2.1.3. Thématique Éducation Aux Médias & Actions Citoyennes	page 65
2.1.4. Thématique Famille et éducation	page 75
<b>2.2. Perspectives 2018</b>	page 89
<b>3. Pôle Etudes et prospectives</b>	page 96
<b>3.1. Objectifs, publics cibles, méthodologie et promotion</b>	page 96
3.1.1. Objectifs et publics cibles	page 96
3.1.2. Moyens de diffusion et d'information	page 96

<b>3.2. Publications réalisées en 2017</b>	page 97
<b>3.2.1. Réalisations</b>	page 97
<b>3.2.2. Nos analyses et études en 2017</b>	page 99
<b>3.3. Perspectives 2018</b>	Page 103
<b>4. Pôle Formations</b>	page 105
<b>4.1. Objectifs, méthodologie et publics-cibles</b>	page 107
<b>4.1.1. Objectif général</b>	page 107
<b>4.1.2. Objectifs spécifiques</b>	page 108
<b>4.1.3. Méthodologie et outils pédagogiques</b>	page 108
<b>4.1.4. Publics cibles</b>	page 109
<b>4.2. Notre offre de formation</b>	page 109
<b>4.2.1. Formations en citoyenneté</b>	page 109
<b>4.2.1.1. Notre offre de formation</b>	page 109
<b>4.2.1.2. Formations dispensées en 2017</b>	page 110
<b>4.3. Perspectives 2018</b>	page 114
<b>5. Centre d'Archives et de Documentation</b>	page 117
<b>5.1. Bilan des activités liées à la convention 2014-2017</b>	page 117
<b>5.2. Bilan des activités hors convention</b>	page 122
<b>5.3. Plan d'actions 2018</b>	page 124

## Préambule

### 1. Informations générales

<b>Numéro de dossier :</b>	NM-02984/00
<b>Dénomination de l'association :</b>	Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation ASBL (CPCP)
<b>Secteur d'activité :</b>	Education permanente
<b>Agrément :</b>	Agrément et subventionnement par la Fédération Wallonie Bruxelles en tant qu'organisation d'éducation permanente, conformément au décret de 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente de 2010 à 2014, prorogé de 2015 à 2019.
<b>Numéro d'entreprise :</b>	409117690
<b>Adresse du siège social :</b>	Rue des Deux Eglises, 45, 1000 Bruxelles
<b>Téléphone :</b>	02/238.01.00
<b>Fax :</b>	02/238.01.18
<b>E-mail :</b>	<a href="mailto:info@cpcp.be">info@cpcp.be</a>
<b>Assurance-loi :</b>	AG Insurance- 03/4175527 – 080/000686445
<b>Personne de contact :</b>	Pierre HUPET, Directeur - 02/238.01.75 <a href="mailto:hupet@cpcp.be">hupet@cpcp.be</a>

**Lieux d'exécution :** Mons (depuis le 22 janvier 2009) : Place de Flandre, 4  
Namur (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013) : Place Léopold, 7  
Liège (depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2008) : Rue Paradis, 104

**Commission paritaire :** 329.02

**Numéro de règlement de travail :** 36/00006429/WE

**Identification médecine du travail :** 34283 00

**Secrétariat social :** PARTENA, Rue des Chartreux, 45, 1000 Bruxelles

## **2. Composition du Conseil d'administration**

- Luc Albarello
- Anne-Marie Corbisier
- Georges Dallemagne
- André du Bus de Warnaffe
- Sarah Giacomazzi
- Xavier Godefroid
- Bernadette Lambrechts
- John Lewis
- Jean Mernier
- Patrick Piret-Gérard
- Eric Poncin

# 1. POLE ANIMATIONS

## Introduction

Le pôle animation du CPCP poursuit son objectif de toucher le public le plus large en proposant des activités permettant de mieux comprendre les institutions et leur fonctionnement et surtout en abordant des sujets liés au quotidien des citoyens.

En 2017, nous avons poursuivi notre travail de sensibilisation citoyenne au travers d'activités variées mais toujours tournées vers une implication plus grande dans la société. Mieux comprendre les mécanismes, les modes de fonctionnement, s'ouvrir au monde est notre credo pour plus de citoyenneté. Nos activités de sensibilisation citoyenne représentent plus de 60% de nos animations. Comme en 2016, plus de 50% de nos activités ont été consacrées à des **visites de terrain** permettant d'appréhender de l'intérieur le **fonctionnement de nos institutions et de notre société**. Citons en exemple les visites guidées et commentées du centre de tri des déchets – Sitel qui ont permis aux groupes une prise de conscience de l'utilité de bien trier ou encore la visite du Parlement européen à Strasbourg précédée lors du voyage d'une formation sur les institutions européennes.

En 2017, nous avons abordé au travers du prisme de la citoyenneté des thématiques telles que les dangers du web, le vieillissement de la population ou l'accès au logement.

Nous sommes toujours attentifs à présenter, dans chaque rencontre-débat, un panel d'intervenants alliant, théorie, pratique de terrain et témoignages.

Signe d'une cohérence maintenue entre les pôles du CPCP, il est à souligner que le pôle animation a contribué, sur base des débats organisés, à poursuivre la réflexion sur des sujets traités par le pôle Publications, tels que l'obsolescence programmée, l'Islam ou encore les monnaies locales. Dans le même esprit, des animations portant sur des thématiques telles que le bonus logement, ont eu un prolongement au travers de publications.

Au regard des perspectives 2017 énoncées lors du précédent rapport, notre programme a été respecté dans les grandes lignes. En effet, nous avons pu aborder la plupart des sujets envisagés.

En 2017, une grande partie de notre activité d'animation a été consacrée à la préparation et au lancement du projet « Faites le mur » (FLM). De la conception de l'exposition, à la programmation de rencontres-débats en passant par la recherche de partenariats, 2017 a été une année dense pour l'animation.

Le volume d'activités réalisées a été maintenu malgré le surcroît de travail engendré par l'opération FLM. Nous comptons l'organisation de **80 activités** impactant environ **1900 personnes sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles**.

## **1.1. Objectifs, thématiques, publics cibles, promotion**

### **1.1.1. Objectifs :**

Le pôle animation a pour objectif de permettre aux participants à ses activités de développer leurs connaissances des mécanismes et enjeux de la vie politique, économique et sociale au travers de rencontres avec des responsables et des acteurs de premier plan : syndicalistes, professeurs d'université, politiciens, journalistes, chefs d'entreprises, hauts fonctionnaires, responsables d'association, acteurs de terrain, etc.

### **1.1.2. Les thématiques :**

En 2017, nous avons poursuivi le développement de 5 grandes thématiques :Citoyenneté

- Cadre de vie
- Consommation responsable
- Famille et éducation

Médias

### **1.1.3. Public cible :** Tout public.

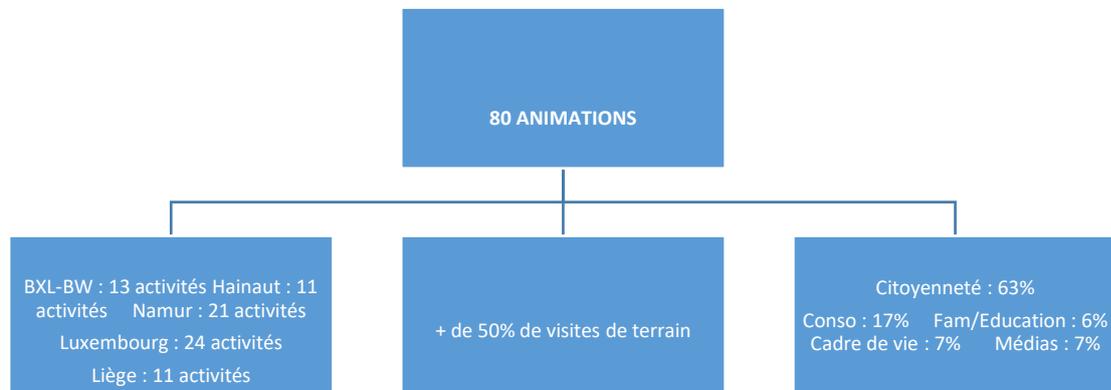
### **1.1.4. Types d'activité**

Comme en 2016, afin d'atteindre nos objectifs nous avons mis en œuvre 3 types d'activités sur l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles auxquelles vient s'ajouter le projet

« Faites le mur ! » (FLM):

- *Visites citoyennes et thématiques ;*
- *Rencontres-débats ;*
- *Salons et événements grand public.*

### 1.1.5. Le pôle animation en quelques chiffres :



### 1.1.6. Moyens de promotion des activités :

Afin de mobiliser son public, le CPCP fait la publicité de ses activités via différents canaux :

- **Le site internet via le « Focus »** : en plus de l'agenda, il permet de mettre en avant, en quelques lignes, sur la page principale, une activité ou une information pertinente du CPCP, ou d'une autre ASBL/institution;
- **La cyber-lettre** : envoyée à nos correspondants potentiellement intéressés par l'activité ;
- **Son portail d'informations « Savoir pour agir »**
- **La page Facebook unifiée** : des événements sont créés afin d'y inviter « amis », partenaires, etc. souvent issus du secteur associatif ;
- **Affiches A3 et A4** : la cyber-lettre est transformée en affiche A3 et/ou A4. Ces affiches sont distribuées et affichées dans des associations et les lieux publics susceptibles de toucher le public concerné par le sujet de l'activité ;
- **Flyers A6** : distribués dans des lieux stratégiques par nos soins ou ceux de nos partenaires ;
- **Annonces dans les médias** : en fonction de l'événement et des moyens disponibles, le CPCP fait la promotion de ses activités via des encarts dans les agendas de médias;
- **Communiqués de presse** : en fonction de l'événement, le CPCP avertit les médias via un communiqué de presse.

## **1.2. Activités liées aux thématiques**

### **1.2.1. Thématique – cadre de vie**

#### **1.2.1.1. Objectifs :**

Les activités menées dans le cadre de cette thématique se concentrent essentiellement sur les problématiques liées à l'accès pour tous au logement, à la qualité de l'habitat et de l'environnement dans les quartiers, à la réduction des charges qui grèvent souvent le budget des ménages, au bien vivre-ensemble et très largement au bien-habiter. Les activités favorisent ainsi le débat avec l'ensemble des acteurs du logement (usagers, mondes politique et associatif) afin de les conscientiser aux défis du logement et du cadre de vie et d'en tirer des propositions d'évolution.

#### **1.2.1.2. Le public :** Tout public

#### **1.2.1.3. Dates et activités des conférences-débats et stands :**

##### **9 février 2017 – Le contrat de bail en question – Présentation outil pédagogique**

**Intervenant :** Evelyne Lotte, Responsable action logement en éducation permanente au CPCP

**Lieu :** Mons

##### **8 mars 2017 – Chèque –habitat : le nouvel avantage fiscal lié au logement**

**Intervenants :** Evelyne Lotte, Responsable action logement en éducation permanente au CPCP, Guillaume Hambye, Notaire

**Lieu :** Mons

##### **9 mars 2017 – Les Aidants proches**

**Intervenant :** Amandine Nihoul, Chargée de projets chez Info'Aidants ASBL

**Lieu :** Mouscron

##### **27 avril 2017 - Bien vieillir chez soi... C'est possible ?**

**Intervenants :** Evelyne Lotte, Responsable action logement en éducation permanente au CPCP, un représentant du service social du CPAS de Bastogne

**Lieu :** Bastogne

## **1.2.2. Thématique « Famille et éducation »**

### **1.2.2.1. Objectifs :**

Les familles, au pluriel, qu'elles soient classiques, monoparentales, recomposées, pluri-générationnelles sont les premiers espaces de vie des personnes, les premiers lieux d'apprentissage des solidarités, des valeurs et du respect.

Nos animations ont pour but de susciter le débat avec l'ensemble des citoyens sur le rôle des familles, le partenariat famille-école, le bien vivre ensemble, les liens et les changements dus à l'évolution socio-économique de la société et cela, afin d'être à l'écoute des préoccupations citoyennes, de conscientiser nos publics aux défis de demain et de dégager des propositions d'évolution.

### **1.2.2.2. Le public :** Tout public

### **1.2.2.3. Conférences-débats et stands :**

#### **25 janvier 2017 : Un pacte pour un enseignement d'excellence**

**Intervenants:** Marie-Martine Schyns, Ministre, Pierre Collard-Bovy, modérateur

**Lieu :** Dinant

#### **26 avril 2017 – Tout savoir sur le job étudiant**

**Intervenants:** Stéphanie Barbieux, informatrice chez Infor Jeunes Mons, Nicolas Dumont, responsable jeunes CSC Mons

**Lieu :** Mons

#### **15 novembre 2017 - La future réforme des allocations familiales**

**Intervenants :** Amélie Hosdey-Radoux, Chargée d'études à la ligue des familles

**Lieu :** Jemeppe-sur-Sambre

### **1.2.2.4. « Carrefours des générations »**

A l'initiative de la Fondation Roi Baudouin, avec l'expertise de « Courant d'âges » et en lien direct avec les communes, de nombreuses associations ouvrent leurs portes ou se présentent durant un week-end pour présenter activement des projets intergénérationnels à un public soucieux de favoriser le « mieux vivre-ensemble » entre générations.

**Objectifs** : bientôt 5 générations se côtoieront dans une même famille. La question de l’allongement de la durée de vie, de sa qualité et de ses implications est au cœur d’un débat dont notre société ne peut faire l’économie. Le CPCP s’est engagé dans la participation aux journées des « Carrefours des générations » afin de stimuler le mieux vivre-ensemble entre générations en proposant des activités intergénérationnelles. En 2017, nous avons organisé des animations permettant au public de se questionner sur nos institutions, le logement et nos habitudes de consommation.

**23 avril 2017 : Carrefours des générations : stand et animation citoyenne ludique**

Dans le cadre de la thématique « consommation durable », nous avons proposé aux visiteurs de réaliser des produits d’entretien pas chers. Occasion pour un public intergénérationnel de redécouvrir des recettes d’antan.

**Lieu** : Saint-Ghislain

**27 avril 2017 : Carrefours des générations : stand et animation citoyenne ludique**

A l’aide de l’outil pédagogique développé par le CPCP, nous avons sensibilisé et informé le public sur la question du logement et plus particulièrement du contrat de bail.

**Lieu** : Dinant

### **1.2.3. Thématique « Consommation durable »**

#### **1.2.3.1. Objectifs :**

Dans une société où la publicité et le marketing sont omniprésents, le développement de cette thématique vise à (re)donner au citoyen l’esprit critique nécessaire pour opérer des choix de consommation rationnels et cohérents. Nos activités entendent également confronter le citoyen aux impacts de ses choix, de façon à favoriser des changements de comportement qui mèneront vers une consommation plus durable et plus responsable.

#### **1.2.3.2. Le public** : Tout public.

#### **1.2.3.3. Conférences-débats, animations**

**17 mai 2017 – Soirée de lancement du Lumsou (monnaie locale)**

**Stand** : Présentation de la publication - Les monnaies locales complémentaires - Un outil pour se réapproprié l’économie

**Lieu** : Namur

**30 août 2017 – Le Ravel, plus qu’une balade - Quels sont les apports du Réseau Autonome des Voies Lentes sur le développement social, économique et culturel de la région ?**

**Intervenant :** Alain Collin, Président de la Maison du Tourisme Condroz-Famenne

**Lieu :** Cerfontaine

**27 octobre 2017 – L’obsolescence programmée**

**Intervenant :** Michel Dejong, expert consommation durable au CPCP

**Lieu :** Liège

#### **1.2.3.4. Visites citoyennes**

**30 janvier 2017 - Visite guidée et commentée du centre de tri Sitel**

**Lieu :** Seraing

**14 mars 2017 - Visite guidée et commentée du centre de tri Sitel**

**Lieu :** Seraing

**24 mars 2017 - Visite guidée et commentée du centre de tri Sitel**

**Lieu :** Seraing

**31 mars 2017 - Visite guidée et commentée du centre de tri Sitel**

**Lieu :** Seraing

**11 avril 2017 - Visite guidée et commentée du Centre de tri des déchets d’Habay-la-Neuve**

**Lieu :** Habay-la-Neuve

**2 mai 2017 - Visite guidée et commentée de l’entreprise Hebaye-Frost**

**Lieu :** Oreye

**5 mai 2017 - Visite guidée et commentée du centre de tri Sitel**

**Lieu :** Seraing

**28 septembre 2017 - Visite guidée et commentée de l'Unité de Biométhanisation de Tenneville**

**Lieu :** Tenneville

**16 octobre 2017 - Visite guidée et commentée de la station d'épuration par lagunage à Bertrix**

**Lieu :** Bertrix

**16 novembre 2017 - Visite guidée et commentée de l'Unité de Biométhanisation de Tenneville**

**Lieu :** Tenneville

**20 novembre 2017 - Visite guidée et commentée de l'Unité de Biométhanisation de Tenneville**

**Lieu :** Tenneville

## **1.2.4. Thématique « Médias »**

### **1.2.4.1. Objectifs :**

Dans une société hyper-connectée et surinformée, le risque est grand pour le citoyen, surtout s'il est fragilisé, de prendre pour argent comptant n'importe quelle information. Les dérives des médias sociaux sont légion et les conséquences parfois irréversibles. Eveiller l'esprit critique et prévenir des dangers de la communication virtuelle prend toute son importance.

### **1.2.4.2. Le public :** Tout public

**11 mai 2017 - J'apprends à gérer Internet au quotidien avec mes enfants**

**Intervenant :** Eric de Ripainse, conférencier chez Webetic

Frédéric NAYMARK, Délégué général Belgique de l'association Respect Zone

**Lieu :** Bertogne

**21 septembre 2017 - J'apprends à gérer Internet au quotidien avec mes enfants**

**Intervenants :** Michaël Roulant, conférencier chez Webetic

Frédéric Naymark, Délégué général Belgique de l'association Respect Zone

Modérateur : Nicolas Grégoire, Echevin de l'Enseignement et de l'Enfance

**Lieu :** Marche-en -Famenne

**14 novembre 2017 - La face cachée du WEB,... Quand le virtuel change le réel !**

**Intervenant :** Françoise Geubel, conférencière chez Webetic

**Lieu :** Trivières

**20 novembre 2017 - J'apprends à gérer Internet au quotidien avec mes enfants**

**Intervenants :** Daniel Cornelis, conférencier de chez Webetic

Christophe Vangoethen, responsable de Espace Public Numérique

Frédéric Naymark, Délégué général Belgique de l'association Respect Zone

**Lieu :** Neufchâteau

**21 novembre 2017 - J'apprends à gérer Internet au quotidien avec mes enfants**

**Intervenants :** Vinciane Baudoin, conférencière de chez Webetic

Frédéric Naymark, Délégué général Belgique de l'association Respect Zone

**Lieu :** Arlon

## **1.2.5. Thématique « Citoyenneté »**

### **1.2.5.1. Objectifs :**

Un citoyen est une personne active, responsable et consciente des enjeux de la société dans laquelle elle évolue. La volonté du CPCP est de susciter la réflexion des participants sur leur implication dans notre société et leur possible rôle actif au niveau économique, social, culturel et politique. Nous offrons par conséquent à nos publics la possibilité de s'informer, de partager, de se responsabiliser et d'agir individuellement ou mieux, collectivement. Au travers de cette thématique nous souhaitons redonner la parole à chacun.

### **1.2.5.2. Le public :** Tout public

### **1.2.5.3. Conférences-débats :**

#### **17 mars 2017 – Au nom de l'humanité, l'audace mondiale**

**Intervenant :** Riccardo Petrella, Politologue et économiste.

**Lieu :** Gerpennes

#### **20 avril 2017 – Vous faites partie d'une association, quelles sont vos responsabilités en tant qu'administrateur et membre d'un Comité ?**

**Intervenant :** Benoît Drèze, Député wallon et entrepreneur social

**Lieu :** Arlon

#### **8 juin 2017 – Crise de la démocratie - Quel engagement citoyen?**

**Intervenants :** Christophe De Beukelaer, auteur de la carte blanche parue dans

Le Soir, « La politique n'est pas un métier. Plaidoyer pour le décumul radical ! », Olivier Malay, Membre de Tout Autre Chose, Mouvement citoyen et associatif, Françoise Brichaux, Coordinatrice de l'Education permanente au CPCP

**Lieu :** Jodoigne

#### **16 juin 2017 - L'Etat Belgique**

**Intervenant :** Francis Delpérée, Député fédéral

**Lieu :** Frasnes-Lez-Anvaing

#### **24 octobre 2017 - L'évolution des soins de santé et l'offre hospitalière**

**Intervenants :** Philippe Henry de Generet, Expert en santé au cabinet de la Ministre A. Greoli, Christian Massot, Médecin responsable du secteur information sanitaire de l'Observatoire de la Santé du Hainaut, Philippe Andrianne, Secrétaire politique Eneo

**Lieu :** Silly

#### **14 novembre 2017 - L'Etat Belgique**

**Intervenant :** Francis Delpérée, Député fédéral

**Lieu :** Marche –en-Famenne

#### **1.2.5.4. Visites thématiques**

##### **26 janvier 2017 – Visite du Palais de justice de Namur**

**Lieu :** Namur (groupe de Dinant)

##### **15 février 2017 - Visite du Palais de Justice de Marche**

**Lieu :** Marche (groupe de Marche)

##### **27 février 2017 - Visite du Palais de Justice d'Arlon**

**Lieu :** Arlon (groupe d'Arlon)

##### **2 mars 2017 - Visite du Parlement fédéral et de l'exposition « Human migration »**

**Lieu :** Bruxelles (groupe de Bastogne)

##### **2 mars 2017 - Visite du Parlement fédéral et de l'exposition « Human migration »**

**Lieu :** Bruxelles (groupe de Philippeville)

##### **8 mars 2017 - Visite commentée de la Cour européenne de Justice**

**Lieu :** Luxembourg (groupe de Verviers)

**8 mars 2017 - Visite du Parlement fédéral et de l'exposition « Human migration »**

**Lieu** : Bruxelles (groupe de la province de Liège)

**17 mars 2017 – Visite commentée du Bastogne War Museum**

**Lieu** : Bastogne (groupe de la province de Namur)

**27 mars 2017 - Visite commentée du Palais de justice**

**Lieu** : Namur (groupe de Namur)

**28 mars 2017 - Visite guidée et commentée du Palais de justice de Bruxelles**

**Lieu** : Bruxelles (groupe du Brabant wallon)

**31 mars 2017 - Visite guidée et commentée du Palais de justice de Bruxelles**

**Lieu** : Bruxelles (groupe du Brabant wallon)

**24 avril 2017 – Visite du Palais de justice de Namur**

**Lieu** : Namur (groupe de la province de Namur)

**17 mai 2017 - Visite du Palais de Justice de Marche**

**Lieu** : Marche (groupe de Marche)

**8 juin 2017 - Visite du Palais de Justice d'Arlon**

**Lieu** : Arlon (groupe d'Arlon)

**27 juillet 2017 - Visite du Palais Royal**

**Lieu** : Bruxelles (groupe de Marche)

**2 août 2017 - Visite de l'ascenseur funiculaire de Strépy-Thieu**

**Lieu** : Strépy-Thieu (groupe de la FWB)

### **8 août 2017 - Visite du Palais Royal**

**Lieu** : Bruxelles (groupe de Marche)

### **15 novembre 2017 - Visite de l'exposition « Islam, c'est aussi notre histoire ! »**

**Lieu** : Bruxelles (groupe de Philippeville)

#### **1.2.5.5. Visites d'institutions européennes, fédérales, régionales et provinciales**

Le citoyen se sent de plus en plus détaché des institutions politiques. Et pourtant, ce sont ces institutions qui déterminent la plupart des règles qui impactent notre quotidien. Notre objectif est ici de permettre aux participants de se faire leur propre jugement, de mieux comprendre le rôle du « politique » et donc de mieux exercer leur citoyenneté par une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions politiques et de notre démocratie, en général. Ces visites sont ainsi l'occasion d'expliquer le fonctionnement du fédéralisme, les institutions belges et/ou européennes.

### **7 mars 2017 - Visite commentée du Parlement fédéral**

**Lieu** : Bruxelles (groupe de Bruxelles)

### **22 mars 2017 - Visite du Parlement de Wallonie**

**Lieu** : Namur (groupe de Virton)

### **28 mars 2017 - Visite du Parlement fédéral**

**Lieu** : Bruxelles (groupe du Brabant wallon)

### **31 mars 2017 - Visite du Parlement fédéral**

**Lieu** : Bruxelles (groupe du Brabant wallon)

### **24 mai 2017 – Visite commentée de l'Institution provinciale à Arlon**

**Lieu** : Arlon (groupe de la Marche)

### **13 juillet 2017 - Visite du Parlement fédéral**

**Lieu :** Bruxelles (groupe de Bastogne)

### **29 septembre 2017 – Visite commentée de l’Institution provinciale à Arlon**

**Lieu :** Arlon (groupe de Bastogne)

### **24 et 25 octobre 2017 - Visite du Parlement européen à Strasbourg**

**Lieu :** Strasbourg (groupe de FWB)

### **30 novembre 2017 - Visite du Parlement fédéral**

**Lieu :** Bruxelles (groupe de Marche)

## **1.3. Participation aux salons et foires :**

Notre participation consiste en une présentation du CPCP par un stand afin de promouvoir nos différentes formations, activités et publications. Nous veillons également à proposer des activités ludiques et/ou de sensibilisation.

### **1.3.1. Objectifs**

- ❖ Etre présent lors d’événements grand public où se rassemble un public âgé de plus de 18 ans susceptible d’être conscientisé aux différentes thématiques développées par le CPCP dans le cadre de ses différents pôles ;
  
- ❖ Créer des contacts et des synergies avec le secteur associatif.

### **1.3.2. Salons et foires**

#### **Fête de l'Iris, Bruxellois, non peut-être ? (7 mai 2017) - Bruxelles :**

La Fête de l'Iris est le rendez-vous traditionnel du printemps à Bruxelles qui réunit tout le secteur associatif et met en exergue le bouillonnement culturel bruxellois sous ses angles les plus variés. Dans ce cadre le CPCP a répondu cette année encore, à l'appel à projet (sans financement) de la Ville de Bruxelles. En 2017, l'accent a été mis sur la problématique des murs entre les hommes et plus largement sur le vivre ensemble. Ce fut l'occasion de présenter le projet « Faites le mur ! » et son exposition photos.

#### **Salon Retrouvailles (2 et 3 septembre 2017) - Liège :**

Le salon Retrouvailles est un salon qui regroupe toutes les ASBL liégeoises et met ainsi en valeur l'ensemble du tissu associatif et les activités qu'il organise en faveur de ses publics. Au vu de notre présence opérationnelle sur la province de Liège, il est important que nous y soyons présents afin d'entretenir et développer les collaborations créées au fil des ans avec d'autres associations locales (La ferme de la vache, la ferme des enfants, etc.). Le salon Retrouvailles est par conséquent l'occasion pour le CPCP de s'ancrer davantage dans le tissu associatif liégeois.

En 2017, nous avons proposé un stand afin de promouvoir notre travail d'éducation permanente, notre offre de formations citoyennes, nos publications et les animations du CPCP. Comme à Bruxelles, nous avons fait la promotion de l'opération « Faites le mur ! », tant au niveau du grand public qu'auprès des associations liégeoises.

#### **Salon Charleroi-Hainaut Seniors (21 et 22 septembre 2017) - Charleroi :**

En 2017 nous avons participé pour la première fois au salon « Charleroi-Hainaut Seniors », consacré à la citoyenneté active des seniors. Nous y avons présenté nos publications consacrées aux seniors ainsi que le travail des ateliers d'éducation permanente « logement » que nous développons avec Enéo.

## **1.4. Opération « Faites le mur ! »**

A l'heure où le repli sur soi et la peur de l'autre gagnent du terrain et gangrèment nos sociétés, en Belgique comme ailleurs en Europe et dans le monde, le CPCP a consacré, en 2017, une large partie de son activité d'animation à la préparation et au lancement d'un projet citoyen basé sur une exposition de photos des français Alexandra Novosseloff et Frank Neisse. Cette exposition intitulée « Des murs entre les hommes » porte un regard à la fois critique et profondément humain sur la sinistre réalité de ces « murs de la honte » qui, sur les cinq continents, séparent les hommes et installent durablement l'incompréhension, le rejet et la haine.

L'exposition se présente sous deux formes, une intérieure et une extérieure, sur des cubes de deux mètres, dévoilant 40 images de murs frontières. Elle a été présentée en 2017 à Bruxelles dans sa version extérieure dans une haute école puis en intérieur et en extérieur, à Namur dans 5 lieux différents dont le Parlement de Wallonie, ce qui a conduit à la mise sur pied d'une « route des murs ».

Parallèlement à l'exposition, le CPCP a présenté un ensemble d'activités d'information et de sensibilisation qui contribuent à questionner la fragilité du vivre-ensemble dans nos sociétés déboussolées et à faire tomber les murs – tous les murs – que, par méconnaissance ou aveuglement, nous laissons se multiplier dangereusement dans tous les domaines : murs physiques, mais aussi politiques, économiques, sociologiques, linguistiques, culturels, religieux ou communautaires.

La concrétisation de ce projet a impliqué en 2017 un investissement de toutes les équipes du CPCP dans la création de l'expo, la recherche de partenariats, la programmation et l'organisation des activités annexes reprises ci-dessous.

### **« Faites le mur ! » du 9 novembre 2017 au 30 novembre 2017**

#### **Bruxelles : ISFSC (Institut supérieur de formation sociale et de communication)**

##### **9 novembre 2017 - Inauguration et conférence de presse**

##### **9 novembre 2017 - Court-métrage « Douche froide » et rencontre avec B. Mariage**

**Intervenants :** Benoit Mariage Réalisateur, Pierre Hupet, Directeur du CPCP

##### **9 novembre 2017 - Atelier « Face Cam »**

##### **15 novembre 2017 - Atelier « Face Cam »**

**15 novembre 2017 - Ciné-débat "Mauvaises herbes" - Le Street-art et la liberté d'expression"**

**Intervenants :** Collectif Write Night, Lezarts urbains

**27 novembre 2017 - Atelier logement : « Chemins croisés »**

**Intervenants :** l'ASBL Sima et Julie Fanovard, Collaboratrice logement au CPCP

**« Faites le mur ! » du 4 décembre 2017 au 21 décembre 2017**

**Namur : Parlement de Wallonie, Jardins du Maïeur, SPW, Abattoirs de Bomel, Quai 22**

**4 décembre 2017 - Conférence : L'Europe en question - Entraves et liberté de circulation dans l'union : où est la frontière ?**

**Intervenants :** Carlo Caldarini : Sociologue, ex-Directeur d'étude des politiques sociales européennes de l'INCA CGIL, Amanda Da Silva : Chercheuse au Centre d'études de l'ethnicité et des migrations (CEDEM, Université de Liège)

**5 décembre 2017 – Inauguration de la campagne « Faites le mur ! »**

**8 décembre 2017 Visite du Parlement de Wallonie et la "Route des murs"**

**12 décembre 2017 Visite du Parlement de Wallonie et la "Route des murs"**

**12 décembre 2017 - Rencontre-débat : "Quartiers sans frontières"**

**Intervenants :** Représentants des différents quartiers, Françoise Brichaux, Coordinatrice du Pôle « Éducation permanente » du CPCP, Stéphanie Scailquin, Échevine de la Cohésion sociale, du Logement, de l'Urbanisme et de l'Égalité des Chances de la Ville de Namur)

## **12 décembre 2017 - Ciné-débat : courts-métrages « Douche froide » et « Leyla », de Benoît Mariage**

**Intervenants :** Benoît Mariage, réalisateur, Quentin Courtois, directeur adjoint du Centre d'accueil des réfugiés de Belgrade, Croix-Rouge, Département Accueil des Demandeurs

## **14 décembre 2017 - Conférence : "Murs et Frontières – Regards croisés sur un paradoxe de la globalisation"**

**Intervenants :** Pierre Hupet, Directeur du CPCP, Frank Neisse, Co-auteur du livre/expo "Des murs entre les hommes", chargé de mission au SEAE (Service Extérieur d'Action Européenne), de l'Union européenne, Damien Simonneau, Docteur en Science Politique à l'Université Saint-Louis (Bruxelles), spécialiste des frontières

## **15 décembre 2017 Visite du Parlement de Wallonie et la "Route des murs"**

## **18 décembre 2017 Visite du Parlement de Wallonie et la "Route des murs"**

### **1.5. Pôle animation : perspectives 2018**

L'année 2018 sera encore placée sous le signe de l'opération « Faites le mur ! ». L'exposition photos « Des murs entre les hommes » prendra place à Liège dans l'Espace Wallonie de Liège et au Mundaneum à Mons. De nombreuses activités seront organisées dans ce cadre. A Liège, l'expo prendra la forme d'un parcours pédagogique qui questionnera plus particulièrement les migrations. Le CPCP proposera également des ateliers de réflexions sur l'école mais également sur les stéréotypes, les préjugés et les discriminations. Des rencontres seront organisées en collaboration avec des acteurs liégeois de l'intégration mais également avec l'université de Liège et le CEDEM. A Mons, c'est dans le cadre prestigieux du Mundaneum que le CPCP proposera, outre l'expo photos, des activités touchant notamment la question des murs de la (sur)consommation. A Mons, nous prévoyons également de mettre en avant le travail issu de collaborations avec d'autres associations.

Dans un second temps, le CPCP proposera de mettre à disposition cette exposition auprès de tous les acteurs de la citoyenneté qui le souhaitent.

Enfin, de manière transversale, nous poursuivrons l'organisation de visites citoyennes et de rencontres-débats.

### 1.4.1. Objectifs

- Poursuivre en interne le développement du projet « Faites le mur » ;
- Promouvoir vers l'extérieur l'expo « Des murs entre les hommes » ;
- Poursuivre le renforcement des collaborations avec les autres pôles en nous inspirant de l'expérience de l'éducation permanente et en nous appuyant sur les publications pour développer nos activités en partenariat avec le pôle Publications ;
- Développer les partenariats associatifs ;
- Maintenir le volume d'activités d'animation.

### 1.4.2. Outils et méthodologie

- L'attention accordée au volet citoyenneté sera plus que jamais maintenue, en veillant au développement quantitatif et qualitatif de l'offre de visites citoyennes. Elles seront essentiellement axées sur des sujets proches du quotidien de chacun comme la justice, les institutions communales, l'utilisation de l'eau, de l'électricité et la gestion des déchets ;
- Accorder une place plus large aux positions du CPCP en privilégiant la participation de nos experts EP au panel d'intervenants ;
- L'expo photo « Des murs entre les hommes », est un excellent outil pour nous permettre de sensibiliser et de questionner le citoyen sur la société qu'il veut.

### 1.4.3. Activités en 2018 :

Pour 2018, nous avons établi un programme d'animation basé sur 4 types d'activités :

- *Expo-photo*
- *Visites citoyennes et thématiques ;*
- *Rencontres-débats ;*
- *Salons et événements grand public.*

Nos activités seront axées sur les thématiques proposées ci-dessous. Toutefois, ce choix n'est pas limitatif et sert de catalogue pour proposer à nos partenaires des collaborations. Il se peut donc que certains sujets ne soient pas développés s'ils ne rencontrent pas l'intérêt escompté. Ils se veulent suffisamment larges afin de pouvoir être déclinés selon les réalités de terrain.

## **1. Citoyenneté :**

- « Faites le mur ! » : les migrations
- Les élections communales
- La participation citoyenne
- L'allocation universelle

## **2. Cadre de vie :**

- La mobilité durable
- Les nouvelles formes d'habitat : une solution face à la surpopulation de demain ?

## **3. Education aux médias**

- Journalisme citoyen

## **4. Famille/Education**

- Les pédagogies alternatives
- Stéréotypes, préjugés et discriminations »

## **5. Consommation responsable**

- Les rapports à la viande
- Les énergies alternatives
- Les murs de la consommation

## 2. POLE EDUCATION PERMANENTE

### Introduction

En 2017, Le CPCP a poursuivi son travail dans les 4 thématiques retenues lors de sa reconnaissance comme association d'EP et presté au total **744 heures**, à savoir :

- |                                              |                                 |
|----------------------------------------------|---------------------------------|
| ➤ Logement et Lieux de vie                   | <b>356,5 heures d'activités</b> |
| ➤ Consommation durable                       | <b>192 heures d'activités</b>   |
| ➤ Famille et Education                       | <b>78,5 heures d'activités</b>  |
| ➤ Education aux médias et actions citoyennes | <b>92 heures d'activités</b>    |
- Selon l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente du 30 avril 2014, (art. 3 §3): « Partenariats Lorsque l'association réalise une activité en collaboration avec d'autres partenaires, cette activité est comptabilisée dans sa totalité pour autant que l'association soit clairement identifiée comme co-initiatrice et porteuse du projet. Toutefois, lorsqu'au moins un partenaire d'une activité réalisée en collaboration est reconnu en vertu de l'axe 1 du décret, l'association peut valoriser un nombre d'heures d'activités réalisées dans le cadre d'un tel partenariat pour un total correspondant à maximum 20% du nombre d'heures exigé pour la catégorie de forfait dans laquelle l'association est reconnue ». Nous totalisons **84,5h** avec des partenaires reconnus en EP, soit moins de 20% de notre forfait (450h).

Parmi les remarques plus administratives, signalons que nous couvrons l'ensemble du territoire de la Communauté française, à l'exception de la province du Luxembourg, principalement parce que le territoire est vaste, que n'y n'avons pas d'antenne et que nos partenaires éventuels ne peuvent pas nécessairement couvrir les frais kilométriques de déplacement.

Comme annoncé en 2016, notre volonté a été de **diversifier notre public**, en prenant en compte différents déterminants : en premier lieu la précarité qu'elle soit économique, sociale ou culturelle mais aussi des publics marginalisés ou qui ont peu de voix au chapitre, tels les aînés dans des homes, des mères de famille monoparentales isolées, des handicapés, des femmes immigrées, des personnes isolées sans véritable entourage proche.

Nous avons développé assez largement pour chaque thématique les enjeux poursuivis, les finalités et objectifs de l'action ainsi que l'évolution telle que nous la prévoyons. Dans cette introduction, nous mettrons donc en exergue davantage ce qui lors de nos évaluations bimensuelles et nos contacts avec les autres pôles de notre association nous a interpellés.

### **Nos constats sont à la fois alarmants et réjouissants.**

Plus encore qu'en 2016, nous sommes confrontés à une paupérisation croissante, une précarité telle que nous ne l'avons jamais connue et à des publics qui, malgré leur débrouillardise et leur imagination, tirent le diable par la queue, suite à une série de mesures gouvernementales prises pour atteindre des objectifs budgétaires. Nos publics sont désabusés et ne voient plus d'horizon, sinon localement lors de

nos activités quand elles sont menées sur le long terme. Le rejet du politique est très grand ; même les luttes syndicales les laissent perplexes.

Les faits divers peuplent l'actualité : les attentats, la menace terroriste, les scandales des intercommunales, les crises alimentaires. Tout est prétexte à commentaires divers, le plus souvent non argumentés parce que « *c'est paru sur Facebook* ». L'arrivée des migrants pose aussi question : « *Pourquoi s'occuper d'eux et pas de nos pauvres, de nous ?!* ». Les colis alimentaires sont aussi passés au crible, soit parce qu'ils ne correspondent pas aux habitudes alimentaires, soit à juste titre, parce que les denrées sont peu variées : « *Que voulez-vous faire avec 2 kilos de farine ?* ». Les activités extra-scolaires sont couteuses et malgré des plaines de jeux organisées par des communes et quelques excursions à la mer, le ressenti de nos publics est que leurs enfants sont défavorisés et qu'ils n'ont pas les moyens de leur offrir autre chose, ce qui chagrinent beaucoup de familles.

Nous pourrions continuer la liste. Chacun s'accorde à dire qu'« on va dans le mur », qu'il faut s'atteler au changement et parler Transition, ce qui est l'un de nos principaux objectifs. Les conférences et journées d'études se multiplient. Malheureusement, nous n'y retrouvons que des gens informés, motivés, intellectuellement privilégiés. La fracture sociale augmente mais encore plus la fracture culturelle et ce ne sont pas les gouvernements voisins ou outre-Atlantique, populistes ou d'extrême droite, qui la diminueront, alors même qu'une partie de la population, en Belgique aussi, approuve ce genre de politique anti-sociale. En matière d'immigration, nos publics y sont sensibles ; nous sentons une montée du racisme déjà perceptible les années précédentes mais encore plus vivace, où nous devons prendre le temps de déconstruire les préjugés ...en doutant d'y avoir réussi parfois tellement les convictions de ce type sont fortes : « *Ils prennent nos emplois, ils ont tous les droits, on leur trouve un logement, etc.* »

Dans nos groupes, nous partons des besoins, des attentes, des insatisfactions du public ; nous le précisons d'emblée aux participants et à nos partenaires parfois peu habitués à ce genre de démarche. Notre objectif est toujours de partir de situations précises, du vécu des participants, afin de construire ensemble la réflexion et l'action qui peut en découler. Conscientiser les publics à leur vécu, leur désarroi, leurs besoins passe toujours dans une première phase par un état des lieux, un « lâcher » de paroles, une expression orale et de plus en plus en recourant à diverses techniques artistiques/créatives pour celles et ceux qui ont des difficultés à s'exprimer. Cela peut prendre 2 ou 3 séances.

Au terme de celles-ci, souvent après avoir approfondi des expressions, des termes, des mots sont mis sur le ressenti de chacun. Petit à petit, l'enjeu se dessine collectivement et différentes phases du processus sont alors envisagées en commun. Ce processus collectif amène de la confiance et libère la parole (sauf dans un des groupes en Hainaut où ce fut particulièrement difficile avec des jeunes).

Un de nos constats les plus marquants est que les personnes que nous rencontrons n'ont pas l'habitude d'être écoutées ou estiment ne pas être entendues. En permettant une expression libre, cela nous éloigne parfois du sujet pour y revenir ensuite. Vu le nombre d'années que nous opérons en EP, nous avons acquis la certitude, malgré certaines difficultés rencontrées, que ce n'est qu'après avoir évoqué le quotidien et établi sur cette base un état des lieux (provisoire car d'autres éléments viendront l'enrichir par la suite) que nous pouvons ensemble aller vers une connaissance critique des réalités de la société. Chacun se sent moins seul mais il découvre aussi, via la parole des autres, une réalité qu'il ne connaissait pas ou des solutions que certains ont mises en place pour alléger leur quotidien.

Développer ensuite des capacités d'analyse, de choix, d'action constitue une phase plus ardue. Nous savons que nos publics opèrent des choix bien malgré eux (on se prive de soins de santé ou dentaires

pour pouvoir mettre des tartines dans le cartable de l'enfant). Ce sont aussi, pour certains, des experts en capacité d'action et de créativité diverse. Toutefois, oser analyser la société, produire un discours qui éclaire des enjeux pressentis mais refoulés dans l'intimité de chacun, soit par honte, soit pour ne pas se démarquer de la moyenne de la population (ex. de la consommation), soit par la tradition familiale mais aussi par méconnaissance (le niveau scolaire étant assez bas) relève d'un changement d'habitudes et de paradigmes. La question est réellement la suivante à certains moments : « *Peut-on produire un discours différent de ce qui semble être la norme ?* » avec sous-entendu : « *En a-t-on le droit, les capacités, les connaissances suffisantes, un langage adapté ?* » Par ailleurs, nous constatons que nos publics ont bien « intégré » que leur parole n'est pas entendue (« *A quoi ça sert ! Qu'ils (les politiques) viennent voir : ah ça, aux élections, ils sont là !* »). De surcroît, notre public étant majoritairement féminin et sans emploi, il n'y pas d'expérience de lutte collective, de syndicalisme ou de groupement d'intérêts.

Nous constatons une forte différence en fonction de l'implantation de nos groupes, le Hainaut présentant une population plus fortement démobilisée, surtout parmi les jeunes et les jeunes femmes ; par contre, une population qui tourne autour de la quarantaine ou cinquantaine embraille plus vite dans des actions, faisant appel au passé et aux difficultés surmontées. Cette différence se marque aussi au niveau des thématiques, l'alimentation saine étant un sujet porteur ...à nouveau parmi les femmes, avec le plaisir de mettre en pratique ce dont on a parlé et d'acquérir une nouvelle expertise.

La plupart du temps, « nos » publics rencontrent des difficultés multifactorielles : outre celles reprises dans nos thématiques (accès au logement et à des lieux de vie décents, précarité énergétique, surconsommation et malbouffe, asservissement aux réseaux sociaux et aux fake news, tensions au sein des familles et dans les rapports avec le monde scolaire), nous ne pouvons que constater que la liste est longue : santé, accès à la culture, insuffisance de lieux de rencontres, repli communautaire, etc.

Plus que jamais, nous voyons dans les actions que nous menons, un véritable fil rouge qui nous encourage à développer la notion de citoyenneté en partenariat avec les autres pôles du CPCP : la formation, l'animation, les publications. Cette transversalité a véritablement été renforcée en 2017. Les publics sont différents, sauf en formation où les demandes proviennent majoritairement de publics fragilisés et où une importante partie du travail tourne autour de ce que représente la citoyenneté aujourd'hui, les institutions belges et la déconstruction de préjugés. Les animations portent sur des visites citoyennes ou sont en lien avec ce qui est développé en EP. Quant au pôle publications, il se nourrit beaucoup des constats de terrain et plusieurs collaborateurs qui exercent à titre principal leur fonction sur le terrain en Éducation permanente ont partagé le résultat de leurs constats sous forme de publications, sous l'angle « analyse critique de la société ».

Nos constats sont aussi ... encourageants. En effet, vu les conditions socio-économiques et culturelles dans lesquelles vivent nos publics, et notre propre perception d'une fracture sociale de plus en plus importante, la tâche semble parfois lourde pour chacun.

Néanmoins, au niveau du processus, nous sommes parvenus à réaliser avec certains groupes des produits, outils pédagogiques de qualité qui sont ou seront exploités sous peu (cfr. Tableau d'activités : brochure aînés, brochure Mangécrado qui sera diffusée dans les écoles de devoirs en Wallonie et Bruxelles, BD sur les discriminations en termes de logement partagées par notre partenaire Sima avec des associations bruxelloises, etc.) Par ailleurs, nous avons encouragé et réussi la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives (opérations propreté dans des quartiers, installation d'une solderie/seconde main, exposition de photos au Mundaneum à Mons, création d'un comité de quartier, etc.) Vu les difficultés multifactorielles rencontrées par la plupart des participants, l'idée / la

perception de participer à un groupe de réflexion et d'action, de manière collective de surcroît, leur semble au départ, peu porteuse d'efficacité ou de sens ; leur avis diverge en fin de session néanmoins pour la plupart, ce qui est encourageant, d'autant quand on note des changements de comportements ou de réflexions.

Nous avons veillé, principalement dans les thématiques Logement et Lieux de vie ainsi qu'en Famille & Education, à développer l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective. Ce n'est pas toujours simple ni facile. C'est la raison pour laquelle cette année encore, nous avons privilégié le travail en réseau et fait le choix de pérenniser la plupart de nos partenariats car la confiance acquise de nos publics et partenaires nous permet non seulement un ancrage local mais surtout un ancrage du processus et le développement d'initiatives citoyennes porteuses qui favorisent une autonomisation recherchée, dans une réelle perspective d'égalité et de progrès.

Nous participons également à diverses plateformes (monoparentalité, habitat permanent et alternatif)

Nous avons veillé constamment, avec une évaluation interne continue, à ce que les contenus soient développés en concertation avec les participants, en nous basant sur des méthodes d'expression et d'induction et une méthodologie largement participative, en amenant les informations destinées à une prise de conscience par divers outils, films, vidéos, article que nous échangeons. Les projets ont tous fait l'objet d'une évaluation avec les participants ainsi qu'avec les partenaires.

Nous avons également eu l'opportunité de nous inscrire ainsi que nos publics dans l'événement que nous avons créé « Faites le mur », ce qui a permis une diversité de publics et d'échanges mais aussi à nos publics de se rendre dans des lieux qu'ils ne fréquentent pas. (cfr. Tableau d'activités)

Par ailleurs, nous avons, tous pôles confondus, participé au Festival International du Film Francophone du 29/09 au 6/10 avec d'autres associations, sous le chapiteau central en créant spécialement pour l'occasion un outil dénommé « Cadrorama, le jeu pour les mordus du ciné ». Cet outil interactif qui présente différents cadrages et plans a attiré le public présent, spécialement les jeunes et nous a valu une belle visibilité au niveau de la thématique des Médias.

Cette année, nous entamerons dès le second semestre notre réflexion sur le plan quinquennal 2019-2024. Une 1<sup>ère</sup> phase consistera à évaluer le processus d'EP mené durant ces 5 années. La seconde phase, vu le renforcement de l'interpolarité et la transversalité de nos réflexions, projets et actions, sera menée avec l'ensemble des pôles avec comme référents majeurs la citoyenneté et la transition.

## 2.1. Activités réalisées en 2017

### 2.1.1. Thématique Consommation responsable et durable

#### 2.1.1.1. Enjeux de société

Plus que jamais la consommation est au centre des grands enjeux sociaux, économiques et environnementaux de notre société actuelle. La société de consommation nous plonge dans une course sans fin au toujours plus; toujours plus de besoins, toujours plus d'envies, toujours plus d'achats, toujours plus vite ... et toujours plus de frustrations pour nos publics fragilisés.

Dans le même temps, il ne s'écoule pas une semaine sans un reportage, un documentaire, un débat, un article de presse, ... qui traite des nombreux impacts générés dans le monde par l'hyperconsommation et donc l'hyper-productivisme qu'ils génèrent : les changements climatiques (effet de serre, CO2, ...), la perte de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution de l'air, des océans, etc. ...

Le message qui passe est clair : il est grand temps d'agir ! Ce qui sous-entend évidemment qu'il faut changer notre mode de vie, nos habitudes, nos comportements. Depuis quelques années, de nombreux citoyens de par le monde ont bien saisi l'urgence. Le souffle d'une certaine « r-évolution » se fait sentir. Il s'agit de citoyens qui ont pris conscience de cette problématique et de la distance par rapport à ce modèle de société en devenant des consommateurs responsables : simplicité volontaire, zéro déchet, lutte contre le gaspillage alimentaire ou vestimentaire, économie de partage, dé-consommation, investissement éthique... Pour certains consommateurs, ces tendances sont aujourd'hui érigées en véritable mode de vie : la transition, qui s'installe chaque jour davantage au travers un grand mouvement qui se structure et s'active avec pour objectif de ré-imaginer et de reconstruire un monde plus résilient.

Singulièrement, cette nouvelle manière de consommer, plus responsable, plus durable ne semble pas concerner prioritairement nos publics. Dounia Tadli, du pôle Publications au CPCP, dans sa publication Transition et simplicité volontaire. Une solution pour ceux qui n'ont pas d'opinion résume notre réflexion : *« Lorsque leur situation d'involontaire simplicité le leur permet, certains préfèrent ainsi avoir quelques miettes du grand gâteau de l'abondante consommation, plutôt que de se maintenir dans une sobriété non-désirée... quoi qu'en disent les chevaliers et autres « hippies blancs » d'une consommation alternative. En effet, cette même société créatrice d'inégalités qui pousse les plus défavorisés dans une « involontaire simplicité » source de frustrations, engendre aussi une abondance susceptible de devenir écœurante chez les plus aisés et/ou éduqués. Une partie de ceux-ci se tourne alors vers les mouvements de Transition et un mode de vie plus sobre, en signe de rejet d'une société consumériste mais aussi comme marqueur d'identité et de distinctions sociales. »*

C'est là que notre action avec nos publics prend tout son sens : décoder la société de consommation dans laquelle ils évoluent pour renforcer leurs savoirs et les aider à percevoir

les enjeux réels de ce type de consommation en déconstruisant le discours dominant. Il s'agit de permettre aux participants de comprendre le monde complexe auquel nous appartenons et de s'interroger sur leur interaction avec ce monde.

« Les enjeux sociaux, économiques et écologiques, sont étroitement liés et doivent être traités de manière globale. Dans cette optique, en 2017, dans le cadre de sa thématique d'action « Consommation durable », le CPCP a poursuivi le développement de son objectif initial à savoir construire avec le public une réflexion critique et systémique sur notre société de consommation en lui donnant les clés qui lui permettent de comprendre, d'évaluer et d'agir en toute conscience.

### **2.1.1.2. Finalités et objectifs de l'action**

Cette année 2017, le CPCP a poursuivi un de ses objectifs prioritaires, en accompagnant les citoyens dans leur choix de consommation en suscitant une réflexion critique sur les impacts générés par leurs choix tant sur le plan individuel que sur le plan collectif avec une volonté de stimuler leur engagement citoyen autour de la construction d'un autre type de société moins axée sur la (sur) consommation.

Notre objectif est de placer notre public en capacité de comprendre et d'agir sur leur situation. S'interroger sur nos limites, c'est mieux les comprendre. Pour y arriver, il est important de développer avec les participants les conditions qui permettent à chacun de s'appuyer sur ses capacités propres et en développer de nouvelles grâce à l'interaction avec les autres. L'initier à une véritable réflexion sur des alternatives permet de faire émerger des clés d'action individuelles et collectives afin de promouvoir une consommation durable, plus équitable et soutenable pour l'homme et la planète.

Les connaissances seules ne suffisent pas à changer le comportement. Il faut donc étendre ce savoir à un savoir-faire fonctionnel. C'est une manière de renforcer les capacités des participants à mieux comprendre les enjeux actuels de notre société. C'est à l'interaction entre réflexion et pratique que se dessine le processus de « Voir, Comprendre, Agir ». Pour ce faire, nous développons des outils pédagogiques qui permettent une démarche globale, active, collective et progressive.

Les résultats attendus sont l'autonomisation et l'émancipation des participants : renforcer les aptitudes des personnes à l'insertion sociale, plus spécifiquement à travers une réflexion critique sur une consommation responsable aboutissant à des propositions de changement.

Dans cette optique, nous nous positionnons en accompagnateurs de la progression du groupe. Le plus important étant la co-construction basée sur la discussion et la réflexion, il nous paraît indispensable, vu l'hétérogénéité des groupes, d'être attentif à créer un climat de confiance qui favorise la participation de tous.

### 2.1.1.3. Développement de la thématique d'action et évolution :

En 2017, dans la province du Hainaut, nous avons pérennisé les partenariats avec les CPAS de Frameries, de Dour, la régie de quartier de Mons-Est et entamé une nouvelle collaboration avec la Maison Espoir. Nous avons également poursuivi notre collaboration avec le PCS d'Anderlecht à Bruxelles, le CPAS de Hannut dans la province de Liège et l'asbl CINEX à Namur.

Durant l'année, nous avons poursuivi notre réflexion globale sur la consommation durable développée sur nos 3 axes d'action en fonction des attentes du public, à savoir :

- L'alimentation saine et durable,
- La consommation énergétique responsable
- Les Citoyens Consom'acteurs.

Ces différentes collaborations nous ont permis de créer de nouveaux supports pédagogiques en soutien aux nouveaux thèmes développés au fur et à mesure de nos rencontres sur le terrain, comme par exemple :

- Une brochure sur la malbouffe réalisée avec le public du CPAS de Dour à destination des enfants de 7 à 12 ans intitulée « Mission : quitter la planète Mangécrado »; pour information, suite à une demande de financement, elle sera vraisemblablement disponible en 2500 exemplaires dans le courant du premier semestre 2018 (Voir ci-après, le tableau d'activités).
- Un livre de recettes « Du végétarien et du vite fait bien fait » avec les participants au groupe ouvert de la Régie de Quartier de Mons,
- Différents supports visuels sous forme de power-point comme :
  - « Les garanties », pour connaître ses droits et faire valoir la garantie légale attachée à l'achat d'un bien ;
  - « Elaborer un message », sur l'élaboration d'un message à destination d'un public cible ;
  - « Les enfants face à la Pub », sur les stratégies de marketing ;
  - « La face cachée du sucre », sur les problématiques (obésités, ...) de la surconsommation de sucre ;
  - « Envie de manger les yeux fermés » qui traite de l'alimentation industrielle (additifs)
- Et d'autres supports
  - « Mangez sain pour pas cher », question pour un champion pour se réapproprié les notions de base de l'équilibre alimentaire,
  - « Tout est bon dans le poisson ? » qui traite de la problématique dans sa globalité (apports pour la santé, surpêche, pollution, ...)
  - « Ogrenco » qui traite du gaspillage alimentaire et de ses implications au niveau mondial,
  - 40 initiatives pour consommer plus responsable (analyse)
- Mais aussi deux analyses rédigées en collaboration avec le pôle Publications par des animateurs du pôle consommation durable et pouvant servir de base de réflexion aux groupes désireux de développer ces thèmes,

- 40 initiatives pour consommer plus responsable
- Parfums d'intérieurs ou poisons d'intérieur ? Quels impacts sur notre santé ?

Les thèmes sont constamment réalimentés en fonction des attentes des groupes mais aussi de l'actualité, des innovations et des changements.

Notre approche se veut multiple et transversale. Elle permet d'une part d'acquérir des connaissances, des comportements et des compétences pratiques nécessaires pour mieux consommer et d'autre part de réfléchir sur les enjeux futurs en matière de consommation. Ce processus est donc évolutif et est nourri en permanence par de nouveaux sujets qui précisent et complètent le développement de la thématique.

Sur base des différentes observations fondées lors de nos rencontres avec les divers groupes qui nous confortent sur la pertinence de notre action mais aussi sur base des attentes qui émergent du public, il nous paraît évident de poursuivre le développement de nos 3 axes d'action que sont : l'alimentation saine et durable, la consommation énergétique responsable, et les nouvelles formes d'économies alternatives.

### **A. L'alimentation saine et durable**

Manger sainement, c'est manger des aliments qui sont favorables à la santé. Une alimentation saine assure un certain bien-être, fournit de la vitalité et protège contre de nombreuses maladies. À ce propos, tous les nutritionnistes, diététiciens et autres conseillers en alimentation s'accordent sur un point : manger des aliments sains ne suffit pas, encore faut-il les manger de manière équilibrée.

Or, dans le cadre d'ateliers relatifs à l'alimentation animés par le CPCP, on a pu se rendre compte que si cette représentation est intégrée par nos publics précarisés, elle n'est pas forcément mise en pratique ! En effet, la notion de « quantité » est à géométrie variable ! De nombreux témoignages de participants convergent à ce propos et il n'est pas rare d'entendre des parents nous expliquer qu'ils se privent pour permettre à leurs enfants de manger... plus. Les mamans ont à cœur de faire plaisir à leur enfant et essaient de ne pas passer pour de mauvaises mères au risque de dépasser allègrement les quantités recommandées, manière, probablement, de se rassurer, d'amoindrir leurs difficultés quotidiennes, de combattre « la peur de manquer ». L'abondance reste un paramètre rassurant/apaisant dans le chef de notre public spécifique. Des professionnels de terrain le constatent : « L'alimentation apparaît comme une compensation des frustrations et inquiétudes de la vie quotidienne et calme l'angoisse. »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Source : [www.lemangeur-ocha.com](http://www.lemangeur-ocha.com) – Texte exclusif de Dominique Poisson - L'alimentation des populations modestes et défavorisées. Etat des lieux dans un contexte de pouvoir d'achat difficile. Mise en ligne : 19 novembre 2008

De nombreuses études tendent à démontrer que « les personnes en surpoids, ou souffrant d'obésité, sont surreprésentées parmi les plus pauvres »<sup>2</sup>. Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), cette réalité « contribue à accroître les inégalités sanitaires et autres »<sup>3</sup>. En matière de mauvaises habitudes alimentaires, l'OMS ne cesse de mettre en garde les pays européens contre une épidémie d'obésité d'ici 2030. En Belgique, 14 % de la population adulte souffre actuellement de cette maladie.<sup>4</sup> Effectivement, ce sont les aliments riches en graisse et en sucre qui coûtent le moins chers ! En plus d'être savoureux, ils ont un pouvoir rassasiant important. On parle alors de « calories vides », représentées par tous les aliments qui apportent des calories mais qui n'ont aucune valeur nutritive et que l'on retrouve principalement dans la nourriture industrielle transformée et dans la restauration rapide.

Et pourtant, manger sain, pas cher et durable c'est encore possible ! Encore faut-il pouvoir comprendre les étiquettes, éviter les pièges des allégations nutritionnelles, s'y retrouver dans la jungle des logos et autres labels, revisiter l'équilibre alimentaire, comprendre les enjeux mondiaux, décoder la publicité, analyser les causes des différents scandales alimentaires, ... !

S'alimenter n'est donc pas un acte si anodin. Derrière cette action quotidienne se cache une série de facteurs interdépendants qui influenceront inévitablement les comportements alimentaires. En effet, on ne peut pas parler d'un profil type, d'un consommateur unique tant les situations sociales et individuelles sont différentes, ne fut-ce que par le genre, l'âge, le lieu de résidence (urbain/campagne). Des facteurs psycho-sociaux comme l'estime de soi, l'humeur, la motivation, le plaisir de manger, l'environnement familial, l'isolement... entrent aussi en compte lorsque l'on parle alimentation et ils influent directement les choix alimentaires.

Mais au-delà de ces considérations, d'autres déterminants, pèsent lourds dans la balance ! Le budget du ménage, les contraintes pratiques, les savoirs et savoir-faire en cuisine... En plus de ces différents facteurs propres à chaque individu, ajoutons des facteurs d'influences externes, comme la publicité et le marketing et nous nous rendons compte que les citoyens ne sont pas égaux face aux rayons alimentaires des grandes surfaces !

L'accessibilité à une alimentation saine, durable, équilibrée et de qualité pour tous prend donc ici tout son sens et est très certainement un des grands enjeux de notre société !

Tous ces constats nous encouragent à poursuivre le développement des ateliers qui brossent la thématique de l'alimentation dans sa globalité en l'abordant selon différents axes :

- ✓ L'aspect nutritionnel et de santé : Manger sain pour pas cher, c'est possible! Dans cette perspective nous abordons notamment les notions de base essentielles d'une

---

<sup>2</sup> O. DE SCHUTTER, cité par C. CLOSSON, « Un système alimentaire respectueux de tous. Interview d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation », *Alter Echos*, 344-345, 14 septembre 2012, p. 6.

<sup>3</sup> *Charte européenne sur la lutte contre l'obésité*, Istanbul, 16 novembre 2006, [en ligne] [http://www.euro.who.int/\\_data/assets/pdf\\_file/0005/87458/E89568.pdf](http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0005/87458/E89568.pdf).

<sup>4</sup> L. GISLE, S. DEMAREST (éd.), *Enquête de santé 2013. Rapport 2 : comportements de santé et style de vie*, Bruxelles : Institut scientifique de Santé publique, 2014, [en ligne] [https://his.wiv-isp.be/fr/Documents%20partages/summ\\_LS\\_FR\\_2013.pdf](https://his.wiv-isp.be/fr/Documents%20partages/summ_LS_FR_2013.pdf).

alimentation saine et équilibrée, le questionnement sur les implications de nos choix alimentaires sur notre santé et l'importance de se nourrir sainement,

- ✓ L'hygiène et la sécurité alimentaire où nous développons des ateliers comme « Le frigo malin » – « La sécurité alimentaire : le consommateur dernier maillon de la chaîne », « La lecture des étiquettes alimentaires », ...
- ✓ L'origine des produits alimentaires pour une meilleure compréhension de la chaîne alimentaire,
- ✓ L'environnement pour faire prendre conscience de la relation entre notre manière de nous alimenter et l'environnement qui nous entoure.

Outre le fait de s'approprier des savoirs et des savoir-faire, de développer des compétences et de faciliter la mémorisation des acquis, ces ateliers font parties intégrantes d'un processus de réflexion interactive, collective et participative. Le consommateur augmente ainsi ses possibilités de choix et appréhende mieux les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ceux-ci.

## **B. La consommation énergétique**

Les années passent et malheureusement, les constats ne changent pas : les ménages ont toujours autant de difficultés à régler leurs factures énergétiques. La 4<sup>ème</sup> édition du Baromètre de la précarité énergétique corrobore nos constats ; plus de 21 % des ménages ont rencontré des difficultés en matière d'énergie en 2016, soit plus d'un ménage sur cinq.

Les grosses difficultés restent bien entendu le chauffage en hiver et le paiement des factures d'électricité. Le problème du chauffage est intimement lié au niveau d'isolation des logements. Or, les personnes concernées sont la plupart du temps locataires et n'ont donc pas beaucoup d'emprise sur la qualité du logement, les travaux dépendent du bon vouloir du propriétaire. Il est donc nécessaire de casser à tout prix ce cercle vicieux dont nous parlons déjà depuis plusieurs années : moins on a de moyens, plus les dépenses énergétiques sont élevées et moins grandes sont les possibilités d'y remédier.

Même s'il existe des services d'aide et de guidance comme les tuteurs énergie, les cellules éco-logement, ... il apparaît que bon nombre d'usagers ne les connaissent pas. Notre rôle est donc, outre de les faire connaître à notre public, de les accompagner dans leur réflexion sur la surconsommation énergétique et de leur faire prendre conscience qu'ils ont la possibilité d'agir ! Agir de manière individuelle sur leur facture mais aussi de manière plus collective par rapport à la question environnementale qui est sous-jacente.

## **C. Le citoyen consom'acteur**

Le consommateur responsable est celui qui dit « non » à la société de consommation telle que nous la connaissons aujourd'hui. Certes, il y a le courage de ceux qui osent s'extirper de leur confort quotidien pour tenter une consommation plus raisonnable et les façons d'être raisonnable sont légion (manger moins de pesticides, acheter moins de plastique, manger local, etc.. ). Mais cette idée implique que l'on ait le choix. Cependant, en éducation

permanente, nous travaillons avec des personnes engagées dans une décroissance qui est, elle, involontaire et ils n'ont pas les moyens de gaspiller l'énergie fossile car souvent ils n'ont pas de voitures ou ne gaspillent pas de nourriture car ils n'en ont même plus pour la fin du mois.

C'est là tout le paradoxe que nous avons déjà relevé à plusieurs reprises au cours de ces dernières années : parler de modération à des personnes qui souhaitent plus de pouvoir d'achat, c'est extrêmement délicat.

Nous avons donc d'emblée pris le pli de parler d'une consommation différente, adaptée au contexte, aux opportunités et aux besoins et moyens de chacun et avons introduit le champ de l'économie collaborative ou plutôt des initiatives citoyennes. Et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que les transitionneurs sont en marche et nous ne pouvons qu'inviter notre public à rejoindre ce mouvement inéluctable. Ensuite car ce sont les personnes précarisées financièrement et socialement qui devraient être les premiers bénéficiaires de ce nouveau secteur en croissance pour avoir accès à des biens et à des services qui, sans cela, sont trop coûteux pour être accessibles.

Au fil des ans, nous avons pu procéder à quelques constats. Ainsi si toute une partie du public accueille très favorablement ces initiatives inspirantes et s'en emparent, d'autres se montrent extrêmement frileux. À y regarder de près, nous pouvons identifier quelques causes :

- Se forger une nouvelle conviction est un exercice inconfortable sur le plan psychologique, surtout quand on n'a pas les moyens de ce changement (comme acheter du bio par exemple). Ce qui nous amène à déclencher des attitudes de rejet. Nous portons toute la responsabilité sur les « autres » (il y a toujours plus irresponsables que nous !) et ce renvoi de responsabilité devient un prétexte pour ne rien changer. Quand ce n'est pas l'irrespect des « autres » qui est en cause : « ces initiatives sont fort sympathiques mais elles ne fonctionneraient jamais ici » nous clament-on ! Nous souffrons d'un déficit de confiance collective.
- Ensuite, changer de comportement pour participer à un meilleur avenir qui reste flou (car, entre autres, non soutenu par les autorités publiques) exige de devoir imaginer des effets à long terme, exercice difficile pour des personnes contraintes de vivre au jour le jour.

Les échanges avec notre public nous ont incités à investiguer davantage sur le sujet. « *C'est un truc de bobos !* », « *on n'est pas à notre place* » font partie des réflexions que l'on entend souvent. Aussi, une enquête plus pointue nous a révélé que les personnes impliquées dans des initiatives citoyennes (dites aussi de transition) le font certes en guise de protestation mais aussi, pour certains, pour se démarquer socialement et construire une identité bien distincte. Alors, il est vrai que l'on voit très peu de mixité sociale au sein de ces collectifs. On reste entre personnes instruites, attachées aux mêmes valeurs, à la démocratie participative, à la culture. On reste dans l'entre soi à quelques exceptions près comme le Bees Coop à Bruxelles. Le fossé se creuse de manière inexorable ; le vrai terrain du changement est celui des normes sociales !

Nous comprenons ainsi mieux que ces initiatives n'arrivent pas à l'oreille de notre public. Les participants à nos ateliers, de milieux précarisés ou fragilisés par divers accidents de la vie, se sentent souvent exclus de ce type de société. Si nous pouvons constater qu'ils ne sont pas toujours concernés par ce paradigme en raison de leur situation de précarité, leurs choix de consommation ne sont pas pour autant davantage avisés. En effet, face aux nombreuses contraintes, aux frustrations quotidiennes, etc., ils restent dans un schéma de consommation qui leur donne l'impression d'être intégrés à la société, un schéma consumériste ...

Une de nos missions est de créer avec les publics que nous accompagnons des repères qui leurs permettent de prendre une place active dans une société en pleine mutation. Pour cela, nous considérons la consommation comme un levier de changement collectif.

Faudra-t-il penser à créer un réseau de transitionneurs bis ? En tout cas dans un premier temps, histoire de mettre notre public en confiance, de lui permettre de créer son propre réseau ? En attendant de rejoindre les réseaux plus bobo ? La réflexion est ouverte.

#### **2.1.1.4. Ateliers 2017**

<b>ActivitéN°1 : Groupe « CONSOM'ACTION » - ASBL CINEX – Namur (32h)</b>
--------------------------------------------------------------------------

Le CPCP a poursuivi son travail entrepris début 2013, en collaboration avec l'asbl CINEX implantée dans le quartier St-Nicolas à Namur.

Le groupe est constitué essentiellement de femmes d'un âge moyen, habitant le quartier qui, pour la plupart, éprouvent des difficultés multifactorielles (budget, précarité, santé, ...). La réalité multiculturelle du groupe permet de nombreux échanges riches en partage de réflexions, d'expériences, de savoirs et savoir-faire.

Dans la continuité de leur réflexion basée sur le documentaire « Demain », et initiée durant le second semestre 2016, les participants ont émis le désir d'apprendre à faire eux-mêmes des produits d'hygiène pour la maison (moins coûteux, moins polluants tant pour la santé que pour l'environnement, générant moins d'impacts – emballages – pollutions, ...). Cette idée fait suite au regard posé par ce documentaire sur notre société, l'idée principale étant qu'il existe des solutions accessibles, à la portée de tous et qui peuvent être mises en place rapidement. C'est ce qui motive les participants qui ont le désir de participer de manière active à la construction d'un projet qui permette un autre regard sur la société de demain en étant des citoyens éclairés et responsables. Après ce moment de réflexion, ils ont eu le loisir de fabriquer leurs propres produits d'entretien.

Pour poursuivre, 2 ateliers ont été consacrés à l'équilibre alimentaire. Cette notion à géométrie variable qui n'est pas toujours bien mise en pratique au quotidien en raison de freins (difficultés de diversifier, ...) ou d'incompréhensions (les portions, ...) ... La première partie de la thématique a été abordée à travers un jeu d'équipe créé par l'animatrice « Question pour un champion », qui a permis des échanges sur les connaissances de chacun en termes d'apports nutritionnels, du rôle des familles alimentaires dans l'organisme, de la quantité, ... pour au final créer de manière collective la ligne de l'équilibre alimentaire. Par la suite, une autre activité a permis d'une part de s'assurer que les participants ont intégré les notions d'équilibre alimentaire et d'autre part de répondre à leurs attentes en mettant en pratique un

plat facile à réaliser, peu coûteux, suivant une technique qui permet de cuisiner les « fonds de frigo » et de varier un maximum : le wok ! Manière aussi de découvrir la culture alimentaire asiatique. Cette mise en pratique collective est destinée à leur donner des outils essentiels pour retrouver une certaine autonomie (confiance en leur capacité, créativité, ...).

Le premier semestre a été aussi marqué par l'organisation de la traditionnelle découverte de la cuisine des plantes sauvages. Cet atelier ouvert à tous les habitants du quartier a été à nouveau un franc succès tant dans la richesse des échanges, que du nombre de participants.

Lors de l'évaluation en juin 2016, les participants avaient émis le désir de faire de s'ouvrir davantage vers l'extérieur en rendant visite à des producteurs locaux, dans le cadre de la réflexion sur les circuits courts, abordé notamment grâce au documentaire « Demain ». Le circuit court séduit les participants mais on remarque une certaine frilosité quand il s'agit de passer à l'acte. C'est ainsi que nous avons fait le lien avec « Paysans et Artisans », qu'ils connaissent puisque l'asbl a un point de distribution au Cinex, en nous rendant lors d'une matinée auprès de 2 producteurs avec lesquels ils ont pu échanger sur leur vision d'une production plus respectueuse. Nous avons ensuite rencontré les bénévoles de la centrale de « Paysans et Artisans » qui ont expliqué le fonctionnement de la coopérative. Ces visites ont permis aux participants de mieux comprendre les enjeux des petits producteurs locaux (qualité, prix, reconnaissance, ...). Les différents types de circuits courts ont aussi été abordés.

L'évaluation mise en place pour terminer le second semestre a renforcé notre idée de poursuivre la réflexion sur le thème de la consommation. Une idée de faire évoluer la manière dont la thématique est abordée, notamment à l'aide d'outils pédagogiques, de visites, de mises en pratique, ... commence à germer. Au fil des années d'ateliers, la parole s'est libérée par rapport à leur consommation, une confiance réciproque a germé et s'est développée, les participants semblent mûrs pour le développement d'un projet collectif. L'année 2018 pourrait être propice!

Pour recommencer après les vacances, nous avons développé le dernier volet du documentaire « Demain », à savoir le volet économique. C'est ainsi que les participants ont découvert « Le Lumsou », monnaie locale et citoyenne namuroise. La réflexion a été soutenue par un petit documentaire qui explique d'où vient l'argent, comment, par qui et pourquoi il a été créé. Du troc à la monnaie virtuelle, en passant par les crédits, la spéculation, .... le rôle de la banque a bien changé. L'objectif de cet atelier était de permettre aux participants de mieux comprendre le système monétaire actuel et de leur présenter la philosophie de la monnaie locale qui fait la part belle au circuit court. De nombreuses questions et réflexions ont été soulevées et notamment la question de confiance, la pratique, les risques, les avantages, ... d'adhérer en tant que citoyen à une monnaie locale.

Les trois dernières rencontres de l'année se sont focalisées sur le marché de Noël solidaire, organisé par 3 quartiers de Namur : Petit-Ry, Hastedon, Germinal et Amée. Ces ateliers seront l'occasion de découvrir des produits du bout du monde qui font partie de notre quotidien. Le premier atelier a été l'occasion pour les participants d'échanger avec les habitants d'autres quartiers sur un produit que tous les gourmands connaissent bien, cultivé au bout du monde,

à savoir le chocolat : d'où vient-il ? Comment est-il cultivé ? Dans quelles conditions ? De nombreuses questions ont été débattues qui ont permis aux participants de regarder le chocolat d'un autre œil !

Nous avons poursuivi la réflexion avec un autre produit venu de loin qui fait partie intégrante de notre quotidien, à savoir le café. Pour se faire nous nous sommes rendus chez un artisan torréfacteur namurois qui nous a expliqué tout le cheminement du café, de sa culture à la tasse. L'implication de l'artisan dans la fondation EFICO a donné la possibilité aux participants d'échanger sur les conditions dans lesquelles les travailleurs du sud sont parfois amenés à produire. L'occasion de parler du commerce équitable.

L'année s'est terminée sur une note festive et gourmande puisque nous avons préparé des recettes à base de chocolat avec comme objectif de proposer le résultat à la vente lors du marché de Noël solidaire.

**Dates : 13/01, 10/02, 10/03, 14/04, 12/05, 12/06, 29/09, 26/10, 24/11, 15/12**

<b>Activité N°2 : « Consom'Mez Bien » - CPAS de Hannut (27h)</b>
------------------------------------------------------------------

Le CPCP collabore depuis 2013 avec le CPAS de Hannut dans le cadre de son groupe d'appui à la prévention du surendettement. Le service de médiation de dettes du CPAS de Hannut a ouvert la réflexion portant sur une consommation responsable et durable à d'autres publics via une invitation aux personnes fréquentant la Maison du Social, le CPAS, la Maison communale, la Croix rouge.

Les animations ont pour objectif de proposer aux participants des outils pratiques leur permettant d'avoir une meilleure conscientisation des choix posés au quotidien en matière de consommation dans le but d'améliorer leur bien-être, leur qualité de vie et de favoriser leur autonomie. Le projet se construit collectivement et est le résultat concret d'une réflexion ou d'un questionnement des participants, alimentés par leur vécu et leurs difficultés au quotidien.

Lors de différentes rencontres avec le groupe, les participants avaient exprimé leur difficulté d'accéder en raison du coût : aller au cinéma, au théâtre, au musée avec les enfants relèvent de l'impossible ! Vu le caractère répétitifs de ces témoignages et l'intérêt des participants, l'animatrice a proposé de développer le thème de « L'accès à la culture pour tous » (article 27), parce que finalement, la culture se consomme aussi !

Pour poursuivre, nous avons approfondi la réflexion à l'alimentation saine, équilibrée et durable en envisageant la consommation dans son ensemble, c'est-à-dire du point de vue de la santé, de l'environnement et de l'économie. A la demande des participants, les projecteurs se sont tournés vers la consommation de poisson. Aliment santé ? Vraiment ? Que penser de toutes ces informations à propos des impacts de son élevage sur l'environnement ? De la surpêche ? Comment l'acheter et lequel consommer ?, ... L'objectif était de traiter le sujet dans sa globalité pour faire prendre conscience de l'interdépendance entre la consommation et les impacts sur notre santé et l'environnement.

Ensuite, nous avons réfléchi à la consommation du sucre. Aliment dont on dit qu'il n'est pas indispensable à la santé et qui pourtant fait partie intégrante de notre alimentation. Tout le

monde est adepte. Or tous sont conscients de ses méfaits : il fait grossir, provoque des caries et nous rendrait dépendants. Mais tous sont-ils mauvais pour la santé ? C'est quoi le problème du sucre ? Comment s'y retrouver à la lecture des étiquettes des produits alimentaires ? Beaucoup de questions et de réflexions des participants.

En mai, nous sommes sortis des habitudes pour nous rendre quelques kilomètres plus loin dans une usine du groupe ARDO spécialisée dans les surgelés. Nous avons discuté traçabilité, date de péremption, normes de qualité et avons comparés avec le « frais », les « boîtes », et le prêt à l'emploi. Ce qui a plutôt rassuré les participants qui, pour des raisons financières se tournent souvent vers les surgelés qui se révéleront être une bonne alternative tant au niveau du coût qu'au niveau de la diversité.

En juin, nous avons réalisé une évaluation des activités avec le soutien d'un outil pédagogique « Motus » qui permet, grâce aux images symboliques proposées, aux participants de s'exprimer librement sur les sujets abordés lors de l'année écoulée mais aussi sur le fonctionnement des ateliers, leurs apports, ... Cette évaluation a mis en lumière leur intérêt de poursuivre et a permis de souligner quelques changements de comportements de certains participants quant à leur consommation.

Pour reprendre après les vacances nous avons repris le photo-langage afin de déterminer les thèmes qu'ils aimeraient développer. C'est ainsi que la rencontre d'octobre s'est focalisée autour du thème « des besoins et des envies ». Comment déjouer les pièges en reprenant le pouvoir sur sa propre consommation alors que la société est dirigée par les diktats de la consommation ! Nous avons réfléchi à la manière de redevenir un consommateur qui porte des choix responsables, outre le sentiment d'être ou d'appartenir à un groupe. C'est donc tout naturellement que l'atelier suivant a mis en lumière les mécanismes de la publicité et leurs influences sur notre consommation que nous avons analysé en visionnant plusieurs publicités ciblées sur certains publics (femmes, enfants, hommes). Publicités qui font d'ailleurs la part belle aux produits d'entretien, ce qui amènera les participants à demander un atelier sur le sujet.

C'est ainsi que nous avons terminé l'année, en partant de la réflexion que tout le monde apprécie une maison propre... mais à quelle prix ? La réflexion s'est étendue aux alternatives possibles en réalisant un produit « multi-usages » maison.

**Dates : 10/01, 07/02, 06/04, 02/05, 06/06, 05/09, 03/10, 07/11, 05/12**

<b>Activité N° 3 : « Les mères vaillantes » - Maison de l'Espoir - Cuesmes (27h)</b>
--------------------------------------------------------------------------------------

Le groupe est composé de femmes entre 16 et 40 ans qui vivent actuellement au Centre d'Accueil « Espoir » qui accueille aujourd'hui des femmes seules ou avec leurs enfants. Il est également reconnu comme Centre d'Accueil pour victimes de violences conjugales. La maison est ouverte 24h/24h. Certaines femmes y restent plusieurs mois, d'autres, le temps d'un week-end. Certaines ont des enfants et pointent à juste titre le prix exorbitant du matériel pour nourrissons et jeunes enfants et la difficulté financière de vivre seule. Ce sont des femmes en (re)construction pour la plupart. Certaines ont des hiatus en matière de gestion de budget, dans la construction d'un lien avec l'enfant, ... Les ateliers en consommation responsable ont pour objectif de leur permettre de vivre de manière autonome en faisant les bons choix. Elles ont déterminé le contenu des ateliers de discussion.

Elles se sont enthousiasmées en découvrant l'économie collaborative et les initiatives citoyennes. Elles ont apprécié de réaliser elles-mêmes leur produit d'entretien, atelier qu'elles ont considérée comme un véritable 'cadeau'. Les échanges entre les plus jeunes et les aînées concernant le gaspillage alimentaire étaient instructifs ; ils viennent renforcer notre conviction de devoir travailler avec le plus jeune public avant sa prise d'autonomie car on remarque que l'ampleur du gaspillage et de l'épuisement des ressources est jusque-là totalement ignorée et que les discours sur le développement durable se résument à savoir trier des poubelles.

Elles ont été très soulagées de pouvoir parler du lien entre leurs émotions et leur rapport à la nourriture, surtout quand on vit au milieu de nombreux enfants bien bruyants. Elles ont été inspirées par la nécessité de bichonner leurs intestins avec une bonne nourriture pour disposer d'un système immunitaire plus performant. Elles étaient très réactives et ont été en demande de recettes pour se faire du bien. Elles ont décidé de modifier leur alimentation de manière intelligente et se sont d'ailleurs constitués un petit livre de recettes rapides dont certaines sont végétariennes. Elles veillent à diminuer leur consommation carnée sans souffrir de carences.

La séance sur l'enfant prescripteur d'achat les a comblées car elles disposaient enfin d'arguments à opposer à leurs enfants et ont bien assimilé les mécanismes du marketing pour enfant.

L'évaluation réalisée montre que les femmes parlent encore de ces ateliers des semaines après. Des habitudes ont changé en ce qui concerne l'alimentation mais aussi le nettoyage. Leur capacité d'analyse a été renforcée mais leur situation personnelle ne leur permet pas, en majorité, de se mettre en action dans le cadre d'un projet collectif. Le turn-over de la Maison de l'Espoir est de toute façon tellement important qu'il est difficile de l'envisager.

**Dates : 30/01, 13/02, 13/03, 27/03, 24/04, 29/05, 19/06, 26/06**

<b>Activité N° 4 : « Maintenant, on sait et... » - Groupe mixte Domaine d'Épinlieu &amp; Régie de quartier Mons-Est (30h)</b>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Ce groupe rassemble à la fois des personnes en insertion (stagiaires de la Régie de Quartier) et des habitants du quartier. Les jeunes du groupe viennent majoritairement d'institutions. Ils ont tous connus le décrochage scolaire et sont dans une logique de survie où chacun doit se débrouiller sans se soucier du reste du monde. Ils consomment des écrans, du fast-food, ... là où quelqu'un de plus âgé dans le groupe (re)met en valeur d'autres façons de faire et de consommer plus anciennes qui avaient cours dans le quartier.

Le programme a été construit collectivement sur base de leurs besoins et de leurs intérêts pour les innovations techniques et sociales ainsi que pour le végétarisme et l'entretien écologique.

Le jeu sur le gaspillage alimentaire a été une première prise de conscience pour les jeunes par rapport à leur propre consommation (si on m'avait dit ça plus tôt, j'aurais fait des économies !) et aux conséquences subies par le reste du monde.

Les participants sont majoritairement suspicieux quant à l'économie du partage. Ils n'ont plus confiance en l'humanité, sans doute en raison de leur parcours, de leur vécu. Bien qu'intéressés par les technologies, ils ont été surpris d'apprendre ce qui différencie les divers types d'ampoule et que les appareils électriques ne sont pas tous recyclés.

Les discussions autour de la production de viande a été un électrochoc pour certains qui ont depuis modifié leur alimentation.

Un changement de comportement que l'on identifiera aussi suite au module sur les additifs et le second cerveau qui a favorisé des envies de légumes et de plats végétariens. Enfin, ce public majoritairement masculin a aimé réaliser ses produits de nettoyage.

Alors, si dans le « voir-juger-agir », nous ne sommes restés qu'à la seconde étape, nous sommes tout de même satisfaits de voir chez eux un intérêt pour les discussions abordées à chaque rencontre. Les prises de conscience ont souvent été très nettes. Et certains ont même déclaré avoir changé de comportement, notamment sur le plan de l'alimentation. Nous avons, à leur demande, fourni un livret de recettes que nous avons préparé dans un autre groupe EP. Mais juger, c'est oser formuler l'utopie et ils s'empêchent de le faire. Toutefois, l'information continue à faire son chemin et ils disposent à présent d'outils pour commencer à agir quand ils se sentiront prêts.

**Dates : 27/01, 17/02, 03/03, 31/03, 05/04, 14/04, 28/04, 16/06, 20/06, 23/06.**

#### **Activité N° 5 : « Les gaillardes » - CPAS de Frameries (6h)**

Convaincu par la démarche menée en éducation permanente avec un de ses groupes en 2016, le CPAS de Frameries a souhaité réitérer l'expérience ; lui qui à l'époque ne voulait pas entendre parler de potagers collectifs s'est depuis lancé dans ce projet avec un professionnel encadrant des allocataires qui cultivent la terre et bénéficient des légumes distribués via le magasin social. Le CPAS a donc été amené à prendre conscience de la prise de responsabilités et de la volonté d'action des personnes qui s'étaient impliquées en 2016, lors du partenariat, dans la brocante et espère voir un nouveau groupe se développer aussi bien que le premier.

Mais celui-ci a connu quelques difficultés au démarrage ; nous avons dû annuler à deux reprises les ateliers par faute de participants qui sont libres de prendre part aux ateliers de réflexion et d'action proposés, dans une démarche d'éducation permanente. C'est donc en novembre que les participants (des femmes entre 20 et 70 ans et un homme) ont défini le programme qu'ils souhaitaient aborder. Ils ont parlé d'emblée rapidement de gaspillage alimentaire, de viande, de produits d'entretien, des tricheries de l'agro-alimentaire, de quelques initiatives citoyennes dont ils avaient entendu parler.

**Dates : 20/11, 18/12.**

#### **Activité N° 6 : « Les parents engagés » - CPAS de Dour (32h)**

Beaucoup de questions intéressantes avaient été soulevées lors d'ateliers fin 2016. Confrontés à la problématique de la malbouffe et de l'obésité chez leurs enfants ou petits-enfants, les membres du groupe ont décidé de s'orienter vers la construction d'une petite campagne de communication qui leur est destinée.

Au départ, trois groupes s'étaient constitués pour chacun viser un public bien particulier ; une brochure et des outils d'animations pour les petits et une page Facebook pour les plus grands. Finalement, les forces se sont regroupées autour de la réalisation d'une brochure pour les 7 à 12 ans, l'idée étant d'apprendre les bonnes habitudes le plus tôt possible. Chacun s'est approprié un chapitre à rédiger ou une tâche précise à faire comme la réalisation d'illustrations par le dessin, le collage ou effectuer des recherches sur le Web. Des livres ont aussi été mis à la disposition du groupe. Les plus motivés ont même travaillé à domicile.

Les textes ont été relus, modifiés et validés par l'ensemble du groupe. Les participants ont pris leurs responsabilités à cœur en veillant à prodiguer des conseils sans vexer le moindre enfant ou parent. Chacun s'est investi sérieusement et ils n'étaient pas peu fiers de leur travail collectif.

En matière de contenu, c'est un projet qui leur a permis d'aborder des problématiques telles que l'emploi d'additifs dans l'alimentation, les effets de l'acide phosphorique et celui du sucre. Ils s'en sont emparés pour les transformer en conseils. Ils ont fait appel à leur bon sens et certains ont même modifié quelque peu leur alimentation en remplaçant les friandises par des fruits secs. Des habitudes alimentaires ont été modifiées ; certaines se sont réconciliées avec le petit déjeuner, d'autres mettent plus l'accent sur les fruits et légumes et veillent à ce que leurs petits-enfants mangent plus sainement.

La brochure intitulée « Mission : quitter la planète Mangécrado » a été reproduite en 150 exemplaires par le CPAS de Dour et présentée par une partie du groupe lors d'un événement consacré à la santé à Dour. Ce ne fut pas un succès de foule mais la brochure a suscité l'intérêt de parents, d'enfants et de professionnels de la santé pour diverses raisons : intérêt pour les recettes, concentré d'arguments à opposer aux enfants, bonnes idées de projets autour de l'alimentation. Notons que cette brochure qui vise les enfants de 7 à 12 ans ainsi que leurs parents a été corrigée et validée par l'Observatoire de la santé du Hainaut et sera prochainement disponible sur le site web du CPCP.

Une recherche de financement a été entamée auprès de la Ministre de la Culture, de l'Enfance et de l'Education permanente afin de reproduire et publier cette brochure en 25.000 exemplaires destinés aux élèves des écoles de devoirs de Bruxelles et de Wallonie

Suite à l'évaluation du projet et des ateliers EP par le groupe, celui-ci a souhaité mettre à profit les ateliers de mai et juin pour confectionner des produits d'entretien et aborder la question des garanties car certains ont l'impression de s'être faits arnaquer par quelques vendeurs peu scrupuleux.

**Dates : 10/01, 07/02, 21/02, 07/03, 21/03, 25/03, 18/04, 23/05, 06/06.**

#### **Activité N° 7 : « Parlons consommation ! » - PCS Albert 1er Anderlecht (30h)**

Le Projet de Cohésion sociale d'Anderlecht a été initié par le Syndicat des locataires afin de créer du lien au sein du quartier Square Albert 1er à Anderlecht. L'objectif du PCS est de mettre en place dans le quartier des activités vectrices d'émancipation, d'ouverture, d'apprentissage,... pour et avec les habitants du Square Albert 1er (prioritairement). Le projet est subsidié par la SLRB et a pour partenaire direct le Foyer Anderlechtois (propriétaire des 4 immeubles sociaux du Square Albert).

Concrètement, le groupe est composé essentiellement de femmes d'origine marocaine ou turque qui fréquentent le PCS. Elles y viennent pour diverses raisons. Certaines y suivent des cours d'alphabétisation ou participent aux tables de conversation en français qui sont également organisées au PCS. D'autres dames connaissent la maison parce que leurs enfants y fréquentent l'école de devoir ou participent aux activités du mercredi après-midi ou aux stages de vacances. Le PCS coordonne également plusieurs projets de quartier dans lesquels certaines participantes sont impliquées, comme par exemple un potager urbain.

Les participantes ont souhaité consacrer une matinée tous les 15 jours à une réflexion sur leur consommation avec pour objectif d'acquérir plus d'autonomie de choix et d'action en matière de consommation tout en s'exprimant en français sur le sujet, ce qui leur permet aussi de s'ouvrir davantage à la culture européenne.

Nous avons poursuivi les ateliers consacrés à l'alimentation saine. Après avoir (re)découvert les grands groupes d'aliments lors de la dernière séance en 2016, nous avons continué l'exploration de la pyramide alimentaire étage par étage. L'objectif est de se réapproprier les notions de bases de l'équilibre alimentaire. Ce thème a fait l'objet de 3 ateliers durant lesquels nous avons eu l'occasion de déconstruire des idées reçues, de mieux comprendre le rôle de certains aliments (apports pour l'organisme), la notion de quantité (portion) et l'importance de la diversité.

Ensuite, comme cela avait été évoqué lors du photo-langage, le groupe a visionné le film « Demain », par séquences afin de laisser place aux nombreuses questions des participantes. Nous avons ainsi eu la possibilité de débattre sur les types d'actions qu'elles pourraient mettre en œuvre de manière individuelle ou collective.

Nous avons poursuivi les animations sur un sujet qui avait également été plébiscité par les participantes : les économies d'énergie. Nous avons abordé ces questions « poste par poste » : Les petits gestes au quotidien pour économiser l'énergie et éviter le gaspillage, les appareils énergivores, le chauffage, la cuisine. Ces ateliers se sont avérés très utiles pour de nombreuses participantes qui n'avaient pas l'habitude de gérer les questions énergétiques ; ils ont permis une réelle émancipation des participantes sur cette thématique.

**Dates : 25/01/2017, 08/02, 22/02, 19/04, 26/04, 11/10, 24/10, 15/11, 28/11, 13/12**

## **2.1.2. Thématique Logement et Lieux de vie**

### **2.1.2.1. Enjeux de société**

Pour quelle raison s'intéresser à la thématique du logement et des lieux de vie ? Parce qu'il s'agit, selon la théorie de Maslow de l'un de nos besoins primaires, celui de s'abriter et de se sentir en sécurité. Pouvoir se loger, avoir un endroit pour s'abriter, élaborer des projets de vie dans des conditions décentes, parvenir à entretenir un lieu de vie pour qu'il devienne un lieu d'épanouissement semble naturel, élémentaire. Or, ce besoin fondamental n'est malheureusement pas rencontré par tous nos concitoyens. Cela nous semble d'autant plus compliqué par le contexte particulier de l'année 2017, l'accueil des réfugiés, la montée du populisme et des partis extrémistes sur l'ensemble de l'Europe, l'explosion du nombre de sans-abris et les législations récentes qui les chassent des centres villes.

Pourtant, en Belgique et depuis des années, le droit à un logement décent est inscrit dans la constitution. Par ailleurs, les codes du logement tant en Wallonie qu'à Bruxelles, voient le logement comme un lieu d'épanouissement des individus et des familles. Ils formalisent et règlementent les conditions d'accès et d'occupation d'un logement, les normes urbanistiques et les conditions de location, cession et vente, encadrant le marché immobilier. Récemment, les notions de logement durables ont été intégrées dans ces codes et la nouvelle Ministre Debue, dès 2017 a réformé le code wallon du logement. La mise en application de ces mesures prend du temps et concrètement qu'en sera-t-il et comment anticiper ses changements pour notre association et les personnes auxquelles nous nous adressons ? A ce stade, nous sommes inquiets. Que signifient les intentions de la ministre en matière de simplification administrative, de réforme des comités d'attribution pour les logements sociaux, de reclassification des catégories de logement public,.... ? A ce jour, nous ne voyons pas encore de différences par rapport à l'ancienne législation mais nous restons vigilants.

Par ailleurs, la question du déficit de logements décents et accessibles ne cesse de s'accroître. Ce n'est pas une nouveauté et reste dénoncé par le milieu associatif depuis des années. Nous sommes loin d'avoir atteint l'objectif de 10% de logements publics sur les principales villes Wallonnes. Et le déficit de logements sociaux se creuse aussi de plus en plus en région Bruxelloise, malgré des efforts qu'il faut reconnaître. C'est sans parler des communes rurales pour lesquelles il est illusoire de répondre à cet objectif, l'Union des Villes et Communes le rappelant assez souvent également, sans compter les problèmes qui y sont liés, en terme de mobilité, de la fermeture des commerces de proximité et de services à la population

D'ici à 2050, ce sont près de 250.000 nouveaux logements qui devraient être construits pour répondre à l'évolution démographique prévue. Or, les sociétés de logement public ne pourront pas seules répondre à ce besoin. D'autant plus, qu'elles sont, elles-mêmes, confrontées à des difficultés financières liées au prix de la location, au bâti vieillissant, au taux de rotation insuffisant, aux arriérés de loyers.

Dans le secteur privé, l'accès au logement se résume à la loi de la jungle. Seuls les mieux outillés peuvent espérer trouver un logement décent à un prix correct. La crise financière de 2008, a contribué à la flambée des prix des loyers. Nous ne fondons plus guère d'espoir sur l'outil de grille des loyers qui devait exister à partir de 2017 puisque le recours à cette grille n'est pas contraignant mais seulement indicative. Au contraire de l'obligation de réalisation d'un PEB pour tout propriétaire qui souhaite vendre ou louer son bien. Cet audit énergétique manque d'efficacité pour les publics précarisés qui cherchent à louer au prix le plus bas, indépendamment du confort énergétique de l'habitat.

En ce qui concerne le public auquel nous nous adressons en priorité, les moyens financiers étant malheureusement limités, les conditions de vie auxquelles ils peuvent prétendre dans les logements qui leur sont accessibles sont souvent nettement insuffisantes. Dans ce contexte, le logement initialement conçu comme un facteur d'inclusion sociale constitue au contraire un facteur d'exclusion voir de ghettoïsation. Les allocataires sociaux, les jeunes en sortie d'étude ou en début de carrière, les personnes âgées bénéficiaires d'une faible pension de retraite se trouvent aujourd'hui confrontés à des choix cornéliens. Cela s'ajoute à la frilosité

des propriétaires privés qui craignent une dégradation de leur bien ou une perte financière en cas de location à des publics nettement stigmatisés en fonction de leurs revenus, de leur situation de vie (nous le constatons à propos des familles monoparentales, dans une de nos autres thématiques), de leur confession religieuse.

En 2017 nous avons rédigé et publié une publication sur la réforme du bonus logement en chèque habitat. Celle-ci devrait permettre à plus de personnes bénéficiant de faibles revenus d'accéder à la propriété tout en neutralisant les effets d'aubaine précédemment captés par les personnes bénéficiant de revenus plus élevés. Les taux d'intérêts des prêts hypothécaires n'ont jamais été aussi attractifs mais les conditions d'accès à ceux-ci n'ont jamais été aussi contraignantes. Ces éléments combinés constituent un véritable bouleversement sur le plan du marché immobilier acquisitif. Mais, nous manquons encore aujourd'hui de recul, pour en évaluer des effets. Cependant, nous entendons les craintes, inquiétudes de jeunes, d'ainés, de familles qui viennent gonfler les rangs des précarisés.

Étant donné toutes ces difficultés, de plus en plus de personnes sont amenées à envisager le logement de manière originale et créative. Et ce sont elles que nous souhaitons accompagner. La crise du logement frappe de plein fouet un public de plus en plus large. Les solutions se faisant attendre, les moyens publics se révélant insuffisant, certains, dont des publics précarisés, se penchent vers des solutions alternatives :

Dans le mode d'habiter

- La colocation et l'habitat partagé
- Le partage de propriété et la dissociation de la propriété du sol et de l'habitat sur lequel il est construit
- La question de la vacance immobilière. Le hiatus entre le manque de logements accessibles et les logements vides
- Le vivre ensemble, la dynamique de quartier

Dans le type de logement

- L'habitat durable
- L'habitat éco-passif
- L'habitat permanent
- L'habitat léger et les maisons containers

Enfin, nous nous sommes également attelés à l'accompagnement de projets destinés aux publics bien spécifiques et particuliers :

- Les personnes handicapées nécessitant un logement adapté
- Les personnes précarisées freinées par leurs manques de moyens
- Les personnes âgées souhaitant anticiper leur perte d'autonomie et souhaitant des alternatives à la classique maison de repos

### **2.1.2.2. Finalités et objectifs de l'action**

Au CPCP, et plus largement au travers des partenariats que nous établissons avec des acteurs de terrains, plusieurs facteurs nous incitent plus que jamais à poursuivre notre objectif

principal qui est non seulement de rester attentifs aux besoins et attentes des personnes les plus directement concernées mais aussi de leur proposer des moyens individuels mais surtout collectifs pour faire entendre leur parole ; et ce par le biais, notamment, de productions et projets divers, eux qui se sentent souvent exclus du débat et des réformes en cours, à propos desquels ils ont, en connaissance de cause souvent, des choses à dire.

Leur permettre de les (re) formuler ensemble de manière claire, pour eux-mêmes d'abord, et audibles et compréhensibles par tous nous semble une exigence dans l'action que nous menons en matière de logement et lieux de vie. Cela permet, en outre, aux personnes qui composent nos groupes de se rencontrer, de sortir de leur isolement, de se rendre compte que d'autres partagent des problèmes à la fois similaires mais aussi différents et de prendre conscience de la force potentielle d'une action collective.

La crise du logement est telle que beaucoup ne croient plus au débat citoyen, ni au monde politique « sourd à leurs difficultés ». Certains se réfugient alors dans des situations de fortune ; d'autres déploient des trésors d'imagination pour s'en sortir, à la base souvent d'initiatives et/ou projets novateurs (colocation, habitat léger, intergénérationnel, etc....). Dans ce contexte, permettre à chacun de comprendre les enjeux transversaux des crises actuelles, dont celle du logement, et de porter une analyse critique sur une législation en perpétuelle évolution est un des objectifs prioritaires poursuivis par le CPCP.

En parlant de lieux de vie, et non pas seulement de logements en terme de briques, notre volonté est d'ouvrir le débat sur la qualité de vie, le vivre ensemble et les impacts environnementaux de l'habitat, particulièrement importants dans une société en transition dont il faut éviter d'exclure les publics les plus fragilisés, sous peine de renforcer la fracture sociale jugée grandissante de l'avis général. De cette manière, chacun peut, s'il le souhaite, et parce qu'il en a davantage les moyens, disposer d'une palette d'outils, prendre une part plus active dans le débat et le questionnement sur le logement. De potentiels exclus, les participants de nos groupes peuvent (re)devenir des citoyens actifs, participatifs et engagés. Cela reste notre objectif principal.

### **2.1.2.3. Développements de la thématique d'action et évolution**

En 2017, nous avons donc poursuivi nos actions entamées les années précédentes en créant de nouveaux partenariats, en nous adaptant aux réalités et difficultés locales, en nous informant de toutes les nouveautés en la matière et des réformes législatives tout en étendant notre couverture géographique. Notre action a porté sur 4 axes, à savoir :

- l'accès à un logement décent et durable pour tous
- les conditions de vie dans le logement et son appropriation, la pédagogie du bien habiter
- le bien ou mieux vivre ensemble et la (re)dynamisation de quartiers
- les initiatives nouvelles en matière d'habitat et d'habiter

Dans ces différents axes, nous sommes partis des besoins et attentes des publics concernés mais aussi de la demande de plus en plus fréquente de partenariats émanant d'acteurs de

terrain comme les CPAS, les sociétés de logements publics, les pouvoirs locaux et les PCS, ainsi que le secteur associatif.

### **A. L'accès à un logement décent et durable pour tous**

Dans nos groupes, nous abordons cette question selon deux angles différents : les types de logements auxquels on peut prétendre et les types de publics en recherche de logement.

Tout d'abord en ce qui concerne les publics. L'accès au logement est une problématique qui touche de plus en plus de personnes venant d'horizons différents. Année après année, les rangs des publics fragilisés et précarisés et donc en difficulté quant à l'accès au logement n'ont cessé de croître. Ce sont principalement avec trois groupes que nous avons abordé ces questions en 2017, celui de SIMA et Calame à Bruxelles et celui du CPAS de Mons dans le Hainaut. Ces trois groupes présentent des caractéristiques socio-économiques très différentes.

Pour les groupes de SIMA et Calame, il s'agit principalement de personnes d'origine étrangères, qui se trouvent victimes de discriminations et présentent également de nombreuses difficultés.

Force est de constater que les sources de revenus, les origines ethniques, les confessions religieuses, la situation familiale, peuvent constituer des freins importants dans la recherche d'un logement, raison pour laquelle une collaboration a été menée avec UNIA sur ces questions. A l'aide de différents outils mis en place par cet organisme et de rencontres avec des personnes ressources, nous avons décortiqué les différents types de situations vécues et associées aux types de discriminations pour en réaliser avec un de nos groupes (Sima/Saint-Josse) un jeu intitulé « Trouver un logement à Bruxelles ».

Ce jeu constitue une manière didactique de sensibiliser au sujet auprès de différents organismes et de valoriser la parole de nos participants. Il se présente sous la forme d'un jeu de rôle, parcours du combattant où le public est amené à trouver un logement adapté à sa situation. Il se trouve confronté à différentes situations vécues au quotidien par nos participants. Ce jeu a été présenté lors des rencontres associatives et lors de l'exposition « Faites le mur » à Bruxelles. L'idée était de sensibiliser un large public aux différentes difficultés rencontrées, lors de ces présentations et de partager avec eux leurs constats et propositions.

Par ailleurs, principalement pour nos actions bruxelloises, le contexte migratoire n'est pas sans influencer notre travail. A Calame notamment, les informations à donner à des primo arrivants sont bien spécifiques. Et sur l'ensemble de notre territoire, bien des préjugés sont à déconstruire sur le soit disant pont d'or et les facilités offertes à ces réfugiés au détriment du public autochtone. Il s'agit ici de l'une de nos principales missions en terme d'éducation permanente, à savoir amener nos participants à prendre du recul, se questionner et d'eux même déconstruire et contextualiser les informations bien souvent caricaturées qui leur sont livrées en pâture.

Enfin, un important travail d'analyse a été effectué sur le logement social bruxellois. Il a confirmé l'important déficit qui ne cesse de croître.

Pour le groupe du CPAS de Mons, il s'agit principalement de personnes bénéficiant de revenus de remplacement et qui ont très peu travaillé au cours de leur vie, qui présentent un niveau éducatif et culturel très élémentaire. Ces personnes se trouvent rapidement démunies lorsqu'il s'agit de faire face à de grandes structures publiques telles que des sociétés de logement sociaux. C'est la raison pour laquelle un travail de récolte et de réappropriation de ces infrastructures a été mené avec eux.

Ensuite, en ce qui concerne le type de logements, nous ne pouvons que continuer à déplorer une situation qui ne s'améliore pas. Les listes d'attente restent très longues. En moyenne une personne en attente d'un logement social doit patienter plus de 2 ans pour qu'on lui en propose un. Le parc locatif public est insuffisant pour répondre aux besoins d'autant plus que ceux-ci ont évolué. De plus en plus de familles recomposées recherchent de grands logements et de plus en plus de personnes seules ou de familles monoparentales recherchent des petits logements. Or, ce sont principalement des logements classiques de deux à trois chambres qui sont être proposés par les SLSP. Elles en sont conscientes et tentent de remédier à cette situation. Il reste que l'évolution de la société n'a pas été prise en compte alors que des données démographiques indiquaient cet horizon.

En matière de logements privés, ce sont principalement les faibles revenus qui éprouvent les plus grandes difficultés à trouver un logement. Et lorsqu'ils le trouvent, il n'est bien souvent pas bon marché et en bon état. Les propriétaires privés sont, en outre, très frileux à louer leur bien à des allocataires sociaux ou à des personnes présentant un profil à risques. Par ailleurs, les primes proposées actuellement bénéficient généralement aux propriétaires et pas aux locataires

## **B. Les conditions de vie dans le logement et son appropriation, la pédagogie du bien habiter**

Notre travail sur ces questions s'est poursuivi en 2017. Trouver un logement est déjà un énorme pas positif mais s'en occuper en bon père de famille, se le réapproprier comme une extension de soi est un pas supplémentaire. Bien souvent, ces éléments sont traités conjointement à ceux de l'accès au logement.

Sur base du protolangage que nous proposons à nos groupes lors de nos premières rencontres, les participants soulèvent généralement rapidement d'autres difficultés que celles de l'accès au logement. Parmi celles-ci, nous relevons celles que nous estimons appartenir à la pédagogie du bien habiter, tels que l'entretien du logement, son usage adéquat, les normes de sécurité et de salubrité, le respect de l'environnement,...

Pour certains de nos publics un accompagnement social, sur ces questions s'avère nécessaire. Cet accompagnement est mis en œuvre par les SLSP, les AIS, les APL et associations avec lesquelles nous collaborons. Plus globalement, les difficultés relevées portent sur :

- le budget et la part significative que prend le loyer dans celui-ci
- le budget et les factures énergétiques, et parfois l'impossibilité de les honorer
- les devoirs et obligations des locataires et propriétaires particulièrement en matière de sécurité et salubrité
- la gestion des déchets et le respect de l'environnement
- les conflits de voisinage

Concrètement ce sont principalement dans quatre de nos groupes que cette thématique a été traitée. CPAS de Mons, le Journal des quartiers namurois, Gembloux et Chastre.

En ce qui concerne le CPAS de Mons, il s'agissait d'échange d'informations sur toutes les économies liées au logement.

Pour le journal des quartiers namurois, un numéro spécifique est sorti sur la propreté dans les quartiers afin d'amorcer une réflexion et des actions concrètes dans la cadre d'une politique d'une réduction voir, zéro déchet.

Pour Gembloux, avec la régie de quartier, le PCS et la SLSP, il s'agissait d'une réflexion sur les économies d'économie d'énergie dans ces logements, 10 familles, à l'initiative du PCS, étant impliquées dans le projet

Pour Chastre, il s'agissait de l'accompagnement d'un projet de mise en place d'un compost collectif et de l'aménagement de deux pelouses en vue d'amener plus de convivialité dans le quartier, sur base d'attentes et demandes des habitants. Ce projet a permis au comité de quartier de voir toute la place qu'il pouvait occuper dans un site qui était à l'étroit et déconsidéré et d'entamer un travail de consolidation de leur rôle.

### **C. Le bien ou mieux vivre ensemble et la (re) dynamisation de quartiers**

Être bien dans son quartier, souhaiter le dynamiser, favoriser le bien vivre ensemble est un axe de travail que le CPCP continue de développer année après année, principalement à Namur avec les différents projets de journaux de quartier.

Ces différents journaux de quartier ont eu notamment pour impact, non seulement de valoriser les actions menées jusque-là, mais aussi d'inciter les habitants à entreprendre des actions citoyennes de types divers : entretien de l'environnement, rencontres festives et conviviales, tri sélectif des déchets, cendriers urbains, espace poubelle, etc. De l'avis des habitants ces actions amènent un souffle nouveau, une fierté de mettre en valeur leurs compétences et réalisations.

Des évaluations régulières avec les habitants, les associations et la ville nous permettent d'affirmer que ces différentes actions collectives ont réellement comme effet de valoriser les diverses activités mises en place dans le quartier par et pour les habitants et les associations présentes, d'ouvrir le quartier à d'autres habitants et de créer des liens entre quartiers qui ne se côtoyaient pas auparavant.

Le journal des quartiers est régulièrement utilisé par la Ville de Namur comme un outil de présentation des actions citoyennes, réelle vitrine du dynamisme namurois. Par ailleurs, lors de l'activité du 12/12, dans le cadre de l'événement organisé par le CPCP «Faites le mur » Namur (activité décentralisé dans les différentes antennes dont celle de Namur), l'ensemble des quartiers namurois dits à haute densité de population, a réalisé un état des lieux de la situation actuelle de leur quartier et des pistes de solution afin de l'améliorer. Cette présentation a été réalisée dans la salle de cinéma du quai 22 (Université de Namur), avec lequel nous étions partenaires.

D'autres projets comme ceux développés par les groupes de Chastre et Gembloux tendent eux aussi vers une dynamisation de quartier, un mieux vivre ensemble, vers le respect de chacun et une meilleure protection de l'environnement. De la pérennisation et de l'autonomie de leurs actions dépendront la création d'une nouvelle dynamique orientée sur la participation du plus grand nombre.

#### **D. Les initiatives nouvelles en matière d'habitat et d'habiter**

Nous avons abordé ces initiatives au travers des débats et réflexions menées avec nos groupes. Etant encore peu répandues, parfois sur forme de projets pilotes et ne bénéficiant pas nécessairement du cadre juridique permettant de le développer d'avantage, nous n'avons pas eu l'occasion de constituer en 2018 un groupe centré sur l'habitat léger. Par contre, cela sera le cas en 2017 pour les zones d'habitat permanent.

En ce qui concerne l'habitat groupé d'autres associations comme « Habitat et Participation » sont spécialisées sur ces questions et nous participons à leurs formations pour nous outiller à notre tour. Cela demande du temps, du suivi et du personnel formé à ce type de projet, ce que nous sommes en train de réaliser.

Nous reconnaissons pourtant et prenons en compte la nécessité de penser autrement le logement. Nous sommes de plus en plus souvent interpellés sur ces questions et sur le sans-abrisme en particulier, à Namur notamment. Les constats, réflexions, interrogations et propositions qui résultent de nos groupes ont permis d'alimenter les publications du CPCP en matière de logement.

Nous nous sommes par ailleurs concentrés sur l'accompagnement de publics spécifiques qui nécessitent en approche particulière en matière de logement. C'est le cas des aînés avec le groupe animé en partenariat avec Enéo Mons avec lequel une recherche exploratoire a été menée sur le thème de « Restons acteur de notre vie » formalisant l'anticipation du vieillissement et de la perte d'autonomie ainsi que des différents types d'hébergement collectifs ou non disponibles pour les personnes âgées sur le grand Mons. Ce projet a été clôturé en septembre 2017 par la diffusion d'une publication conjointe et sa présentation lors d'une conférence de presse.

C'est également le cas du public handicapé avec lequel nous avons mené le projet « Le logement accessible aux personnes handicapées sur Tournai », projet à long terme où nous

avons entrepris de réaliser un état des lieux des logements adaptés aux PMR sur la Ville de Tournai et l'interpellation des politiques sur cette question.

En complément de nos activités propres vis-à-vis des groupes que nous animons, nous participons également à différentes plateformes qui œuvrent pour la création d'une législation plus précise concernant des formules d'habitats alternatifs. On peut citer la plateforme « Défi logement » à Philippeville et le groupe « Halé », qui à travers différents groupes de travail cherchent à réfléchir avec des groupes hétérogènes (citoyens, associations et organismes militants pour le droit au logement, représentants des pouvoirs publics,...). D'autre part, l'habitat léger ou le « logement container » ouvrent, pour certains, des perspectives nouvelles dont nous devons tenir compte dans notre action et réflexion avec nos différents publics.

Enfin, la problématique de l'habitat permanent est au centre des préoccupations de cette plateforme. Celui-ci concerne aujourd'hui 12.000 personnes en Wallonie qui souhaitent faire reconnaître leurs droits en tant que citoyens au même titre que tout un chacun. Le refus de domiciliation dans certaines communes y constitue l'un des principaux soucis. Face à la pénurie de logements, d'autres types de logement ou de modes d'habiter font l'objet de débats et d'avancées : nos publics pensent de plus en plus à co-louer, pour des raisons économiques et financières la plupart du temps mais aussi pour des raisons de lien social et de solidarité.

#### **2.1.2.4. Activités 2017**

<b>Activité N° 1 : « Trouver un logement à Bruxelles » - ASBL Sima - Saint-Josse (39h)</b>
--------------------------------------------------------------------------------------------

Le travail réflexif entamé de septembre à décembre 2016 sur l'accès au logement à Bruxelles avec un groupe d'apprenants de SIMA s'est poursuivi en 2017. Composé essentiellement de personnes d'origine marocaine, le groupe, en apprentissage de la langue française, s'est dit en attente et demande de continuer à mener cette réflexion sur la thématique du logement et plus précisément sur les difficultés pour trouver un logement au sein de la Région Bruxelloise.

À raison d'un atelier tous les 15 jours, la première rencontre 2017 était une analyse du film « Le parti du rêve du logement » réalisé par un groupe d'habitants en collaboration avec le Centre Vidéo de Bruxelles et la Maison de Quartier Bonnevie de Molenbeek et visionné en décembre 2016. Cette première réflexion avait pour but d'aborder les démarches citoyennes à travers diverses actions pour viser un large public et interpeller les pouvoirs publics sur une problématique bien précise, en l'occurrence les difficultés pour accéder à un logement décent. Cet atelier a donc introduit la question de la mise en place d'un projet par le groupe lui-même qui sera présenté lors des rencontres associatives du mois de mai dans l'optique de sensibiliser sur une thématique qui les concerne.

C'est sur la création d'un jeu à taille humaine pour montrer les difficultés à trouver un logement à Bruxelles que le groupe a souhaité travailler. Parallèlement et tout en construisant ce projet, une analyse approfondie des différents acteurs du logement (SISP, Service

Communal du Logement, Agences Immobilières Sociales, Agences Immobilières Privées et UNIA) à Bruxelles a été réalisée. Une rencontre avec deux de ces acteurs a pu avoir lieu ; le contexte du logement social à Bruxelles a fait l'objet d'une réflexion suite à la lecture d'une comédie satirico-tragique écrite par le Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH). Les discriminations au logement et les pistes de solutions à disposition du citoyen ainsi que d'autres sujets ont été analysés également.

Pour la mise en place du jeu, les participants ont été amenés à créer des situations à partir de différentes compositions de ménage imaginées, montrant ainsi que pour chaque scénario les difficultés sont présentes pour un large public. Une fois les règles du jeu fixées – le but pour le joueur est de trouver un logement adéquat et décent - et les scénarios écrits, les apprenants ont réfléchi aux questions « coup de pouce » à choix multiples qui seront posées aux joueurs afin d'obtenir des jetons « coup de pouce » qui donneront de nouvelles qualités au logement (lumineux, spacieux, proche des transports en commun, ...). Les questions sur différents acteurs du logement et ont comme objectif de permettre au public d'en apprendre davantage sur leurs fonctionnements et missions.

Le jeu a été présenté et joué par le public le 23 mai lors d'une après-midi de rencontres associatives. Le retour des joueurs était encourageant et positif, celui-ci permettant d'en apprendre plus sur la problématique de l'accès à un logement décent à Bruxelles. Ce projet pourra donc être présenté et utilisé par d'autres publics, associations, institutions,...

Durant ces quelques mois de réflexion, les participants ont pris conscience et connaissance de la crise du logement à Bruxelles. Ils ont par ailleurs, à partir de leur vécu et de leurs questionnements sur cette problématique, pu réaliser un outil ludique pour sensibiliser à cette thématique. Le groupe a donc dû faire preuve de capacités d'analyse et de déconstruction de ce sujet pour en faire un outil participatif, accessible et compréhensible.

**Dates : 13/01, 24/01, 7/02, 21/02 ,7/03 ,21/03, 28/03, 18/04, 2/05, 12/05, 15/05, 23/05, 7/06**

**Activité N° 2 : Chemins croisés : Les difficultés pour trouver un logement à Bruxelles - ASBL Sima - Saint-Josse (22h30)**

Le partenariat créé en 2012 entre SIMA ASBL et le Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation s'est poursuivi avec un nouveau groupe à partir d'octobre 2017, à raison d'une rencontre tous les 15 jours. Le nouveau groupe est composé de personnes aux origines étrangères multiples. Le premier atelier logement et lieux de vie avait pour but de faire connaissance avec les besoins et les attentes des apprenants en matière de logement.

Sans surprise c'est sur l'accès au logement que les participants souhaitent travailler. Certains rencontrent des difficultés pour trouver un logement décent que ce soit sur le marché privé ou public (discriminations, longues listes d'attente, loyer élevé,...), d'autres souhaitent trouver une solution aux problèmes d'insalubrité qui touchent leur logement. Ils attendent des ateliers logement d'être outillés face à ces diverses problématiques qui les touchent directement. De plus, une majorité d'entre eux ont entendu parler des différents outils et projets réalisés avec les groupes précédents. Ils souhaitent en apprendre davantage sur ceux-

ci. Nos réflexions sur les difficultés d'accès au logement se sont donc faites sur base des différents projets réalisés depuis le début du partenariat entre les deux associations.

Parallèlement aux ateliers logement et lieux de vie, le CPCP est à l'initiative d'une exposition photo itinérante intitulée « Faites le Mur » visible à Bruxelles durant le mois de novembre, principalement dans les locaux de l'ISFSC (Haute Ecole - Institut supérieur de formation sociale et de communication) situés à Schaerbeek. Différentes activités sont organisées en lien avec cette exposition, le but étant de mettre en évidence les différents types de « murs/frontières » visibles ou invisibles qui existent autour de nous et de susciter la réflexion à ce propos. Pour le groupe, un de ces murs réside dans les difficultés à trouver un logement décent à Bruxelles. Le groupe actuel de SIMA a choisi de présenter à cette occasion deux outils réalisés précédemment sur cette thématique et de rencontrer les apprenants de l'année précédente. La matinée intitulée « Chemins croisés : les difficultés pour accéder à un logement décent » s'est déroulée le 27 novembre à l'ISFSC devant un public composé de travailleurs sociaux, d'apprenants de différentes associations ainsi que d'étudiants en bachelier assistant social. Le roman photo intitulé « Discriminations au logement ! Une situation normale ? », réalisé précédemment avec un autre groupe de SIMA a été présenté ainsi que la démarche d'éducation permanente qui a soutenu cette réalisation. Le public a ensuite été invité à découvrir, en jouant par groupes, le jeu « Trouver un logement à Bruxelles » en deuxième partie de matinée. Un débat a clôturé cette matinée.

Enfin, en décembre, les participants aux ateliers logement ont été invités à présenter le travail réalisé depuis le mois d'octobre lors des rencontres associatives intitulées « Dynamiques associatives 1001 ». Cela a eu lieu le 18 décembre devant un public composé de travailleurs sociaux et d'apprenants de différentes associations. Cette matinée était essentiellement consacrée au logement. Le groupe a pris le temps d'expliquer au public les objectifs des ateliers logement et lieux de vie et a présenté le power point réalisé à l'occasion de l'expo le 27 novembre ainsi que le reportage effectué à cette date et ce que ce type de rencontres leur a apporté.

Le groupe a apprécié la proposition qui leur a été faite d'appréhender la notion de crise du logement à Bruxelles à travers les projets et outils réalisés précédemment avec d'autres groupes de SIMA dont les attentes et besoins étaient fort proches en termes de vécu : accès au logement social, problème des listes d'attente, loyers élevés dans le privé, discriminations ainsi que moyens d'actions individuels ou collectifs pour y faire face, acteurs du logement présents à Bruxelles, etc. Cette démarche leur a permis de se rendre compte que les difficultés touchent un public divers à Bruxelles et donc de réfléchir à la manière de participer à une forme de sensibilisation « grand public » en s'impliquant comme acteurs et citoyens dans le débat sur une thématique qui les touche.

**Dates : 20/10, 27/10, 10/11, 24/11, 27/11, 8/12, 15/12, 18/12**

<b>Activité N° 3 : « Karim en quête d'un logement à Bruxelles » - ASBL Calame - Saint-Josse (21h)</b>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------

En mars 2017 un partenariat avec Calame ASBL s'est créé. Cette association est avant tout un centre de soutien scolaire. Parallèlement à cette activité, elle accueille des groupes d'adultes

en apprentissage de la langue française. C'est dans ce cadre que le partenariat avec le CPCP s'est mis en place. Le groupe est composé de personnes venant d'origines différentes (syrien, marocain,...) dont la présence sur le sol belge et plus précisément Bruxelles est récente.

Lors de la première rencontre avec les participants, les attentes et les besoins ont été déterminés et un programme a pu être défini. Les membres du groupe se disent perdus face à la législation belge et bruxelloise en matière de logement. Ils sont conscients qu'ils méconnaissent les acteurs du logement présents sur le territoire et les aides auxquelles ils pourraient faire appel en fonction de leur situation. De plus, plusieurs d'entre eux vivent dans un logement non adapté (insalubre, trop petit, trop cher,...) à leur situation. Le groupe souhaite être outillé pour faire face à différentes problématiques en lien avec la thématique, le logement contribuant largement au bien-être et d'épanouissement de chaque habitant.

Afin de permettre à chacun de concrétiser et mieux comprendre les différents concepts abordés lors des ateliers mais également de parler plus facilement de leurs expériences vécues, un personnage fictif a été créé. Ce personnage doit trouver un logement pour lui et ses deux enfants. Le groupe a donc été amené à se poser différentes questions : où peut-il se rendre ? De quelle manière diriger ses recherches ? De quel type de logement a-t-il besoin ? Quel loyer maximum peut-il mettre ?,...

C'est à partir de ces premières questions, des péripéties de ce personnage mais également de situations vécues par certaines personnes du groupe que la différence entre logement public et privé a pu être faite. Les différents acteurs du logement public ont été analysés. Le marché privé à Bruxelles a été abordé, le concept de logement « décent » également ainsi que tout ce qui découle de ce mot,... Les discriminations au logement, les droits et devoirs des locataires ainsi que le contrat de bail ont également fait l'objet d'une réflexion collective. C'est donc sur la question de l'accès au logement et des difficultés rencontrées que le groupe a travaillé.

Tous ces thèmes ont été abordés en insistant sur le contexte dans lequel les participants évoluent. Ce n'est donc pas juste du point de vue individuel que les réflexions ont été menées mais bien d'un point de vue sociétal dans le but d'amener un esprit critique constructif face aux contraintes auxquelles peut faire face l'habitant. Les membres du groupe ont donc pris conscience du contexte et des réalités qui les entourent, des contraintes qui pèsent sur eux mais également sur les institutions/organismes auxquels il est fait appel, ceci leur permettant de mieux se situer face à une problématique vécue.

Lors de l'évaluation, les participants ont marqué leur intérêt pour continuer les ateliers logement, ils souhaitent continuer la réflexion sur d'autres problématiques vécues mais également aller à la rencontre des différents acteurs en lien avec le logement afin d'acquérir un autre point de vue. Une rencontre avec les collaborateurs de Calame ASBL aura lieu dans le courant du deuxième semestre pour envisager la suite du partenariat.

**Dates : 7/03, 23/03, 20/04, 4/05, 18/05, 1/06, 13/06.**

#### **Activité N° 4 : « Plus beau ton quartier » - Comité de quartier Boischamps – Chastre (24h)**

Le partenariat entre la Régie des Quartiers de Chastre, le comité de quartier et le CPCP s'est poursuivi en 2017.

Le quartier Boischamps est composé essentiellement de logements sociaux de la Société de Logement Public « Notre Maison ». En 2015, avec quelques volontaires et la Régie située au cœur de la « cité », un état des lieux du quartier avait été réalisé. Parmi les constats posés, il avait été relevé d'une part que les habitants ne se rencontraient que peu et d'autre part qu'un sentiment d'insécurité est présent, en lien notamment avec un environnement « dégradé » et des problèmes de propreté dus notamment au dépôt sauvage et fréquent de déchets

C'est dans cette optique que quelques habitants du quartier ont souhaité renforcer le comité de quartier et mener des actions en 2017 sur base des 3 objectifs suivants :

- Mener une réflexion sur la problématique des déchets (dépôts fréquents de déchets sauvages, dépôts de sacs en dehors des heures de ramassages, poubelles publiques qui débordent,...) et sensibiliser au tri des déchets, au recyclage, à la réutilisation et encore à la récupération ;
- Redynamiser le quartier en favorisant le bien vivre ensemble et la cohésion sociale à travers différentes activités afin de réduire le sentiment d'insécurité existant et de valoriser l'image du quartier qualifié de « Ghetto » par le voisinage et les personnes extérieures ;
- Agrandir le comité de quartier, le professionnaliser (création d'un logo, soutien de la SLSP « Notre Maison »,...) afin d'être un relais, un interlocuteur pertinent et reconnu auprès de la Régie des Quartiers, de « Notre Maison », de l'administration communale et de ses services.

Dans cette optique, après une évaluation collective de l'année 2016, le comité a souhaité en 2017 reconduire les activités récurrentes telles que la journée sur la réduction des déchets ou encore l'opération BeWapp. C'était l'occasion pour le comité de continuer à sensibiliser sur la problématique de la propreté, aller à la rencontre des habitants et prendre connaissance de leurs besoins et attentes mais également de faire connaître le comité et ses objectifs. Parallèlement d'autres activités plus porteuses ont fait l'objet de réflexion et d'action en 2017 :

- Toujours en lien avec la problématique des déchets et suite à une difficulté rencontrée avec la mise en place des poubelles à puce, le comité a envisagé la création d'un compost collectif. Des habitants qui n'ont pas d'accès extérieur ont mis en exergue en effet le poids des déchets ménagers qui est répercuté sur la facture ; par ailleurs, ils sont difficiles à stocker (odeur, place, sachet qui se déchire facilement,...) d. Les habitants des immeubles à appartement, dont des membres du comité de quartier à l'initiative de cette action, ont donc construit ce projet à partir de leurs besoins (définition des objectifs, du type de compost, de la communication, du fonctionnement,...), avec l'aide de la Régie et du CPCP. Ils seront les gardiens du bon fonctionnement de ce compost qui a été inauguré durant la fête des quartiers, en présence de plusieurs échevins qui ont montré leur soutien à ce type d'initiative.

- Pour favoriser les rencontres au sein du quartier et créer un lieu dynamique et accueillant, les membres du comité ont souhaité se pencher sur l'aménagement de deux pelouses situées dans le quartier. Elles sont laissées à l'abandon et devenues au fil du temps une déchetterie naturelle (présence de déchets verts comme les tontes de pelouses, des branches,...). Après discussion avec la SLSP « Notre Maison » à qui appartient ces pelouses, les membres du comité vont pouvoir réfléchir à l'aménagement de celles-ci. Une invitation a été envoyée à tous les habitants pour participer à la réalisation de ce projet. Plusieurs propositions ont été recueillies puis discutées afin qu'elles soient réalisables et en cohérence avec les attentes des habitants du quartier. Par faute de temps mais également pour réaliser l'action correctement, l'aménagement de ces pelouses sera réalisé dans le courant de l'année 2018 avec l'aide des stagiaires de la Régie mais également des habitants volontaires.

Lors de cette année le comité, conscient d'être trop peu connu, a porté ses efforts également sur les moyens de communication à développer pour acquérir davantage de visibilité et faciliter la participation des habitants aux rencontres et actions organisées.

Parallèlement à la sensibilisation au tri des déchets et plus largement à la propreté, à la prise en compte des besoins et attentes des habitants, à la rencontre de différents acteurs de terrain reconnus en matière d'environnement et de cohésion sociale, le comité de quartier a pris au cours de l'année une nouvelle autonomie. Il se sent apte en fin d'année à continuer à organiser seul des activités récurrentes déjà réalisées les années précédentes. Le comité se voit donc comme un groupe à part entière, avec ses missions, son rôle, son territoire d'action,... Il souhaite toujours être accompagné pour des projets plus conséquents comme le compost collectif ou l'aménagement des pelouses, où l'expérience d'autres organismes et partenaires reste la bienvenue.

**Dates : 10/01, 20/01, 17/02, 24/03, 3/04, 18/04, 2/05, 19/05, 3/06, 16/06, 16/09, 5/12**

<p><b>Activité N° 5 : « Votre avis compte ! » - SLSP La Dinantaise et le Comité consultatif des locataires et propriétaires – Dinant (33h)</b></p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La Société de logement social, la Dinantaise, souhaitait prendre le pouls de ses locataires et élaborer un questionnaire afin d'évaluer auprès d'eux différentes actions menées et différents outils mis à leur disposition ainsi que le fonctionnement de la société de logement. Un partenariat est né entre le CPCP, la société de logement et le CCLP (Comité consultatif des locataires et propriétaires) pour la construction de ce projet, le CPCP ayant auparavant mené divers projets les années précédentes, avec ce dernier, ainsi qu'avec la SLSP et des habitants.

En 2016, le CPCP, la société de logement ainsi que le Comité consultatif des locataires et propriétaires (CCLP) ont réalisé ensemble ce questionnaire qui contient pas moins de 52 questions.

Sur +/- 600 exemplaires distribués aux locataires, nous avons récoltés quelques 120 exemplaires c'est-à-dire un taux de plus de 20% de réponses.

La clôture des dépôts se terminant fin décembre 2016, l'année 2017 a été consacrée principalement à l'analyse des résultats, à la phase de dépouillement et à la réalisation du bulletin de présentation des différents résultats.

De janvier à mai le groupe a travaillé au dépouillement et à l'analyse des questionnaires qui a donné différents résultats.

Pour donner suite à cette étape de travail, une réflexion a été entamée en ce qui concerne la manière de présenter ceux-ci.

Afin de présenter aux locataires les résultats de cette véritable enquête, les réponses des participants seront présentées prioritairement, sous forme d'un « bulletin », de manière didactique et aérée ; Il sera distribué aux locataires ; une présentation plus détaillée aura également lieu lors de différentes rencontres avec les locataires. Il ne s'agit donc que d'une 1ère étape d'une réflexion plus vaste sur le logement public, le vivre ensemble et la participation (ou son absence) des habitants dans chaque des implantations.

Le bulletin sera présenté préalablement au conseil d'administration de la société de logement, La Dinantaise.

Une fois cette présentation réalisée, des rencontres sont prévues avec les habitants afin de pouvoir mener, sur base des résultats du questionnaire, des actions pertinentes sur le terrain dans le courant de l'année 2018.

L'analyse de ce questionnaire a permis aux membres du CCLP, d'une part d'être partie prenante d'un projet qui touche tous les habitants de la société de logement et d'autre part de savoir comment les habitants percevaient les différents acteurs du logement (la société de logement, la régie des quartiers, le personnel, etc.) et ce qu'ils pensaient des actions mises en place. Le projet et les résultats qui en découlent vont permettre au groupe d'actionner les différents leviers qui pourraient améliorer les relations entre habitants d'un même quartier mais également les relations inter quartiers (situation constatée dans l'analyse du questionnaire) pour un mieux vivre ensemble.

**Dates : 26/01, 02/02, 10/03, 30/03, 13/04, 27/04, 18/05, 09/06, 06/07, 31/08, 10/11**

<b>Activité N° 6 : « Familles gagnantes » - Familles parties prenantes au projet du PCS de Gembloux et régie de quartier – Gembloux (9h)</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La régie de quartier de Gembloux, appelée Régie des Couteliers, a répondu à un appel du plan de cohésion sociale de Gembloux, celui-ci a pour objectif de permettre à 8- 9 familles du quartier « Tous Vents » de rationaliser, de diminuer leurs dépenses énergétiques tout en gardant un confort de vie.

Pour arriver à cet objectif, la régie des Couteliers propose, d'une part, d'isoler les greniers, les tuyauteries, de placer des tentures thermiques etc, dans 8-9 familles et d'autre part de mettre en place une réflexion avec celles-ci sur la façon d'utiliser de manière rationnelle son énergie. La Régie des Couteliers a fait appel au CPCP avec lequel il a travaillé les années précédentes pour mener cette réflexion avec les différentes familles qui ont adhéré au projet.

Dans le courant de l'année 2017 une première rencontre a eu lieu entre les différents partenaires du projet que sont la Cité des Couteliers, société de logement social de Gembloux,

le PCS, la régie des Couteliers, le CPCP ainsi que les familles parties prenantes au projet, afin de tracer les grandes lignes de celui-ci.

La régie des quartiers se chargeant de la pose de l'isolation des greniers avec ses stagiaires il est apparu important d'associer les stagiaires de la régie à la réflexion sur l'ensemble du processus de rationalisation de l'énergie.

La réflexion avec les familles ainsi que les stagiaires de la régie des Couteliers a débuté en novembre 2017 et se poursuivra jusqu'en juin 2018.

L'objectif de ces rencontres est de réfléchir ensemble à la manière de diminuer sa consommation d'énergie et d'en constater les effets dans la facture annuelle d'énergie

A l'heure actuelle, le projet venant tout juste de commencer, le processus est en cours et le groupe constitué souhaite se rencontrer une fois par mois dans un premier temps, la fréquence pouvant s'accélérer dans les mois à venir.

Le groupe a déjà émis le souhait de réfléchir sur des thématiques telles que :

- Les trucs et astuces pour économiser de l'énergie
- Le choix d'un éclairage approprié et économique
- L'analyse de sa facture d'énergie et le changement de fournisseur
- Les droits et devoirs du locataire et du propriétaire...

**Dates : 20/09 ; 07/11 ; 05/12**

<b>Activité 7 : Journal des quartiers - Service de cohésion sociale de la ville de Namur et maisons de quartier - Namur (70h)</b>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La collaboration entre le CPCP et la Ville de Namur plus particulièrement le département de Cohésion Sociale s'est poursuivie en 2017 afin de réaliser un journal interquartiers. Ce journal est écrit par et pour les habitants de 8 quartiers à haute densité de population (Germinal, Hastedon, Petit-Ry, Amée, Basse-Enhaive, Plomcot, Saint-Nicolas, Balances).

L'objectif de ce journal est de présenter les actions menées dans les quartiers, d'échanger leurs savoir-faire, trucs et astuces, d'inciter le débat entre quartiers.

Concrètement, le journal paraît tous les quadrimestres. La première rencontre permet de réfléchir sur les articles par quartier. Par la suite, tous les quartiers se rencontrent afin de présenter leur choix d'article et permettre ainsi le débat et des réflexions collectives. Enfin, la dernière rencontre est consacrée à la rédaction de l'article dans chaque quartier. De plus pour cette année, des rencontres complémentaires ont eu lieu afin de réfléchir à la mise en place d'actions concrètes dans les quartiers en utilisant une méthodologie identique à chaque quartier, ce qui a permis de les rassembler sur 2 problématiques communes.

La première a consisté à réaliser une analyse sur la propreté dans leur quartier (voir réunion du 26/09/2016). Ils ont mené une réflexion et apporté des propositions concrètes à mettre en place. Ces différentes actions ont permis de créer des ponts entre quartiers et ainsi se sentir solidaires dans le développement du bien-vivre ensemble.

La deuxième a consisté à dresser un constat sur les murs qui existent dans leur quartier à l'occasion de l'opération « Faites le mur ! » initié par le CPCP. Chaque comité de rédaction a mené une réflexion et proposé des pistes de solutions pour casser ces murs et surtout

construire ensemble des quartiers ouverts les uns envers les autres, multiculturels, intergénérationnels et solidaires. Ce journal n°10 intitulé « Quartiers sans frontières », a été présenté oralement à l'aide d'un power point réalisé pour l'occasion, le 12 décembre lors d'un après-midi de réflexion et d'action ouvert à tous dans le cadre d'un des événements constitutifs de l'opération « Faites le mur ! ». Tous les comités de rédaction accompagnés d'habitants des différents quartiers ont donc eu à cette occasion l'opportunité de présenter leurs réflexions, et ainsi prendre conscience des réalités de chacun dans une perspective de cohésion sociale.

Les perspectives pour l'année 2018 sont de réaliser une évaluation du journal après 2 années d'existence, de rédiger de manière commune une ligne éditoriale, de mettre en place encore plus de rencontres entre les quartiers.

**Dates : 12/01 ; 17/01 ; 27/01 ; 30/01 ; 31/01 ; 6/02 ; 14/02 ; 16/02 ; 20/02 ; 21/02 ; 23/02 ; 24/02 ; 16/03 ; 24/04 ; 26/04 ; 08/05 ; 11/05 ; 23/05 ; 23/05 ; 12/06 ; 12/06 ; 15/06 ; 16/06 ; 22/06 ; 23/06 ; 26/06 ; 30/06 ; 26/09 ; 26/09/ 28/09 ; 3/10 ; 5/10 ; 12/12**

<b>Activité N° 8 : « Pleins feux sur la propreté à Germinal » - Comité d'habitants de Germinal - Namur (13h)</b>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La collaboration entre le CPCP, le service de la Cohésion Sociale de la Ville de Namur, la Maison de Quartier et le Comité d'habitants de Germinal s'est poursuivie en 2017.

Le constat est que le comité d'habitants souhaite sensibiliser les habitants – essentiellement des locataires sociaux- à co-construire ensemble un quartier plus solidaire où il fait bon vivre. Les objectifs de ce Comité ont été d'une part d'inciter les habitants à proposer des activités (via un sondage) et, d'autre part, de dynamiser le quartier, favoriser les rencontres entre voisins et développer des projets communs pour une citoyenneté plus active et participative.

Pour ce faire, le Comité d'habitants a rencontré le 24 avril l'échevin du Patrimoine concernant le suivi de la restauration de la chapelle qui se situe en plein centre du quartier ainsi qu'un journaliste de la presse locale, ce qui a motivé les habitants à poursuivre leur but, à savoir la réhabilitation de la chapelle afin d'éviter les désagréments constatés à ce jour (urine, seringues, dépôts clandestins,...).

Le Comité a mis en place également le 6 mai une journée propreté plus importante que l'année précédente en proposant plusieurs ateliers de sensibilisation à l'environnement dans le but d'une part de sensibiliser la population, et d'autre part créer du lien entre les habitants.

Les perspectives de l'année 2018 seront de développer davantage la responsabilisation des habitants à développer une vie sociale plus importante, une participation plus active aux animations proposées dans le but de créer plus de rencontres entre les locataires sociaux.

**Dates : 17/01 ; 7/02 ; 28/03 ; 24/04 ; 6/05 ; 23/05**

### **Activité N° 9 : Journal de l'Arsouye – ASBL Cinex – Namur (16h)**

Après 5 années de partenariat entre le CPCP et le Cinex asbl, le projet de journal de quartier intitulé « l'Arsouye » s'est poursuivi en 2017. Celui-ci a pour objectif la réalisation et l'écriture par et pour les habitants du quartier Saint-Nicolas d'un journal de quartier. Véritable levier de citoyenneté, il contribue à une réelle dynamisation de quartier.

Concrètement, le groupe s'est organisé de manière très pragmatique concernant les rencontres à savoir les 1<sup>ers</sup> et 3<sup>èmes</sup> mardis pour le mois de janvier et février ensuite le 1<sup>er</sup> mardi du mois pour mettre en commun leurs réflexions jusqu'au mois de juin. Le groupe est constitué essentiellement de femmes d'âge mûr du quartier et cette année d'hommes ce qui contribue à plus de mixité de genre. On peut également souligner, une prise de conscience de l'importance qu'a le journal dans le quartier par sa manière d'être fédérateur. Le journal est perçu comme un véritable moyen d'expression, d'information car la mobilisation des habitants est de plus en plus importante pour tous les événements proposés dans le quartier via le journal.

Le bilan de ces 5 années est perçu positivement, le journal étant un lien entre les habitants ; il contribue à la dynamique de quartier mais aussi à l'émancipation individuelle et collective des participants du comité de rédaction.

Le groupe a marqué son souhait de commencer une autonomisation à partir de juin 2017. Il a acquis tout au long de ces années les connaissances requises pour être autonome que ce soit en termes de rédaction ou du choix de l'information. Dans un premier temps, le groupe va réaliser seul des journaux et sollicitera l'animatrice du CPCP si besoin.

**Dates : 10/01 ; 24/01 ; 7/02 ; 21/02 ; 7/03 ; 21/03 ; 4/04 ; 2/05**

### **Activité N° 10 : « Restons acteurs de notre vie » - ASBL Eneo – Mons (14h)**

En 2017, dans le prolongement des activités menées en 2016, nous avons finalisé le travail de réflexion et d'action concernant l'accompagnement de publics spécifiques qui nécessitent une approche particulière en matière de logement, en l'occurrence les aînés, mené par un groupe animé en partenariat CPCP/Eneo Mons. Le travail a porté sur une recherche exploratoire sur le thème de « Restons acteur de notre vie » formalisant l'anticipation du vieillissement et de la perte d'autonomie ainsi que des différents types d'hébergement collectifs ou non disponibles pour les personnes âgées sur le grand Mons.

Depuis 2012 déjà, de nombreuses collaborations ont existé entre nos associations sur cette thématique. Fin 2012 une journée d'étude avait été organisée sur les alternatives au logement pour les aînés. Suite à cette journée plusieurs groupes de travail avaient été créés :

- Les alternatives au logement : saint Denis les habitats communautaires et la visite d'une yourte
- Le maintien à domicile : participation à l'enquête VADA

- Les MR/MRS : visites de plusieurs maisons de repos, visite de la maison du bois d'Habré, visite de la résidence service des pauvres sœurs à Mons
- Le groupe de travail revendications : rencontres avec les partis politiques de Mons.

Ce travail s'est poursuivi pendant plusieurs années et après une période de stand-by le travail a repris avec pour objectif de finaliser et compléter ces différentes recherches dans le but d'en faire une publication. Un long et lent travail d'écriture collective a donc été organisé.

Par ailleurs, cette activité nous a permis de rayonner et d'étendre notre champ d'action via la participation au conseil consultatif des aînés.

Ce projet est arrivé à son terme en septembre 2017 par la diffusion d'une publication conjointe présentée lors d'une conférence de presse. Par la suite, en fin d'année, nous avons l'occasion de présenter notre travail et d'animer des débats via notre participation au salon Charleroi Séniors.

**Dates : 19/1, 3/2, 3/5, 10/5, 2/8, 7/9**

<b>Activité N° 11 : « Il n'y a rien à Dour ! » - CPAS Dour-/groupe ouvert – Dour (18h)</b>
--------------------------------------------------------------------------------------------

Depuis quelques années, le CPCP collabore avec le CPAS de Dour dans le cadre de l'animation d'un groupe d'éducation permanente sur la consommation responsable. Afin de prendre en compte d'autres attentes exprimées par les participants, il a été décidé de poursuivre notre collaboration autour de la thématique du logement au second semestre 2017.

Il s'agit d'un groupe de personnes bénéficiaires principalement du revenu d'intégration qui participent volontairement à nos activités. Par ailleurs, en accord avec le CPAS, le groupe est ouvert à tous, les participants invités au départ via le CPAS, étaient régulièrement accompagnés de voisins ou d'amis intéressés par notre thème de travail.

L'une des principales caractéristiques de ce groupe réside dans son nombre. En effet, il s'agit d'un groupe très important. Nous ne sommes presque jamais descendus en dessous de 15 participants et nous avons été régulièrement plus de 20 participants parfois accompagnés de leurs enfants.

Nous avons démarré par un brainstorming autour des différents axes logement abordés généralement par le CPCP et des attentes des participants. Très rapidement dégagée, un « constat » c'est dégagé : « Il n'y a rien à Dour ! » C'était une évidence un constat général. Qu'en est-il de la réalité ? Pour avoir mené des activités à Dour en 2016, il nous semblait que ce constat ne reflétait pas la réalité mais davantage un désabusement du groupe ; des choses existent à Dour et dans de nombreux domaines !!! Nous sommes donc partis de l'idée suivante : si au lieu de nous plaindre nous constituons un répertoire des services offerts à la population douroise ? Cela nous permettra de nous rendre compte de ce qui existe réellement, de mettre des visages sur des services, d'établir des contacts utiles, de sortir de nos murs, peut-être d'être utiles à d'autres en leur fournissant des renseignements utiles et pourquoi pas de nous inciter à créer ou nous impliquer dans quelque chose qui nous semble manquer.

**Dates : 12/9, 3/10, 17/10, 14/11, 28/11, 12/11**

**Activité N° 12 : Un logement accessible aux personnes handicapées - ASBL Altéo – Tournai (12h)**

Il y a quelques années, le pôle animation du CPCP avait déjà eu l'occasion de collaborer avec le mouvement altéo dans le cadre d'une activité de sensibilisation à la prise en compte de la personne handicapée à mobilité réduite. Dans les principales villes wallonnes, des mandataires politiques étaient invités à participer à un jeu de rôle en situation réelle. Ils devaient se déplacer en chaise roulante, accompagnés d'un comité de militants afin d'expérimenter les difficultés de mobilité rencontrées au quotidien lorsqu'on est contraint de se déplacer en voiturette.

Etant donné le succès de ces activités, le mouvement Altéo Tournai a souhaité, à nouveau, la collaboration du CPCP, mais cette fois pour un travail à plus long terme, dans le cadre de l'éducation permanente. La question de la prise en compte de la personne handicapée constitue un axe de travail important pour un mouvement de participation citoyenne comme le nôtre. C'est en effet, en permettant à une minorité plus faible de la population d'exercer pleinement ses droits que l'on peut tendre vers une société plus égalitaire pour l'ensemble de la société civile.

Un groupe de travail constitué de militants du mouvement Altéo s'est constitué pour réfléchir à la question de la personne handicapée sous l'angle du logement et de l'accès au logement. Très rapidement, il s'est avéré que peu d'éléments étaient disponibles sur cette question. et que lorsque des personnes souhaitaient être renseignées ou orientées le champ d'action était assez réduit. Il en allait de même pour la prise en compte de la personne handicapée pour les projets pilotés par la ville de Tournai. Historiquement, une multitude de projets, tels que des ateliers protégés, destinés aux personnes handicapées mentales sont présents sur le territoire mais très peu existent pour les autres formes de handicap.

Rapidement une idée de réalisation d'un état des lieux des informations concernant le logement adapté et destiné aux personnes handicapées physiques et sensorielles s'est imposée dans l'optique d'une mission à remplir collectivement, en partenariat.

Nous sommes donc partis de la récolte de témoignages des personnes qui mettaient en évidence le déficit en matière d'hébergements disponibles adaptés en ville. D'autant plus, qu'elles pointaient les manquements en terme d'infrastructures publiques et de voiries rendant les logements inaccessibles physiquement aux personnes à mobilité réduite. Nous avons ensuite récolté des informations concernant les différents services de logement et/ou de prise en compte de la personne handicapée, afin de les rencontrer et de les informer de notre démarche. Partout, nous avons reçu un accueil favorable et chaleureux. Cependant, il semble, à première vue, que ce sont plutôt sur les personnes âgées et donc en perte d'autonomie et de mobilité que la Ville et le CPAS semblent porter principalement leurs efforts.

Nos objectifs de départ étaient multiples :

- Réaliser un état des lieux du logement adapté aux personnes handicapées et des dispositifs présents à Tournai
- Rencontrer toutes les personnes ressources présentes sur le territoire de Tournai afin de les associer à notre démarche
- Conscientiser les élus communaux et l'ensemble des acteurs du logement sur le manque de lieux de vie adaptés aux personnes handicapées
- Récolter des témoignages et interpeller sur des situations concrètes
- Mettre en place un lieu de partage des difficultés mais aussi des ressources en la matière
- Développer une analyse critique quant aux besoins en logements adaptés accessibles au plus grand nombre
- Récolter des informations sur les bonnes initiatives qui fonctionnent dans d'autres villes
- Améliorer la situation de terrain par l'adaptation ou la création de logements adaptés

Ce projet se construit lentement et continuera jusqu'en 2018. L'une des principales difficultés pour le CPCP réside dans notre éloignement géographique. Nous ne disposons pas d'un ancrage local tournaisien ce qui complique parfois l'organisation logistique. Par contre, le partenariat avec le mouvement Altéo, bien présent et implanté physiquement sur le territoire rend notre action conjointe efficace. Une autre difficulté réside dans l'état de santé des participants qui peut parfois les rendre indisponibles. D'où la nécessité de s'organiser dans une philosophie « slow project », d'autant que cette année, successivement et pendant près de 6 mois les animatrices de ce groupe ont été en arrêt maladie. Le groupe est donc resté en stand by à partir du printemps et n'a repris qu'en automne.

La priorité 2017 a été de recentrer les objectifs, notamment sur le public concerné. Nous souhaitons l'élargir en l'ouvrant à tout citoyen intéressé par notre démarche et plus particulièrement aux locataires de la société de logements sociaux de Tournai. Nous avons fixé nos différents objectifs sur une ligne du temps avec l'intention d'organiser une activité ouverte au grand public, de type table ronde ou colloque afin de communiquer les premiers résultats de nos recherches et d'interpeller les mandataires politiques à l'occasion des élections communales de 2018, sur base d'un argumentaire chiffré.

**Dates : 18/01, 10/10, 9/11, 7/12**

<b>Activité N°13 : « Mur-murez moi » - CPAS de Mons – Mons (42h)</b>
----------------------------------------------------------------------

Depuis quelques années, le CPCP collabore avec le CPAS de Mons dans le cadre de l'animation d'un groupe d'éducation permanente sur la consommation responsable. Suite aux attentes de ce public, portant sur d'autres aspects que la consommation et en lien avec des questions concernant l'habitat, il a été proposé aux participants de poursuivre notre collaboration autour de la thématique du logement, pour l'ensemble de l'année 2017.

Il s'agit d'un groupe de personnes bénéficiaires principalement du revenu d'intégration qui participaient volontairement à nos activités. Par ailleurs, en accord avec le CPAS, le groupe était ouvert à tous, les participants invités au départ via le CPAS, étaient régulièrement accompagnés de voisins ou d'amis intéressés par notre thème de travail.

Les méthodologies de travail et objectifs ont été radicalement différents pour les deux moitiés de l'année. Dans la première partie de l'année, nous nous sommes principalement concentrés sur des notions de pédagogie de l'habitat. Les questions liées au cout du logement préoccupent énormément ces personnes et les aider à trouver des piste de solutions à leurs difficultés.

Le groupe est constitué d'hommes et de femmes financièrement précarisés. Ils étaient très intéressés par tout ce qui touche à la brique, les normes en matière de logement, l'isolation, les trucs et astuces facilement applicables. Cela a occupé nos préoccupations jusqu'en mai.

Après une longue période d'absence de l'animatrice pour raisons médicales le groupe a repris ses activités en octobre. Mais cette fois l'objectif était plus ambitieux. Travailler et alimenter nos réflexions sur toute une année et donc à cheval sur l'année 2018 pour participer à l'exposition « Faites le mur » qui a lieu au Mundanéum à Mons en mars avril 2018 sue la question suivante :

Les murs de Mons nous rassemblent-ils ou nous séparent-ils les uns des autres ?

Après une réflexion sur les modes d'expression possibles deux ont été retenus : la photographie et l'écriture. Cela permet des expressions très variées sur notre question

Nous avons fait appel à l'office du tourisme de Mons. Nous voulions voir les vestiges des fortifications montoises et les lieux cachés qui méritent de l'attention. Armés de nos smartphones nous avons photographié la ville et récolté beaucoup d'informations utiles pour la poursuite du projet. Nous avons procédé à une sélection des photos, ce qui nous a amené à nous poser une question : A ce stade oui la ville de Mons est belle mais parfois triste aussi. Quelle est notre place dans cette ville la défense de son patrimoine et ses projets d'avenir ?

Nos perspectives 2018 pour mener notre action à bien ont été les suivantes :

- Janvier- février 2018 ateliers d'expressions autour des photos
- Février- mars 2018 finalisation des cadres photos, impression, encadrement,... Et de la trame d'animation pour l'expo
- Mars-avril 2018 exposition à mener en parallèle avec l'expo « Faites le mur », atelier d'animation grand public + vernissage

Pour information, les délais ont été tenus en 2018 . Une exposition des photos a eu lieu au Mondaneum. Sur base des photos, nous avons interpellé La Société de Logement, le CPAS, et d'autres acteurs montois, dans le cadre de « Faites le mur ».

Ils ont été sollicités pour prendre la parole et réagir à notre sélection de photos des participants et y confronter leur propre perception des murs. Cet échange de regards a été non seulement enrichissant mais aussi valorisant pour les membres du groupe qui ont vu leur travail entendu et reconnu.

**Dates : 20/1, 3/2, 17/2, 10/3, 24/3, 21/4, 12/5, 4/10, 25/10, 14/11, 15/11, 29/11, 6/12, 20/12**

## 2.1.3. Thématique « Éducation Aux Médias & Actions Citoyennes »

### 2.1.3.1. Enjeux de société

En 2017, en Belgique et en France, l'éducation aux médias a été plus que jamais l'objet d'activités et d'une attention accrue au sein du milieu scolaire. Des efforts ont été faits par les administrations et directions afin que ce champ d'étude, souvent « inclassable » dans le paysage scolaire traditionnel, soit tant que possible intégré à la formation des élèves.

Cette démarche réjouissante est le fruit de nombreuses pressions et revendications de différents acteurs :

- Les acteurs sociaux et culturels, qui constatent le décalage qui se crée de plus en plus entre médias d'information et citoyen.
- Les enseignants, qui constatent une potentielle diminution de la culture générale des élèves en parallèle à une utilisation souvent maladroite des médias dans leur recherche d'informations.
- Les politiques, qui prennent peu à peu conscience des risques de l'influence des réseaux sociaux et de l'hypermédiatisation sur la société civile et son esprit critique (bulles filtrantes, Brexit, élections américaines...)
- Les citoyens eux-mêmes, divisés et inquiets, craignant les dérives d'une société surmédiatisée, mais remettant difficilement leurs habitudes de consommation médiatiques en question.

Les réformes entreprises au sein du cursus scolaire (pacte d'excellence, nouveau programme français pour une réforme de l'enseignement primaire et secondaire, etc.), bien que parfois contestées par certains acteurs de terrain, prévoient - entre autres - une place encore plus forte pour les dispositifs et outils numériques dans la pratique pédagogique. Dans l'enseignement supérieur également, les initiatives pédagogiques reposant sur une mobilisation du numérique - par exemple la mise en place de MOOC ou d'autres confrontations directes aux médias - se trouvent favorisés par des appels d'offres, encadrées par des discours d'accompagnement officiels investissant ces dispositifs et outils d'un grand nombre d'espoirs.

Les politiques d'éducation aux médias se développent donc actuellement en direction d'objectifs aussi différents que l'introduction des dispositifs et outils du numérique dans les apprentissages, et l'éducation critique à l'information (avec, dans le viseur, un grand thème central et récurrent : la lutte contre le « complotisme » et la « radicalisation »).

En parallèle à cette dimension dite de « critique » de la société de l'information dans le chef de l'enseignement, on constate que les industries du numérique essaient quant à elle toujours plus de « pré-figurer » les pratiques de recherche d'info, d'expression et de communication par diverses stratégies : mélange entre info et loisirs, développement de supports nouveaux et « simplifiant / synthétisant » (apogée du format court), tendance à la gratuité des applications du quotidien (alors que l'info gratuite de qualité, elle, se raréfie), etc. Un détournement des stratégies marchandes qui ne laissent qu'une impression faussée de choix ainsi qu'une raréfaction des lieux de débats ou des réelles opportunités d'engagement.

Un problème persiste toutefois. Au niveau scolaire, l'éducation aux médias n'est toujours envisagée que comme une « finalité », un aboutissement. Les ateliers sont limités dans le

temps et l'espace (quelques périodes de cours sur l'ensemble de l'année, dans un local équipé dédié à l'utilisation d'ordinateurs), et sont souvent axés sur des exercices dirigés à court terme. Alors qu'il faudrait pouvoir envisager la chose de façon transversale, en filigrane à l'ensemble de la formation, comme une colonne vertébrale au débat et à la compréhension globale de notre monde, ce que l'on considère comme « éducation aux médias » ne se limite bien souvent qu'à une critique d'elle-même par elle-même, directive, sans réellement faire sens dans l'ensemble de notre perception de la société ou la construction de notre esprit critique.

Accepter, pour les écoles, la responsabilité de développer un esprit critique a fait émerger une problématique centrale : comment la réalité médiatique, faite d'un consentement (parfois conscient) du citoyen à ces stratégies des plateformes motivées par des intérêts marchands, peut-elle s'articuler à des usages pédagogiques des réseaux socio-numériques ? Quels outils-logiciels, quels langages utiliser dans les pratiques pédagogiques ? Quelles sont les pratiques d'argumentation, de remise en question, d'apprentissage, d'expression créative qui pourraient éclore avec ou à l'encontre des stratégies de « formatage » ?

Quels moyens privilégier, finalement, pour que l'éducation aux médias ne soit pas envisagée comme une « règle à suivre », contraignante et limitative, à finalité uniquement contestataire ? Comment l'inscrire dans un quotidien du « tout au média » sans remettre complètement en question l'utilité de la connectivité, et en profitant des opportunités qu'elle suppose ? Comment amener les plus jeunes à l'appréhender dans notre quotidien comme adjuvant au libre-arbitre, comme levier d'action plutôt et d'expression plutôt que comme une « police de l'utilisateur » ? Comment redonner goût à l'information sans l'envisager uniquement à travers le prisme de la culpabilisation (théories complotistes, perte de confiance du citoyen pour les médias d'info, préférence du loisir à l'effort, etc.), mais en l'inscrivant dans une réalité qu'il est sain de questionner ? Comment redonner la confiance et le goût d'une initiative citoyenne concrète à des publics « formatés » par la consommation digitale et le numérique ?

Même si des efforts ont été réalisés, il faut se demander si l'approche envisagée est la plus adéquate. Les politiques publiques s'orientent parfois vers un développement de l'éducation aux médias comme une réponse fourre-tout généralisée aux crises de l'école, de l'autorité, d'efficacité, de légitimité, sans forcément s'arrêter sur les réels moyens qui sont mis à disposition et la façon la plus adéquate de rendre son action efficace et utile. Cette observation s'applique également aux publics avec lesquels le CPCP a été amené à travailler durant l'année 2017 : nous constatons qu'il a été plus complexe de motiver les participants aux ateliers à participer à nos rencontres lorsque l'éducation aux médias était envisagée de façon frontale. Raison pour laquelle nous étions souvent amenés à l'utiliser comme « prétexte » aux discussions sur d'autres thématiques plus en lien avec les préoccupations de chacun.

Il semble pourtant qu'il y ait de la place, aujourd'hui, pour l'envisager sur base d'observations pertinentes et de théories réellement abouties, sans devoir user de stratagèmes pour qu'on daigne y accorder du temps. Après les événements marquants de ces dernières années (attentats et élections diverses, crises politiques et économiques, boom technologique, crise du CETA, etc.), les ressources à disposition en éducation aux médias sont suffisamment solides pour entrer dans une phase proactive plutôt que critique. Il existe un réel besoin, un réel enjeu, mais il reste complexe de sortir l'utilisateur citoyen de sa zone de confort. C'est à cette tâche que nous devons, à l'avenir et lors de nos ateliers, nous atteler.

### 2.1.3.2. Finalités et objectifs de l'action

L'an dernier, nous établissions différentes priorités en termes d'objectifs pour notre thématique. Ces objectifs restent aujourd'hui inchangés, mais nous affinons désormais notre action à partir de nos observations de terrain et des réalités de nos (nouveaux) publics :

1. Diversifier nos publics, en ne limitant plus notre action aux personnes les plus précarisées (telles que définies par le décret de l'Education Permanente) ou issues de l'immigration, formant une part importante de nos publics jusqu'à présent. En travaillant avec des personnes seniors, des personnes touchées par la fracture numérique et des personnes porteuses d'un handicap en 2017, nous avons atteint notre objectif. Nous avons peu à peu développé une expertise en termes de connaissance des réalités liées aux publics "isolés" (en l'occurrence par l'âge, la position géographique ou la condition mentale).
2. Amener un contact direct entre nos publics et l'extérieur avec pour projet la création de lien social. Provoquer la rencontre entre toutes les couches de la société et amener à un débat d'idées hétérogène. Ne pas se limiter aux rencontres intra-muros et en petit comité dans le cadre de nos partenariats. Cet objectif a été partiellement atteint, mais pourrait l'être davantage encore. Ramener le coeur de nos activités autour de la thématique de l'information et des réseaux sociaux, sans détour, pourrait nous permettre de lier à nos activités une série d'acteurs qu'il a été plus complexe d'interpeller en 2017 (journalistes, politiques, secteur privé, classe moyenne, etc.) et dont la participation serait valorisante et enrichissante pour nos publics.
3. Tendre à réduire la fracture numérique. Proposer des activités "pratiques" de maîtrise des outils médiatiques, établir un contact concret entre les médias et les participants, au-delà de la critique et du questionnement. Encourager à la création et à la manipulation des outils à disposition de chacun. Cet objectif a été quant à lui complètement atteint. Les conclusions que nous pouvons en tirer mènent au constat que la part créative de chacun de nos participants est un réel vecteur de communication. Pouvoir désormais lier à cette opportunité un travail de fond davantage orienté vers l'information et l'esprit critique serait, pour l'année à venir, une réelle satisfaction.
4. Limiter l'évolution des discours haineux ou stigmatisants. Accorder du temps à la parole sur les faits qui ont marqué l'année écoulée, en particulier ceux liés au vivre-ensemble, et sur la façon dont ces faits ont été couverts par les médias. A titre d'exemple, le jour des attentats à Bruxelles, chaque groupe, indépendamment de la thématique, a eu besoin d'en parler et d'échanger. Déconstruire les stéréotypes qui découlent ou parfois sont alimentés par une certaine presse écrite ou télévisuelle ainsi que par les réseaux sociaux, et questionner ce qui fait la qualité d'une information. Ouvrir nos publics à des sources d'informations alternatives, variées et de qualité. Nous avons constaté de la part de nos publics une forme de "ras-le-bol" dans les échanges sur le vivre-ensemble et les stéréotypes liés à l'actualité politique et aux options/décisions prises par le(s) gouvernement(s) qui impactent le niveau socio-économique et culturel d'une partie grandissante de la population, y compris les classes moyennes aux bas revenus avec un seul salaire ou des activités à temps partiel

comme c'est le cas de nombreuses femmes. C'est en partie ce qui nous a incité momentanément, à côté de ces thèmes omniprésents dans notre milieu professionnel à nous tourner vers des sujets plus "intimes", propres aux réalités des communautés avec lesquels nous travaillons (handicap, vieillesse, isolement, etc.) et qui sont pour eux des revendications qui les concernent, trop peu visibles.

Nous sommes conscients que nous devons axer davantage nos prochaines actions, via les canaux actuels de communication, à conscientiser nos publics au type d'information et à recouper les sources, ce qui augure d'un véritable changement de mentalité et de surconsommation d'une information « populiste »

### **2.1.3.3. Développement de la thématique d'action et évolution**

Les différents objectifs cités précédemment ont d'abord été envisagés par une adaptation des moyens à notre disposition à partir des besoins spécifiques de nos publics. Nous avons gardé la ligne de conduite inhérente à notre thématique de travail : une étape d'éducation aux médias, une étape de prise en mains des outils médiatiques, l'élaboration d'un message revendicatif ou citoyen, et enfin la mise en forme puis la diffusion de celui-ci. Toutefois, celle-ci a été adaptée aux "contraintes" auxquelles nous avons dû faire face dans nos groupes et au fait qu'un des 2 collaborateurs de la thématique a quitté ses fonctions au CPCP en mai.

Avec Lumina, partenaire de longue date, nous avons répondu à la demande des jeunes filles qui était de pouvoir créer un lieu de parole au moyen des médias. L'utilisation des nouveaux ordinateurs dans les locaux nous a permis de commencer à élaborer un mini magazine de l'ASBL, dans lequel les participantes partageaient leurs impressions, leurs expériences et leurs passions. A terme, il sera diffusé lors des activités de l'association. Nous avons pu profiter du matériel sur place et développer de nouvelles activités grâce à celui-ci (appropriation des programmes d'écriture, de retouche photo, de création visuelle, etc.) Auparavant, nous avons travaillé à l'élaboration d'un court roman-photo, activité complètement nouvelle pour le groupe.

Le partenariat avec le CPAS d'Yvoir fut également l'occasion de répondre à un besoin criant des participants d'établir un contact avec l'informatique : nous avons, avec eux, amoindri la fracture numérique à laquelle était confronté le groupe, favorisant une insertion sociale et une participation "en ligne" des participants au débat citoyen. Tout cela fut également rendu possible par l'utilisation de matériel informatique mis à disposition par le partenaire.

En nous tournant vers des personnes seniors (comme ce fut le cas pour les partenariats de Châtelet et Manage), nous avons travaillé avec des personnes en situation d'isolement, voire parfois d'abandon. Les méthodes utilisées dans le cadre de ces activités ont également été l'objet d'une attention particulière, puisque la communication n'était pas toujours évidente (peu de connaissance des outils, difficultés d'expression orale, mémoire défaillante, etc.) Le fait de travailler avec des appareils photos jetables et des appareils reflex fut un excellent moyen de rendre le projet accessible à chacun, peu importe le niveau de prérequis. Le résultat, deux expositions photo en projet, démontre une participation entière et dévouée aux objectifs que nous nous étions fixés. Le fait d'inviter des "spécialistes" extérieur lors de nos rencontres a permis d'orienter les échanges plus précisément vers les besoins des participants, et de donner du corps à notre projet. Cela s'est avéré à la fois valorisant pour le groupe et positif pour le rendu final des productions.

Toutefois, nous ne pouvons nier que la première étape de nos activités (l'éducation aux médias en tant que telle) a été plus complexe à mettre en œuvre, au détriment d'une analyse que nous souhaitions mener au niveau réel des codes et langages médiatiques contemporains ou des grands enjeux liés à l'information, notamment en raison de l'engouement pour les réseaux sociaux et l'immédiateté, la facilité recherchée par les publics pour s'informer. Il sera nécessaire, l'année prochaine, de nous recentrer davantage sur ces axes et en parallèle à la responsabilisation de leurs utilisateurs, cibler les opportunités et les devoirs des médias dans un processus d'amélioration de la société.

En parallèle à la responsabilisation de leurs utilisateurs, cibler les opportunités et les devoirs des médias dans un processus d'amélioration de la société sera une priorité et un objectif fondamental de l'éducation aux médias en questionnant la place de l'information de qualité et en sensibilisant aux enjeux de la multiplicité des offres médiatiques dans une société hyperconnectée. Entrer en contact avec les acteurs du monde médiatique directs et les impliquer dans nos activités pourrait à ce titre s'avérer très enrichissant.

Nous sommes persuadés que c'est en promouvant et partageant le plus largement possible, au sein de nos productions et diverses activités, une vision de l'éducation aux médias transversale dès le plus jeune âge (et en famille) comme faisant partie à part entière du processus d'éducation à la citoyenneté que nous pourrions conscientiser davantage les lecteurs, téléspectateurs ou utilisateurs de réseaux sociaux. Ce changement est un chantier de longue haleine ; parallèlement, nous ne pouvons que constater que des magazines de qualité tel par exemple Médor est vendu à un prix inaccessible pour nos publics et ne les intéressent pas.

Néanmoins, l'organisation et la tenue d'un colloque en éducation aux médias en mars 2017 (Broken News) préparé en 2016, (cfr. activités grand public) nous a permis de porter la parole de nos publics auprès d'un public universitaire et spécialisé sur base de capsules audio réalisées au CPCP et avec l'appui de journalistes de différents types de média (Vivacité, Demain le monde, etc.). Les tables de discussions que nous avons organisées le temps d'une matinée ont été l'occasion de mettre autour de la table des acteurs de terrain, des professionnels de l'information et des étudiants pour repenser les médias de demain à partir de réalités très concrètes. Le fruit de cet événement (divers documents théoriques, publications et vidéos) est désormais un point de départ incontournable au travail qu'il nous restera à accomplir à l'avenir.

#### **2.1.3.4. Activités 2017**

<b>Activité N° 1 : “La Compagnie” – Groupe 1 ASBL Lumina – Molenbeek (18h)</b>
--------------------------------------------------------------------------------

L'ASBL Lumina, située à Molenbeek, a pour objectif de sortir de l'isolement de jeunes adultes porteurs d'un handicap mental ou physique. Pour ce faire, elle organise des activités et ateliers qui visent au développement de l'autonomie progressive de son public. C'est dans ce contexte de dynamisation de la personne handicapée qu'ont pris place les ateliers d'Éducation Aux Médias et Actions Citoyennes proposés par le CPCP, depuis maintenant près de trois ans.

La finalité globale de ces ateliers est de permettre aux participantes l'expression de leur réalité à travers un positionnement par rapport à l'univers médiatique contemporain. Donner l'opportunité à un groupe fréquemment confronté à des stéréotypes et des représentations faussées au sein de la société de partager un message fort, porteur de sens, et s'affirmer comme utilisateur commun des médias est l'un des principaux objectifs. Enfin, la dimension créative, imaginaire, émotive et expressive des médias est un facteur qui s'est avéré intéressant pour amener le groupe à mettre des mots sur des situations complexes de tous les jours.

Le public de Lumina est en effet fort impacté par la presse magazine, ses publicités et est un grand consommateur de séries télévisuelles, avec des personnages dans lesquels elles aiment se projeter et qui ressemblent très peu à leur vécu (apparence corporelle, aisance financière, liberté de rompre des liens familiaux, etc.)

Le groupe étant fort grand et les participantes demandant une approche et une attention individuelle particulière, deux sous-groupes ont été créés (LUM1 et LUM2). Le groupe LUM1 est constitué de huit femmes d'origines maghrébines (de confession musulmane) et porteuses d'un handicap mental léger. Si le niveau de maîtrise de la parole et de l'expression corporelle varie sensiblement d'une participante à l'autre, le contact quotidien de chacune avec les médias est indéniable et s'exprimer sur le sujet est tout sauf problématique. Le groupe est caractérisé par le fait que les participantes se connaissent très bien, puisqu'elles se côtoient quotidiennement. Les soucis liés à la compréhension ou l'expression sont d'ailleurs souvent effacés par l'entraide mutuelle.

En 2017, en accord avec les participantes et notre partenaire, les ateliers ont été orientés vers deux projets phares : la réalisation d'une BD sous forme de roman photo, puis au second semestre, la création d'un magazine. Les deux groupes ont travaillé en alternance (une semaine sur deux), le travail de l'un complétant simultanément celui de l'autre. En effet, si pour la réalisation de la BD, nous avons travaillé avec deux groupes distincts (les projets étaient relativement semblables, les échanges de fond variaient sensiblement d'une semaine à l'autre, d'un groupe à l'autre), pour réaliser le magazine, nous avons décidé de mettre les deux groupes autour d'un même objectif commun. Toutefois, faute de matériel disponible (cinq ordinateurs pour environ 18 personnes), il a été nécessaire de faire chaque activité d'introduction aux programmes informatiques (point de départ à l'utilisation des ordinateurs) deux fois, à une semaine d'intervalle. Afin de ne pas perdre de temps, nous avons convenu avec le partenaire que le groupe non occupé sur les ordinateurs ferait des activités créatives qui seraient, à terme, intégrées au magazine (illustration, recherche, photo, etc.) Le travail de chaque groupe sera alors recoupé, réutilisé et complété la semaine suivante par le groupe suivant.

**Dates : 18/04, 02/05, 23/05, 13/06, 27/06, 14/11, 28/11, 12/12**

<b>Activité N° 2 : "Au ras des pâquerettes" – Groupe 2 ASBL Lumina – Molenbeek (14h)</b>
------------------------------------------------------------------------------------------

L'ASBL Lumina, située à Molenbeek, a pour objectif de sortir de l'isolement de jeunes adultes porteurs d'un handicap mental ou physique. Pour ce faire, elle organise des activités et ateliers qui visent au développement de l'autonomie progressive de son public. C'est dans ce contexte

de dynamisation de la personne handicapée qu'ont pris place les ateliers d'Éducation Aux Médias et Actions Citoyennes proposés par le CPCP, depuis maintenant près de trois ans. La finalité globale de ces ateliers est de permettre aux participantes l'expression de leur réalité à travers un positionnement par rapport à l'univers médiatique contemporain. Donner l'opportunité à un groupe fréquemment confronté à des stéréotypes et des représentations faussées au sein de la société de partager un message fort, porteur de sens, et d'affirmer comme utilisateur commun des médias est également l'un des principaux objectifs. Enfin, la dimension créative, imaginaire, émotive et expressive des médias est un facteur qui s'est avéré intéressant pour amener le groupe à mettre des mots sur des situations complexes de tous les jours.

Le groupe étant fort grand et les participantes demandant une approche et une attention individuelle particulière, deux sous-groupes ont été créés (LUM1 et LUM2). Le groupe LUM2 est constitué de huit femmes d'origines maghrébines (de confession musulmane) et porteuses d'un handicap mental léger. Si le niveau de maîtrise de la parole et de l'expression corporelle varie sensiblement d'une participante à l'autre, le contact quotidien de chacune avec les médias est indéniable et c'est un sujet sur lequel elles échangent volontiers. Le groupe est caractérisé par le fait que les participantes se connaissent très bien, puisqu'elles se côtoient quotidiennement, ce qui facilite une entraide mutuelle.

En 2017, en accord avec les participantes et notre partenaire, les ateliers ont été orientés vers deux projets phares : la réalisation d'une BD sous forme de roman photo, puis au second semestre, la création d'un magazine. Les deux groupes ont travaillé en alternance (une semaine sur deux), le travail de l'un complétant simultanément celui de l'autre. Pour la réalisation de la BD, nous avons travaillé avec deux groupes distincts (les projets étaient relativement semblables, les échanges de fond variaient sensiblement d'une semaine à l'autre, d'un groupe à l'autre) tandis que pour réaliser le magazine, nous avons décidé de mettre les deux groupes autour d'un même objectif commun. Toutefois, faute de matériel disponible (cinq ordinateurs pour environ 18 personnes), il a été nécessaire de faire chaque activité d'introduction aux programmes informatiques (point de départ à l'utilisation des ordinateurs) deux fois, à une semaine d'intervalle. Afin de ne pas perdre de temps, nous avons convenu avec le partenaire que le groupe non occupé sur les ordinateurs s'attèlerait à des activités créatives qui seront, à terme, intégrées au magazine (illustration, recherche, photo, etc.) Le travail de chaque groupe sera alors recoupé, réutilisé et complété la semaine suivante par le groupe suivant.

**Dates : 09/05, 16/05, 30/05, 06/06, 20/06, 21/11, 05/12, 19/12**

<b>Activité N° 3 : "Je voudrais bien t'Yvoir !" - CPAS /EPN d'Yvoir- Yvoir (15h)</b>
--------------------------------------------------------------------------------------

Les activités ont démarré en mars 2016 ; elles sont menées par et avec des personnes en situation d'isolement et de difficulté sociale qui se réunissent pour l'occasion au sein de l'Espace Public Numérique d'Yvoir. L'EPN est un lieu d'apprentissage et de sensibilisation aux nouvelles technologies où sont organisées des permanences pour répondre aux questions individuelles des usagers, mais rien encore de collectif. C'est dans cette idée qu'une rencontre

avec des bénéficiaires du CPAS a été organisée début 2016 afin de leur présenter les possibilités de projets médiatiques réalisables dans le cadre d'ateliers d'Education aux Médias.

Le groupe est composé de 8 personnes d'une soixantaine d'années de moyenne. C'est un groupe fort hétérogène tant dans les profils que dans les connaissances préalables. Certains émargent du CPAS, d'autres sont des résidents d'un centre d'habitat permanent, et enfin d'autres encore sont des réfugiés qui viennent du Centre de la Croix-Rouge d'Yvoir.

Dès le début, le groupe a voulu privilégier la photo comme outil médiatique et moyen d'expression, ce qui suppose un minimum de connaissances en informatique également. Parmi ceux qui maîtrisent un minimum les fonctions premières d'un ordinateur ou d'un appareil photo et ceux qui s'y frottent pour la première fois, l'écart est grand. D'où la difficulté éprouvée lors de ce partenariat à satisfaire les besoins et envies d'évolution de chacun, mais aussi de progresser dans un projet commun, à savoir une réflexion sur comment sortir de l'isolement perçu comme bien présent, l'expérimentant parfois personnellement. Leur envie était par ailleurs de partager cet enthousiasme des ateliers - qui leur permet de construire un projet collectivement - avec d'autres, peut-être moins enclins de prime abord à passer le pas de la porte du CPAS.

L'évolution de la maîtrise des outils informatiques étant très lente, ce projet premier d'exposition de photos de transmission n'a pas pu être mené à terme. Ce qui n'empêche que les participants sont heureux de pouvoir dorénavant utiliser plus aisément leur ordinateur et reconnaissent volontiers qu'ils ne se seraient pas engagés dans une telle démarche si ça leur avait été proposé sous forme de formation. Etre entendus dans leurs besoins, de façon collective, non verticale, constitue un facteur important de leur motivation à poursuivre leur engagement. De façon collective et collégiale, tous ont voulu mettre en évidence et souligner l'isolement (ou le sentiment d'être isolés) pour un large public diversifié dans une commune telle qu'Yvoir ainsi que l'opportunité qui leur est offerte de le rompre en se rencontrant lors d'ateliers tels que ceux proposés.

Rapidement, après quelques mois, nous en tant que CPCP nous sommes interrogés sur la pertinence de poursuivre les activités menées, dans le cadre et dans une optique d'Education permanente, tellement nous étions accaparés par le besoin réel de répondre d'abord au manque de formation de base des participants en informatique. Nous avons décidé de poursuivre le travail entamé, même si nous étions conscients qu'il ne relevait pas totalement de la démarche d'Education permanente, essentiellement parce que le public, de son propre aveu, n'aurait pas entamé ce type de travail s'il lui avait été présenté comme une formation, dans un cadre strict d'apprentissage avec quelque part une obligation de résultat en termes d'acquisition et appropriation de connaissances en fin d'ateliers. Le public rencontré a en effet une très faible estime en ses capacités et se sent fort éloigné des pratiques d'un public plus jeune ou maniant régulièrement l'informatique. En poursuivant les ateliers, nous avons la conviction que nous participions quelque peu à la réduction de la fracture numérique. D'autre part, il était important pour le public comme pour nous d'entendre parler d'un sentiment commun, l'isolement, et de voir que les participants souhaitaient partager leur vécu personnel mais aussi leur nouvelle expérience « d'agir et se former ensemble » à l'extérieur, de se sentir plus armés pour être acteur de leur vie et d'être moins en marge d'une société qui les ignore généralement.

L'animatrice du CPCP à laquelle le groupe était attaché a quitté ses fonctions en mai ; pour des raisons matérielles et de fonctionnement interne à notre association, il n'a pas été

possible de la remplacer et de poursuivre le travail entamé. Le CPAS d'Yvoir est conscient du travail effectué, notamment en sortant des personnes de leur isolement qui seules n'iraient pas volontiers à l'EPN alors qu'ensemble, elles progressaient à leur rythme et souhaitaient que d'autres dans leur situation puissent se joindre à elles et former un groupe avec pour projet de monter une exposition photo montrant leur solitude et y sensibiliser les habitants.

**Dates : 26/01, 23/02, 23/03, 06/04, 20/04**

#### **Activité N° 4 : "Mémoire visuelle" – ASBL "Les Jardins de Scailmont" – Manage (22,5h)**

Le partenariat entamé en 2017 avec l'ASBL Les Jardins de Scailmont à Manage répond à différents objectifs : d'une part, donner l'opportunité à un public de personnes âgées (se différenciant par leur âge avancé de nos publics habituels) de prendre part à la vie numérique et médiatique contemporaine et, d'autre part, de faire entendre leur voix auprès de l'opinion publique et palier, de la sorte, la fracture numérique. Ce partenariat se situe donc dans une démarche nouvelle pour la thématique de cibler un public auquel nous adressions peu, celui des maisons de retraite et des homes.

L'ASBL Les Jardins de Scailmont est un centre accueillant des personnes du troisième âge, seniors, parfois en situation de fin de vie ou atteintes de maladie à un stade avancé. Ces personnes vivent jour et nuit au sein du centre et peuvent être visités par leurs proches. Les résidents s'étant joints sur base volontaire aux ateliers EP Médias ont très vite montré un intérêt particulier pour la photographie, estimant que ce média permettait de transmettre beaucoup d'émotions sans nécessairement devoir passer par le texte. Il était, en effet, difficile pour certains de prendre la parole de façon cohérente, ou de pouvoir développer un propos argumenté sur le long terme. La photo nous a permis de passer outre cette forme de contrainte.

Après une période d'éducation aux médias orientée sur le fonctionnement des appareils reflex et l'analyse critique d'images, nous avons très vite travaillé à l'élaboration d'un projet commun et avons utilisé des appareils photo jetables afin de permettre aux résidents de s'exprimer sur leur quotidien au sein du centre. Le projet des aînés est de réaliser une exposition photo accompagnée d'atmosphères sonores (qui "immergent" le spectateur dans le processus de vieillissement) tandis que le spectateur déambulerait à travers les portraits et représentations du quotidien.

Les images, photos sont fortes, parfois dures, mais également extrêmement touchantes. L'humain a été au cœur de notre démarche : l'objectif des participants a été de poser un regard sur la vieillesse, l'abandon (sous sa forme polysémique) ou encore la déchirure multiple qui se crée vis-à-vis de la société une fois que l'on atteint la vieillesse.

Pour information, l'inauguration de l'exposition est prévue le 18 juin 2018 au sein de l'ASBL, avec le souhait de la proposer ensuite aux centres culturels de la région. Les photos ont été encadrées grâce au budget accordé par le home. Ces photos ont été partagées en interne au CPCP : leur impact est indéniable, beaucoup de collaborateurs ne s'attendant pas à un tel

rendu du quotidien de la vieillesse et de la vie dans un home , alors que les discours sont nombreux à ce sujet : le voir apport indéniablement une conscientisation supplémentaire.

**Dates : 21/04, 02/06, 16/06, 23/06, 14/07, 28/07, 11/08, 25/08, 01/09, 17/11, 01/12**

<b>Activité N° 5 : “Réflexes !” – ASBL Hôme Notre-Dame de Bonne Espérance – Châtelet (22,5h)</b>
--------------------------------------------------------------------------------------------------

Le partenariat avec le Home Notre-Dame de Bonne-Espérance de Châtelet répond à différents objectifs (propres à la thématique EAMAC du CPCP) que nous étions désireux de remplir : d'une part, donner l'opportunité à un public de personnes âgées (se différenciant par leur âge avancé de nos publics habituels) de prendre part à la vie numérique et médiatique contemporaine. D'autre part, faire entendre leur voix auprès de l'opinion publique et palier, de la sorte, à la fracture numérique. Enfin, nous étions désireux d'ouvrir notre action à une zone géographique au sein de laquelle nous avons, jusque-là, moins eu l'habitude de travailler. Si les thématiques abordées durant nos rencontres avec les participants sont le fruit d'un travail collaboratif, c'est avec ces trois conditions que nous avons entamé une recherche de partenariats auprès de maisons de retraite et de homes de la région hennuyère. Ce partenariat est donc à mettre en parallèle, implicitement toutefois, avec le groupe de Manage (voir activité précédente).

Le Home Notre-Dame de Bonne Espérance de Châtelet accueille des personnes du troisième âge en tant que résidence de jour et de nuit. Afin de pouvoir effectuer des observations de terrain plus pertinentes en fin de partenariat et de développer une spécialisation, sinon un parallèle, dans ce type d'activité, nous avons décidé de proposer aux participants un projet semblables à celui réalisé à Manage. Nous nous sommes donc tourné vers la photographie, et avons également utilisé des appareils jetables en plus des reflex.

Après une période d'éducation aux médias axée sur le fonctionnement des appareils reflex et l'analyse critique d'images célèbres, les participants ont été désireux de parler de la vie dans le centre et des relations sociales qu'ils entretiennent avec les autres résidents. Ce thème de fond est toutefois un prétexte à l'acte de catharsis que suppose “mettre des mots” sur le fait de vieillir. Certains participants sont décédés durant la réalisation du projet, et les photos qui restent d'eux sont un moyen de continuer à les faire exister dans le groupe. Les clichés pris par le groupe permettent un dialogue sur les craintes et angoisses suggérées par la mort. Ils soulèvent l'immense solitude, le sentiment d'abandon, l'impuissance et la difficulté d'accompagner une personne face à cette réalité.

Le résultat de ce projet a pris la forme d'une exposition photo accompagnée “d'interviews-réactions” (enregistrement en direct des réactions lorsqu'une personne découvre une photo sur laquelle il apparaît). Une exposition est prévue en 2018 au sein du home, puis éventuellement dans divers Centres Culturels de la région, avec pour projet un regard croisé sur ce qu'on nomme la 4<sup>ème</sup> génération, qui selon nous reste fréquemment oubliée lorsqu'il est question d'intergénérationnel. La photo et les prises de vue ont été largement un « prétexte » pour parler de fin de vie et du sentiment d'abandon et de marginalisation dans la société.

Un des éléments marquants est le soin et l'attention des participants lors des retouches et recadrage des photos, qui exprimait une réelle volonté de « dire leur réalité »..

**Dates : 21/04, 02/06, 16/06, 23/06, 14/07, 28/07, 11/08, 25/08, 01/09, 17/11, 01/12**

## **2.1.4. Thématique Famille et Education**

### **2.1.4.1. Enjeux de société**

Cette thématique est transversale, indispensable et incontournable pour amorcer n'importe quel changement. Comment changer de posture dans la société sans passer par une compréhension du fonctionnement de l'école et des répercussions de la scolarité dans le parcours de vie de tout individu ? Comment envisager un changement et prendre du pouvoir sur sa vie sans à un moment donné réfléchir au rôle occupé par les hommes et femmes au sein de la société? Comment ne pas parler de l'influence des relations familiales dans un contexte où celles-ci sont de plus en plus fragilisées ?

Les questions qui touchent à cette thématique sont à la fois personnelles, nous plongeant rapidement dans l'intimité des individus mais sont également à la base des questionnements dans les autres thématiques. Pour répondre aux réalités de nos publics le plus justement possibles, nous avons mis en place une méthodologie autour des récits de vie en éducation permanente. Celle-ci à l'avantage de nous permettre de prendre en compte l'individu dans une collectivité.

La difficulté des sujets évoqués dans cette thématique tient à la fois à l'intimité des sujets ainsi qu'à la lourdeur et la complexité des vécus des publics avec lesquels nous travaillons. A la fois, nous pointons pour notre public des questionnements qu'il est plus que nécessaire d'aborder et d'autre part ils sont traversés par des urgences de la vie qu'il est également nécessaire de régler. Par moment également, des fragilités psychologiques se font ressentir et viennent entraver le processus de l'éducation permanente versus « revendications collectives ». Ces urgences familiales, scolaires, liées à la redéfinition des rôles homme/femme dans la société viennent bousculer le fonctionnement de notre démarche collective. La plupart du temps, les personnes que nous rencontrons sont fortement isolées et précarisées économiquement. Souvent, elles sont en recherche de solutions concrètes et urgentes. Face à ces urgences de la vie (séparation, absence de revenu, problème de mobilité, répartition du rôle parental,...), il est parfois compliqué de prendre le temps de (se) construire une réflexion sur le long terme pour mener au mieux ses choix de vie., d'où l'importance que nous souhaitons accorder à des projets ancrés dans la durée.

#### **1. Ecole et éducation**

L'année 2017 a été marquée par la réforme du pacte d'enseignement d'excellence. Diverses tensions se font ressentir au sein de la société civile. D'une part, on sent un vent d'optimisme qui souhaiterait voir naître une école de qualité pour tous et d'autre part de fortes réticences face à la concrétisation de cette école commune pour tous. De nombreuses questions font débat, des regroupements d'enseignants, de parents font entendre leur voix. Nous-mêmes

avons assisté à plusieurs séances de réflexion proposées dans l'agenda du pacte avec la nette impression que nous étions entre professionnels saisissant l'opportunité de participer au débat mais avec le sentiment d'être en vase clos. Des professeurs parlent de plus en plus de leur statut précarisé au sein de ce système scolaire et de leur crainte de perdre leur emploi suite aux réformes titanesques proposées par le pacte. La crainte du corps enseignant se situe essentiellement par rapport au manque de solution concrète face à l'allongement de leur journée de travail, à l'accumulation des matières à enseigner ainsi que le manque de proposition de formation pour le corps enseignant. La réforme du pacte est un projet certes ambitieux mais qui peine à prendre en compte les acteurs de première ligne : les directions, professeurs et les élèves et ...les parents.

Cette année a vu naître également les cours de citoyenneté et à la philosophie au sein du degré primaire/ secondaire. Une avancée pour les élèves mais qui soulève des craintes de la part des professeurs de morale et de religion, qui devront se former, sans nécessairement savoir qu'aborder et comment le faire. La question de l'éducation et plus largement de l'instruction est conscientisée parmi la plupart de nos groupes comme étant une nécessité pour « s'en sortir » et plus encore si l'on ne dispose pas d'un capital socio-économique et culturel de départ.

Par ailleurs, les milieux plus défavorisés peinent à prendre conscience de leur droit également à disposer d'une école de qualité et sont peu au courant du décret inscription. Il faut reconnaître qu'on ne peut parler encore aujourd'hui d'une réelle mixité au sein des établissements. A Bruxelles en particulier, les écoles sont fortement représentatives des quartiers dans lesquels elles sont enclavées. Des mouvements des quartiers plus précarisés vers les écoles de quartiers plus aisés existent mais sont encore trop peu nombreux pour parler d'une réelle mixité. C'est sans parler des frais annexes occasionnés par ces écoles de qualité. Quoi qu'on en dise, l'école n'est pas gratuite et c'est encore plus vrai pour certains établissements fréquentés par une catégorie d'élèves plus aisés.

Une nouvelle vague inspirée des pédagogies plus actives voit également le jour. En dehors des écoles qui sont officiellement reconnues pour pratiquer de la pédagogie active, de plus en plus d'école du réseau officiel semblent s'inspirer de ce type de pédagogie de manière plus ponctuelle sans forcément être une école reconnue à part entière dans le domaine. Ces pédagogies fonctionnent moins en vase clos mais malgré tout alimentent la logique de différenciation scolaire et la logique de quasi- marché scolaire. En effet, rares sont les écoles de ce type qui sont subventionnées. Il va de soi que, dans ce type d'école, pour fonctionner la participation financière des parents est indispensable. Vu les montants demandés (allant parfois jusqu'à plusieurs centaines d'euro par mois), il va de soi également que tous les élèves n'ont pas la possibilité d'y avoir une place.

L'école est en chantier et ça se ressent. L'objectif est louable ainsi que le processus participatif initié. Il reste que nous constatons peu de participation ou de visibilité des parents des filières techniques et professionnelles. En effet, il existe très peu d'école professionnelle avec une association de parents active alors que c'est sans doute dans ces écoles, qu'un axe parentalité pourrait le plus bénéficier aux élèves. Au-delà de l'encouragement à une parentalité active au sein des établissements, l'implication des élèves tendrait à être meilleure grâce à l'implication

du corps professoral, l'utilisation de pédagogies du projet, le croisement des disciplines enseignées et la prise en compte réelle des droits de l'enfant. Cela se réalise dans un certain nombre d'écoles « volontaristes », en espérant que ce phénomène se généralise, avec une réelle requalification de ces types d'enseignement sans avoir pour seul objectif une (re)mise à l'emploi.

## **2. Famille**

Nous nous sommes principalement arrêtées en 2017 sur les familles monoparentales et des femmes fortement précarisées, tout en étant interpellées par les problèmes de santé mentale et physique qu'elles rencontrent.

Concernant les familles monoparentales, on assiste ces dernières années à une reconnaissance de plus en plus visible de ce type de famille. Divers reportages ont permis de mettre le focus sur la réalité et les besoins spécifiques de ces familles. On en parle de plus en plus dans l'espace public, des articles, des cartes blanches se sont multipliées. Une plateforme monoparentalité a également vu le jour à Bruxelles dont nous faisons partie. Malgré une meilleure visibilité, ces familles continuent à faire l'objet de stigmatisation importante, restent précarisées et composées majoritairement de femmes-mères. Des mesures politiques semblent se préoccuper du moins dans les discours de cette réalité mais des mesures concrètes pour contrer les principales difficultés (logement, emploi, manque de place d'accueil petite enfance,...) n'ont pas encore vu le jour.

Nous rencontrons de plus en plus fréquemment dans nos groupes des familles monoparentales d'origine étrangère composées également de la mère et de ses enfants. Ces familles immigrées font face à un double isolement important à la fois en terme spatial et en terme économique. Les familles immigrées ont un réseau social réduit par le fait qu'une partie de leur famille est restée au pays. A cette perte de réseau viennent se greffer d'autres difficultés comme par exemple les divorces qui apparaissent de plus en plus comme une réalité à prendre en compte pour les populations immigrées. On retrouve pas mal de mère, dans des situations de précarité et sans personne ressource pour prendre le relais dans l'éducation des enfants. Majoritairement, nous retrouvons des femmes migrantes sans emploi et avec des difficultés de maîtrise par rapport à la langue française. Des femmes qui voudraient tant bien que mal sortir de la précarité mais n'ont pas toujours les clefs en main et encore moins le temps d'investir dans une formation qualifiante. Face à une absence de père et de soutien extra-familial, elles retrouvent souvent un soutien et un semblant de communauté au sein d'association composée pour beaucoup de femmes.

La question du couple est parfois envisagée comme une piste pour sortir des difficultés à la fois pécuniaires et sociales. Toute la question de la carrière conjugale plutôt que l'investissement dans une carrière professionnelle est envisagée comme une piste pour sortir de la précarité. De façon tout-à-fait visible, face aux constats des difficultés à rentrer sur le marché du travail, cette piste « trouver un compagnon plutôt qu'un emploi » est parfois envisagée comme la solution la plus rentable sur le court terme. Cette manière d'envisager le couple comme sortie de la précarité pose question et mériterait sans doute d'être coupellée à une réflexion sur l'indépendance financière et l'émancipation des femmes.

Le concept d'autonomie et citoyenneté fait également partie des réflexions que nous menons. Les publics que nous rencontrons sont dans une optique de bénéficiaires d'aide mais ont beaucoup moins de notions quant au respect des cadres imposés par la législation belge. La double contrainte de droits et devoirs pose bien souvent problème lorsqu'il s'agit d'ouvrir des droits qui demandent des procédures qui en effraient plus d'un. Les questions de droits et la compréhension des procédures qui en découlent sont un domaine difficilement accessible pour le public avec lequel nous travaillons. Bien souvent, les conditions demandées ne sont pas bien respectées et de ce fait les procédures sont avortées, ce qui provoque colère, sentiment d'injustice, désappointement et parfois repli communautaire.

La question de l'autonomie des femmes traverse l'ensemble des questions qui nous occupent. L'autonomie des femmes liées aux questions de santé occupent également une part importante dans nos réflexions. Les problèmes de santé rencontrés par les populations se marquent de plus en plus physiquement. Une éducation à la santé semble indispensable pour les populations précarisées. Au-delà de l'aspect pécuniaire, tout un aspect lié à un savoir-faire naturel a disparu. La question de l'alimentation est l'exemple le plus criant : les aliments tout prêts inondent les grandes surfaces à des prix dérisoires et le calcul est souvent réduit à une analyse de ce qui moins couteux et permet de remplir le plus de repas possible. Malheureusement ce calcul ne prend que très peu en compte les effets sur le long terme en terme de santé. Nous constatons un appauvrissement en termes de connaissances transmises sur les questions de santé ou simplement de comportements favorables à la santé. Malgré l'augmentation de l'espérance de vie, les milieux les plus précarisés souffrent de plus en plus de maladies chroniques qui handicapent leur quotidien.

Il serait intéressant de comprendre comment les populations immigrées également touchées par la paupérisation sont frappées par ces mêmes questions de santé en Belgique. Nous constatons en effet dans de nombreux groupes que le rapport à la santé est plus ancré dans la tradition. Un des exemples les plus frappants est pour beaucoup la préparation quotidienne de leur repas avec des produits frais.

La sphère affective également est en train de connaître une véritable révolution. Les choix amoureux se font de manières plus libres. Bien que la norme hétérosexuelle et la norme du couple soit toujours la référence première, de plus en plus de personnes se distancient de ces modèles tout faits pour construire des modèles qui leur correspondent. Même si se distancier de ces modèles est toujours source d'énorme souffrance et d'incompréhension voir la perte de tout une partie de son réseau social qui ne partage pas toujours des choix empreints d'un trop plein de liberté individuelle, nous constatons une évolution dans ce domaine tant parmi les populations immigrées que belgo-belges avec son lot de stigmatisations et de vicissitudes malgré un choix posé en pleine conscience.

#### **2.1.4.2. Finalités et objectifs de l'action**

Nous avons en 2017 mis l'accent sur plusieurs problématiques en fonction des groupes et parce qu'elles étaient sous-jacentes à nos activités en 2016 :

- Cloisonnement des populations déjà marginalisées (immigrées, sans emploi, sans qualification) = les sortir des territoires connus (en terme de contenu et géographique)
- Solitude des publics avec lesquels nous travaillons => recréer du lien à travers les groupes
- L'investissement dans la carrière conjugale comme solution à la précarité => prendre le temps d'explorer d'autres identités, d'autres centres d'intérêt et les amener vers plus d'autonomie
- Difficultés de la maternité : cristallisation du sacrifice des femmes-mères/culpabilisation lorsqu'on s'écarte de => décortiquer le rôle « naturel » et l'instinct maternel des mères généralement assigné aux femmes.
- De manière transversale, difficulté à être autonome et répercussions sur la santé => alternatives, réactiver les stratégies de débrouille autour des savoir-faire et transmission culinaire
- Le manque de formation des publics rencontrés/non-maitrise de la langue française à l'écrit et oralement (belges et non-belges)/manque de temps consacré à se développer personnellement => prendre du temps pour soi à la fois pour créer son projet personnel et réfléchir à sa trajectoire de vie.

Au-delà de ces diverses problématiques, un problème traverse l'ensemble des réalités rencontrées: le manque d'autonomie des femmes provoqué essentiellement par une absence ou une insuffisance de revenu propre (décrochage scolaire, grossesse précoce, formation restée trop longtemps inexploitée et qui ne correspond plus au marché du travail. Ce manque d'autonomie provoque inévitablement des répercussions sur l'éducation des enfants, sur les femmes au niveau de la santé (mentale et physique) et sur un isolement social bien réel et souvent tu... Ces constats se font à la fois au sein de populations immigrées mais également au sein de populations précarisées belgo-belges tant en Wallonie qu'à Bruxelles.

Les répercussions du manque d'autonomie se font sentir différemment en fonction des publics mais avec certaines constantes malgré tout. Certaines populations ont plus de ressources au niveau de la compréhension de la langue nationale, d'autres en terme de stratégies d'alimentation saine, d'autres encore maitrisent mieux les déplacements dans l'espace et arrivent à mieux se mouvoir. Mais globalement de nombreux freins compliquent considérablement la vie des femmes et les empêchent de faire les choix voulus, souhaités ou esquissés.

Dans ces conditions, pour un certain nombre de femmes assez marquant, le seul projet viable et concret semble être la maternité. La maternité leur permet d'acquérir ce statut de femme adulte et responsable. A côté du projet maternel, leur projet de vie personnel est pratiquement inexistant. De nombreuses femmes ont bien souvent quitté le domicile parental très jeune et précipitamment suite à une grossesse par ex. pour rentrer dans une vie de couple. Elles n'ont jamais pu s'accorder le moindre temps pour construire des projets personnels leur donnant plus d'indépendance financière ou leur permettant une émancipation. Une fois les enfants en âge d'être scolarisés, du temps se libère et se pose alors la question du comment occuper son temps. Beaucoup d'entre elles se mettent alors sur le

marché du travail mais sans le succès attendu. La tentation est alors celle du projet bébé et de toujours reporter à plus tard leur construction personnelle.

Face à ces durs constats, nos projets portent sur du renforcement collectif en leur permettant de réfléchir à la fois aux questions tant sociétales qu'éducationnelles. Mais également en leur donnant la possibilité de sortir de l'espace dans lequel elles sont. Les projets proposés tendent à la fois à une ouverture d'esprit et à leur proposer des sujets qu'elles n'ont pas l'habitude de traiter, d'explorer des univers inconnus mais aussi d'essayer de les emmener découvrir des lieux inconnus. Pour ce qui est de les sortir physiquement des lieux qu'elles empruntent habituellement, cela pose d'énormes difficultés généralement que nous ne sommes pas toujours en mesure de comprendre et sur lesquelles elles ne souhaitent pas s'étendre.

Une des clef de compréhension réside dans la solitude dans laquelle sont plongées la plupart des groupes avec lesquels nous travaillons. La plupart ne peuvent plus compter sur la solidarité parentale et se retrouvent cloisonnées dans des univers domestiques avec leurs enfants.

Pour ce qui est du pan proprement scolaire et face à la difficulté de mener une vraie réforme de fond, de notre système scolaire, il est fondamental de rester vigilants aux mesures d'application du plan d'excellence et aux orientations esquissées mais aussi et très nettement de soutenir vigoureusement de pédagogie active ainsi que l'implication active des parents, qui doivent réintégrer les écoles afin de renforcer la réciprocité et la compréhension exhaustive de leurs enfants et de l'endroit où ils grandissent. A cet égard, les écoles de devoirs peuvent être un lieu de rencontres, piste que nous souhaitons explorer l'année prochaine où dans certains quartiers elles mènent une politique active en terme de parentalité et de relations de confiance entre le monde enseignant et les familles

#### **2.1.4.3. Développement de la thématique d'action et évolution**

Face à ces différents enjeux et constats, nous avons déployés des projets visant à répondre aux différentes problématiques relevées.

La réforme du pacte d'enseignement d'excellence peine à faire l'unanimité. Entre les tenants progressistes pro-changements et les réticences face à la construction d'une école égale pour tous, des réformes de fond n'ont pas encore vu le jour. Les propositions avancées jusqu'à présent ne semblent pas s'avancer vers un évincement des principales sources d'inégalités scolaires, à savoir le fait que notre marché scolaire présente des niveaux enseignements et des publics les fréquentant très différents entre eux.

Les principaux freins à l'égalité scolaire restent la non-mixité de notre enseignement mais également sa non-gratuité, ces deux facteurs étant fortement corrélés. Face aux réformes titanesques à mener, nous privilégierons des actions ciblées à partir d'école souhaitant travailler sur des changements concrets au sein de leur établissement à partir de leurs ressources et de leurs besoins. Nous constatons également, malgré les appels du pacte d'enseignement d'excellence pour une meilleure concertation, peu de visibilité encore pour les filières techniques et professionnelles.

Concernant le manque de réformes profondes apportées à l'heure actuelle par le pacte d'enseignement d'excellence, nous envisageons de lancer des pistes de changements au sein d'établissements scolaires qui souhaiteraient réfléchir par eux-mêmes aux différents aménagements à apporter à l'intérieur de leur établissement.

Nous prévoyons de créer un outil d'animation qui sera proposé aux écoles et visera à porter différents constats autour de leur établissement. Ces constats pourront être posés à la fois par les élèves et d'autres part par les professeurs souhaitant s'impliquer. Les différents constats seront ensuite suivis par des propositions concrètes répondant directement aux situations problèmes. Face à la lourdeur des procédures en cours et à la lenteur des réponses politiques, nous rencontrons de plus en plus d'initiatives citoyennes localisées. Des enclaves certes géographiquement limitées mais au sein desquels les citoyens peuvent avoir une réelle emprise sur leur environnement. L'outil s'intitulera « *Une école taillée à ma réalité* » composé d'un reportage reprenant les témoignages de jeunes rencontrés en 2016 dans le cadre du projet « *Jeunes et société idéale* ». Après le visionnage du documentaire, les jeunes seront invités à s'exprimer sur les réalités présentes au sein de leur établissement. Cette manière de travailler vise à libérer la parole du corps professoral (et au PO/direction) et des élèves, afin d'imaginer des propositions tenant en compte l'ensemble des besoins et acteurs. Cela peut paraître utopique ; néanmoins, nous ne pouvons rester insensibles au bouillonnement d'idées et à la lassitude du public face au Pacte dont il ne mesure plus les contours et dont l'agenda est incertain.

Concernant le pan de notre thématique touchant d'avantage les questions familiales et malgré une reconnaissance de plus en plus visible des familles monoparentales, nous constatons que les familles continuent à faire l'objet de stigmatisations importantes, qu'elles restent précarisées (baromètre ligue des familles) et composées largement par des cheffes de famille. La garde alternée n'est pas du tout une pratique aussi répandue qu'on ne le croit et les conséquences des séparations sont surtout supportées par la mère. Un large travail de sensibilisation et de réflexion autour des alternatives possibles à la précarité monoparentale reste à faire. Face à ces réponses, la priorité semble de prendre le temps d'explorer d'autres identités, d'autres centres d'intérêt et de les amener vers plus d'autonomie.

Face aux difficultés de la maternité et les nombreuses tensions avec les exigences d'indépendance et de remise à l'emploi (souvent précaire) prônées par notre société, il est nécessaire de soutenir les mères dans une réflexion sur leur rôle « naturel » et l'instinct maternel des mères généralement assigné aux femmes.

Une révolution au niveau de la manière de vivre sa vie amoureuse est également palpable. De nombreux jeunes et moins jeunes affirment leur manière de vivre leur vie sentimentale plus librement, même si la norme reste le couple hétérosexuel. Un sentiment de jugement de valeur reste présent ainsi qu'un mal-être est ressenti par une sexualité moins normative. Des projets visant à donner un espace d'expression à ces populations permettrait de déconstruire des préjugés et de faire évoluer les mentalités, en ralliant et en travaillant en partenariat, sous forme de plateforme, par exemple, avec des associations qui travaillent sur ces discriminations.

De manière transversale, les publics avec lesquels nous travaillons souffrent d'un isolement important et d'une absence de réseau social sur lequel compter. Nous pointons également la nécessité de sortir les publics avec lesquels nous travaillons des cloisonnements géographiques et sociaux marquant leur quotidienneté, cloisonnements qui créent des stéréotypes et un communautarisme desquels il est difficile de sortir. Pour nous CPCP, L'expérience directe de l'autre dans un groupe permettant une expression libre, est plus forte que toute belle théorie ou expérience rapportée sur l'altérité.

De plus en plus de personnes au sein de nos groupes sont concernés par des problèmes de surpoids et par des problèmes de maladies mentales. Ces problèmes sont liés à la fois aux difficultés de la sphère affective (séparation, mort d'un proche, perte emploi,... ) mais également à une manque de connaissance par rapport à ce qui permet de garder un équilibre mental et physique correct. Nous prévoyons donc de travailler en transversalité avec la thématique « Consommation durable ».

#### **2.1.4.4. Activités 2017**

##### **Activité N° 1 : « Identité Migrante » - ASBL Le Manguier en Fleur – Anderlecht (17,5h)**

Le partenariat avec le Manguier en Fleur (Anderlecht) est né il y a quelques années. Nos collaborations sont parties des besoins propres aux apprenantes inscrites dans les classes de FLE., essentiellement des femmes. Elles sont pour la plupart arrivées en Belgique via les liens du mariage et ont rarement d'autres projets personnels lorsqu'elles arrivent en Belgique. Elles sont très majoritairement éloignées du marché de l'emploi, les difficultés liées à la langue et à l'éventuelle reconnaissance des diplômes les empêchant de poursuivre une carrière professionnelle en Belgique. De ce fait, probablement, leur raison d'être en Belgique est fortement tournée vers leurs enfants.

Les femmes présentes dans l'atelier « Identité Migrante » souhaitent prioritairement soutenir au mieux la scolarité de leurs enfants mais viennent également pour prendre du temps en-dehors de leurs sphères domestiques. Ce qui est questionnant dans ce groupe c'est que certaines d'entre-elles sont en Belgique depuis de nombreuses années et n'ont aucune maîtrise de la langue française. C'est à la fois préoccupant et révélateur des vies menées par ces femmes. Une fois les enfants sur le chemin de l'école, elles songent finalement à penser un peu à elles. Ce sont des femmes, souvent des mères qui sont complètement dépendantes d'un conjoint ou du CPAS. En soi, la dépendance n'est pas un problème, c'est plutôt les conséquences d'appauvrissement entraînées par cette vie de couple qui nous questionnent.

Dans les ateliers, ces paradoxes sont palpables. A la fois, on trouve des femmes qui ont envie d'apprendre mais qui ont encore des difficultés à s'accorder du temps pour des projets personnels. La moindre difficulté dans la sphère privée fait qu'elles s'absentent dès que leur présence à la maison est un minimum requise (ex. : enfants ou conjoints malades,...). En contexte migratoire, ces femmes sont souvent seules et peuvent difficilement compter sur une aide extérieure. Quand bien même cette aide existerait, nous avons le sentiment que

lâcher leur identité de mère pour la remplacer par des projets personnels est pratiquement impossible pour elles.

Dès le début, nous avons rencontré énormément de difficultés avec ce groupe à la fois pour des raisons liées à la maîtrise de la langue et d'autre part à cause de la présence irrégulière de ces femmes aux ateliers. Le groupe a toujours été composé d'un nombre suffisant de femmes pour permettre une dynamique d'éducation permanente mais la concrétisation finale a posé problème. En effet, en juin, les femmes d'origine musulmane étaient fortement impliquées dans l'organisation de festivités religieuses (ramadan). Ces investissements familiaux les ont empêchées d'être présentes à l'extérieur et de finaliser notre projet « identité migrante ». Nous notons également que ces femmes en dehors de leur participation aux ateliers n'ont que peu d'activités ou de liens sociaux en dehors de la maison. Notre plus grand défi dans le cadre de cet atelier est de leur fournir des clefs pour sortir de leur quartier et découvrir de nouvelles manières de vivre. Malheureusement, nous constatons qu'à chaque tentative de les sortir de leur quartier, une partie importante du groupe ne vient pas.

Lors de la construction du projet, nous avons établi avec les femmes de réaliser une émission radio en collaboration avec radio campus. Pour y parvenir, nous avons défini dans un premier temps un sujet et avons décidé de les renforcer sur certains contenus pour finalement présenter l'ensemble sous forme radiophonique. L'objectif sur lequel le groupe s'était accordé était de visibiliser ces femmes migrantes en leur donnant l'opportunité via un média traditionnel (radio) de s'exprimer dans l'espace public, de relayer des fragments de vie de femmes migrantes à partir de la notion d'identité et de la place qu'elle occupe dans la vie de chacune, au quotidien.

Les objectifs que nous nous étions fixés au début de l'atelier ont dû être revus à la baisse. En effet, sur base du sujet choisi préalablement par le groupe, l'objectif était de préparer une émission radio que nous aurions diffusée avec l'accord du groupe sur les ondes de radio campus. Malheureusement, nous n'avons pas pu finaliser cette dernière étape. D'une part parce-que le niveau de français ne nous a pas permis d'avancer selon le planning établi initialement et d'autre part, une certaine censure était présente dans le groupe. Certaines ont marqué une réticence à l'idée de diffuser leur parole publiquement au-delà des murs de l'atelier. Bien que la réalisation de l'émission radio n'a pas pu être menée à bon terme, un travail d'expression a cependant pu être amorcé et des exercices d'enregistrements-audio menés.

**Dates : 9/01, 30/01, 13/02, 20/02, 6/03, 27/03, 24/04, 16/06**

**Activité N° 2 : «Regard Insolite sur la monoparentalité » - ASBL Solo mais pas seul – Jodoigne (21h)**

La collaboration avec l'asbl « *Solo mais pas seul* » est née en 2015. Nous avons rencontré la fondatrice de l'asbl Catherine Bourlet lors de notre état des lieux sur la monoparentalité (connaissance théorique et reflets du quotidien des familles monoparentales avec le groupe de Tubize en 2016)). Lorsque nous entamons cet état des lieux, nous nous rendons compte

que peu de structures prennent en compte les familles monoparentales. Or ces familles sont en nette augmentation et ont des besoins spécifiques.

En discutant, nous nous rendons compte des nombreux stéréotypes véhiculés autour de la monoparentalité et de la nécessité de prendre en compte une pluralité de réalités. Il n'y a en effet pas une seule forme de famille monoparentale mais une pluralité (familles aisées, familles précarisées, garde partagée, entourage ou pas soutenant,...). Le terme même de monoparentalité est remis en question. Rapidement, nous nous rendons compte qu'il serait intéressant de pouvoir mettre en lumière les réalités vécues par ces familles.

L'idée première de cette collaboration est de mener un atelier en partenariat avec l'asbl « Solo mais pas seul » à partir de la méthodologie des récits de vie. Nous choisissons cette méthodologie car celle-ci favorise l'émergence de la parole des acteurs et constitue une démarche qui met les participantes au centre du processus. De ces différentes réalités récoltées, sur base d'un projet d'exposition avec des portraits photos à l'appui, notre projet était de faire émerger des revendications et un plaidoyer adressé aux responsables politiques.

La réalité des familles monoparentales est en effet tout autre que cette caricature de mères surmenées et sans autorité. Face à ce constat, notre souhait est de partager une partie des témoignages récoltés auprès de ces mères et d'amener sur la scène publique des récits de vie diversifiés de mères solos. L'angle d'approche pour amener ces réalités sur la scène publique sera l'oralité et la retranscription de ces réalités

Nous avons utilisé dans le cadre de ces ateliers la technique des récits de vie appliquée à l'Education Permanente. A la fois un travail individuel est accompli par les femmes dans leur récit personnel et d'autre part, le thème abordé est commun à l'ensemble des femmes. Dans le cadre de cet atelier, nous aborderons « le parcours de femme au sein de la monoparentalité » comme thématique centrale. Différents supports tel que l'arbre généalogique ou encore la ligne du temps, permettent aux femmes de se raconter et d'identifier les moments importants qui les ont amené jusqu'à aujourd'hui. Ensuite par le croisement des récits individuels, nous pouvons mettre en évidence qu'il y a des récurrences au sein des différents parcours. Certains événements récurrents peuvent être rattachés à des contextes sociaux, historiques et d'autres à des histoires plus personnelles. Par le collectif, certains facteurs que les femmes imputaient uniquement à leur vie sont perçus et expliqués différemment. Une meilleure compréhension des facteurs, leur permettra par la suite de mieux ajuster leur action. Cette méthode vise clairement à ce que les femmes reprennent du pouvoir d'agir sur leur vie.

Les contenus théoriques abordés ont été déterminés ensemble très rapidement :

- La monoparentalité.
- La solitude dans l'éducation des enfants.
- Les récits de vie et pourquoi s'écrire.
- Conciliations entre identité de mère et identité de femme.

Dès le début, les objectifs poursuivis par le projet ont été définis de commun accord :

- Offrir un espace d'expression collectif autour de la monoparentalité.
- Permettre l'expression de thématiques communes autour des vécus de familles monoparentales.
- Identifier les facteurs qui provoquent une augmentation des mères monoparentales actuellement.
- Renforcer les femmes dans leur parcours de maman monoparentale.
- Permettre une diffusion des récits de vie des mères monoparentales à travers une production globalisante, reprenant l'ensemble des difficultés et des besoins des familles monoparentales rencontrées.

**Dates : 10/01, 24/01, 7/02, 14/03, 28/03, 25/04, 13/06**

<p><b>Activité N° 3 : « Ici et là-bas » - ASBL UFLED – Anderlecht (15h)</b></p>
---------------------------------------------------------------------------------

L'UFLED (Union des femmes libres pour l'égalité des droits) est une asbl situé à Anderlecht (Cureghem). Les activités proposées par cette asbl visent clairement à promouvoir l'émancipation des femmes par:

- L'apprentissage du français et l'alphabétisation en langue française et arabe.
- La compréhension de ce qui se passe dans son environnement (quartier, famille, ...).
- La capacité de pouvoir poser un regard critique et d'exercer une influence sur cet environnement.
- La capacité à prendre des responsabilités par le développement de projets collectifs.

Nous avons précédemment travaillé en partenariat avec l'UFLED et avons pu constater l'attention que cette asbl accorde à l'émancipation des femmes, notamment à travers des cours d'alphabétisation qui leur sont destinés et favorisent leur autonomie, mais aussi en abordant leurs droits à travers des débats, dans le pays qui les a accueillies.

L'asbl travaille donc la question du droit des femmes avec des femmes d'origine étrangère. Les femmes rencontrées participent à différents projets de l'association. Elles suivent à la fois des ateliers de FLE mais sont également présentes pour d'autres activités qui visent à partir du savoir-faire des femmes à les valoriser dans leur quotidien. Parmi ces ateliers, l'atelier couture permet aux femmes de laisser aller leur créativité et de pouvoir avoir quelques bases pour créer elles-mêmes leur propre habillement à un moindre coût. Dans un contexte fragilisé, ces femmes sont en recherche d'alternatives leur permettant de vivre mieux et de manière plus autonome.

Ces créations font appel aux savoir-faire féminins traditionnellement présents dans des sociétés rurales. L'association est particulièrement ouverte sur l'extérieur à travers les nombreuses visites qu'elle organise ; elle mène plusieurs collaborations avec divers enjeux.

Vu les problèmes défendus par la thématique famille & éducation, travailler spécifiquement certaines questions uniquement avec des femmes nous semble l'occasion d'aborder certaines thématiques plus en profondeur et d'un point de vue plus féminin. Deux rencontres ont été programmées en avril et mai afin de faire connaissance avec un certain nombre de femmes et comprendre quels sont leurs attentes. Ce fût aussi l'occasion de comprendre de l'intérieur l'objet social de l'institution.

Les femmes rencontrées sont sensibles au développement durable, à l'écologie, aux droits des femmes. On sent qu'elles ont un vrai plaisir à se retrouver et sont demandeuses d'activités collectives. Elles recherchent au sein de cette association l'espace de vie communautaire qu'elles ont laissé en quittant leur pays. Dès le début, on sent une grande convivialité et un grand accueil des femmes présentes. Elles sont contentes d'avoir un espace et une place au sein de l'association. Elles s'expriment volontiers, défendent leur point de vue avec aisance malgré les difficultés de français.

De ces rencontres est né le projet de constituer un groupe constitué de femmes issues de différents groupes de FLE et de femmes qui viennent à d'autres activités plus conviviales de l'association. L'espace que nous proposerons traitera des questions liées à leur identité de femmes étrangères et visera à donner une visibilité à leur parole ; En les écoutant, plusieurs priorités sont apparues :

- ✓ Le besoin de s'exprimer sur des questions de société ;
- ✓ L'importance de parler des incertitudes qu'elles ont encore par rapport à leur vie en Belgique ;
- ✓ Le souhait d'être en contact avec des réalités belges qu'elles n'ont pas l'occasion de rencontrer dans leur quotidien et faire part d'une image d'elles plus en phase avec la réalité. Bien souvent ces femmes se sentent en effet réduites à une confession ou une couleur de peau mais sont peu considérées comme des personnes libres et capables d'exprimer une opinion par elles-mêmes.

Dès lors et dans cette optique, nous leur avons proposé de réaliser avec elles une émission-radio abordant la question des droits des femmes sous un angle qui sera choisi collectivement par le groupe. Une telle production permettrait de :

- ✓ renforcer leur capacité d'expression en langue française,
- ✓ renforcer leur confiance en elles,
- ✓ s'informer sur une thématique spécifique et connaître d'autres points de vue sur une question précise,
- ✓ partager leurs opinions avec une population qu'elles n'ont pas toujours l'occasion de rencontrer et ainsi être écoutées.

Au niveau du timing et des perspectives, les premières séances serviront surtout à comprendre la réalité des femmes et à définir un sujet commun qui sera ensuite approfondi. Celui-ci portera sur une facette du droit des femmes et aura probablement une dimension internationale étant donné les origines diverses des femmes provenant cependant majoritairement du continent nord-africain.

Dans une deuxième phase nous ciblerons les thématiques que nous approfondirons, notamment, afin de libérer l'expression des femmes, en nous inspirant de l'improvisation théâtrale.

La dernière phase, consistera à arriver à une production collective à travers la réalisation d'une émission radio. Afin de partager leur opinion sur une facette des droits des femmes. Cette émission fera probablement des allers-retours entre leur pays d'origine et leur pays de vie

qu'est la Belgique. Auparavant, afin de permettre à chacune de se sentir à l'aise, nous réaliserons des exercices d'expression et enregistrements audio inspirés des techniques du journalisme. Nous collaborerons avec radio-campus (ULB) qui dispose une émission radio *alphabétiz* dédiée aux apprenants en langue française (FLE).

Pour information, l'enregistrement de l'émission s'est déroulée en mai 2018, à la plus grande fierté des participantes qui au départ doutaient de leur capacité à prendre la parole publiquement et encore plus de passer à la radio et d'être entendues et reconnues par leur entourage.

**Dates : 28/04, 12/05, 16/11, 7/11, 15/12**

#### **Activité N° 4 : « Remue-Manager » - CPAS de Manage / Espace maman - Manager (27h)**

La collaboration avec le CPAS de Manage est née du besoin de travailler le thème de la maternité précoce souvent coupellée à une grande précarité. En effet, les assistantes sociales du CPAS de Manage rencontrent de plus en plus de mères seules dans une grande détresse socio-économique. Elles mettent en avant le besoin de ces mères de recréer du lien social à travers un espace de socialisation et d'acquérir plus d'indépendance dans leur quotidien. Ce thème loin d'être une exception dans la région, est une réalité que l'on retrouve fréquemment dans différents groupes de la communauté française. De plus en plus de femmes semblent avoir une réelle difficulté à concilier maternité et indépendance financière. Cette difficulté est d'autant plus importante lorsque les femmes se retrouvent seules dans l'éducation de leurs enfants.

Les femmes rencontrées témoignent de la difficulté à concilier un travail précaire et souvent flexible avec la maternité. Ces difficultés s'aggravent lorsqu'elles relèvent combien elles sont seules et à quel point les services extra-scolaires sont coûteux ou éloignés. Bien que ce constat soit partagé et que notre pays n'offre pas des services optimaux, nous constatons également que des barrières mentales subsistent par rapport aux rôles féminins parfois envisagés uniquement sous un angle traditionnel. Elles culpabilisent fortement lorsqu'elles passent du temps sans leurs enfants et de ce fait, elles ne s'octroient pas de moment de peur de délaissier leurs enfants. Elles sont pourtant conscientes que pour pouvoir développer un projet quel qu'il soit, il sera nécessaire de dégager du temps. Leur identité principale tourne autour des enfants et en dehors de ce statut, elles n'ont pas d'autres priorités. Pourtant, elles se rendent compte que pour sortir de cette précarité sociale, il leur serait fort utile d'ouvrir leurs horizons. Mais les urgences de la vie bien souvent les obligent constamment à se mettre en retrait et à reporter leur projet. Pour sortir de l'immédiateté et envisager un projet sur le long terme, c'est avant tout de temps dont elles ont besoin. Elles sont également conscientes que leurs enfants sont en âge d'aller à l'école, et qu'elles ont donc suffisamment de temps pour s'occuper d'elles-mêmes. Toutefois, sans ressources ni moyens, elles tournent en rond. Pour certaines femmes, la solution est parfois à nouveau dans la maternité. Elles cumulent ainsi les grossesses comme unique projet de vie.

Dans les régions défavorisées où le taux de chômage est fort important, sans doute est-il plus compliqué pour les femmes d'acquérir une réelle indépendance qui passe également par un salaire. Nous l'avons fortement constaté dans la région de Manag.

Les femmes rencontrées ont en général une faible estime d'elles-mêmes et craignent souvent de (mal) s'exprimer. C'est une des raisons pour lesquelles différentes méthodes ont été utilisées en fonction de l'évolution de l'atelier. La première étape d'émergence de la parole a été travaillée via le récit de vie. Différentes techniques plus artistiques (improvisation théâtrale, support artistique papier,...) ont servi aux récits de vie pour ensuite globaliser et présenter ces témoignages seront globalisés et présentés à l'aide d'une technique artistique que les femmes choisiront ensemble. Dans le cadre de cet atelier, il semblerait que la thématique commune sera présentée par le biais de l'outil photographique. Un outil qu'elles utilisent pour immortaliser les moments importants de leur quotidien.

**Processus :** Les ateliers que nous proposerons auront plusieurs phases:

***1/une première phase plus exploratoire (septembre-octobre 2017)*** : celle-ci nous permettra de mieux comprendre quels sont les enjeux et les difficultés que traversent ces femmes.

- Nous utiliserons la technique des récits de vie afin d'identifier ce qui dans leur trajectoire de vie peut constituer des ressources pour mener à bien leur nouveau projet et nous permettre d'ajuster au mieux le projet à leurs besoins;
- Il s'agira également de mesurer le décalage d'idées entre l'idéal de la maternité et de la réalité de la maternité;
- Nous établirons avec elles une carte d'identité personnelle pour comprendre quelles sont les facettes oubliées de chaque femme. Cette carte d'identité sera ensuite présentée collectivement et ces différentes facettes seront ensuite croisées.
- Sur base de la méthodologie de Majo Hançotte «Femmes dans tous ces états», nous évoquons collectivement toutes les facettes de ce qu'être une femme afin de pouvoir réfléchir avec elles à la conciliation de ces différentes facettes : le parcours scolaire, le rapport au travail et à l'emploi, la vie familiale, la vie sociale, la santé, la trajectoire résidentielle, l'itinéraire politique,...

***2/Ensuite dans une deuxième partie, nous tenterons d'apporter des pistes de réponses et de réflexions aux femmes (novembre-décembre 2017)*** par rapport aux questions récurrentes et communes à l'ensemble du groupe.

Les différents thèmes relevés d'emblée par le groupe sont les suivants :

- La surprise d'être mère... C'est pas comme ça que je l'imaginai!
- Mère parfaite 24h/24 ;
- Une bonne mère est-elle une mère présente 24h/24 ;
- La fatigue des mères ;
- Mes passions au-delà de mon rôle de mère ;
- Femme ou mère faut-il choisir? ;
- Concilier vie de famille et vie professionnelle ;
- Relations avec les grands-parents ;

- La beauté féminine ;

**3/Troisième phase : la production (janvier-mai 2018).** Cette phase est la résultante des apprentissages acquis tout au long des ateliers et permet d'autre part de fixer des savoirs à l'état latent.

La production résultante de l'identité profonde de chaque femme, traitera d'un sujet commun à l'ensemble des participantes. Les femmes de l'atelier sont toutes issues de familles belges fortement traditionnelles et précarisées. Les sujets rassembleurs portent sur leur statut de mère et l'importance que cela revêt pour elles. Mais au-delà de cette maternité, nous découvrons à quel point les festivités carnavalesques marquent la vie de ces femmes et symbolisent leur appartenance à la région. Elles nous parlent de leur implication dans la préparation du carnaval et du rôle des femmes dans les festivités carnavalesques en général. Un rôle que beaucoup ignorent et qui pourtant possède toute son importance. A l'image du rôle des femmes dans la société, nous décidons que le thème que nous explorerons sera le rôle des femmes de Gilles dans les festivités carnavalesques. Une analyse que nous comparerons ensuite à l'ensemble de la société.

**Dates : 4/09, 11/09, 18/09, 25/09, 2/10, 23/10, 6/11, 20/11, 11/12**

## **2.2. Perspectives 2018**

### **2.2.1. Thématique Consommation responsable et durable**

Baisse du taux d'emploi des personnes faiblement qualifiée, diminution de la qualité de vie des personnes précarisées, augmentation des reports de soins médicaux et dentaires pour des raisons financières, forte inégalité sociale au niveau des performances scolaires, ... L'actualité est plutôt préoccupante pour la majorité des citoyens, et plus particulièrement pour les citoyens fragilisés. La cohésion sociale est menacée par la croissance des inégalités sociales ! La Belgique étant considérée comme 'mauvais élève' par l'OCDE et l'UNICEF en la matière, on peut se demander si l'objectif Europe 2020 portant sur la réduction du nombre de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, pourra être atteint !

Les différentes observations basées sur les rencontres avec nos publics (morosité ambiante, fatalisme, attentisme, individualisme, ...) de l'équipe d'animateurs de la thématique « Consommation Responsable », nous confortent dans l'idée qu'il est impératif de poursuivre le développement de la thématique. Elle permet aux participants de prendre le temps de réfléchir au sens qu'ils veulent donner à leur propre consommation en s'interrogeant et en se responsabilisant par rapport à leurs habitudes de consommation. La réflexion globale leur permet aussi de mieux comprendre les mécanismes de la société dans laquelle ils évoluent et donc de développer leur propre vision sociétale en stimulant leur sens critique. Par ce qu'au final, nos actes de consommation reflètent nos choix de vie et pèsent forcément sur l'évolution de la société !

Dans ce contexte, il nous semble important de prolonger notre collaboration avec les groupes existants afin de poursuivre le processus de développement que nous avons entamé avec eux ;

en effet, la mise en œuvre des animations est progressive et entend respecter différentes étapes - sensibilisation – conscientisation – réflexion critique – réaction – action. Ces partenariats de plus longue durée permettent d'amplifier notre action sur le terrain.

Il nous paraît donc essentiel de poursuivre ce processus dans ses différentes étapes de progression (voir-comprendre-agir) pour leur permettent d'évoluer et de se mobiliser vers des perspectives et une vision plus positive de la société.

En 2018, nous continuerons notre exploration des alternatives de consommation qui est en constante évolution. En effet, outre l'aspect de consommation raisonnée, ces alternatives sont de parfaits exemples de mobilisation collective citoyenne ouvrant vers des perspectives plus positives et créatives. Cette thématique apparaît donc comme une réelle opportunité pour nos groupes de se mobiliser autour de projets d'actions collectives menés par eux. Cependant, nous avons constaté une certaine frilosité par rapport à ces mouvements citoyens et nous tentons d'analyser les causes de ce malaise.

Suite aux différentes observations et réactions de notre public, nous entendons aussi étendre la réflexion sur la publicité et le marketing en mettant en place un outil critique efficace qui soit un véritable soutien aux parents dans le rétablissement des limites quant à l'acte d'achat. Face ce sujet incontournable de la publicité et du marketing, il nous paraît important de développer, avec notre public, la réflexion sur les « besoins réels ». Cette notion semble désuète par rapport à celles imposées par le système actuel basé sur la croissance et qui crée des « besoins » que nous nommerons plutôt des « envies » ... La confusion entre ces 2 notions est très importante dans le chef des participants à nos ateliers qui sont de parfaites victimes de la surconsommation involontaire ! Différencier et se réappropriier ces deux notions nous semble essentiel pour leur permettre de mieux appréhender la consommation soutenable (sur le plan économique, social et environnemental) et de s'ouvrir aux alternatives qui proposent un modèle de société plus solidaire.

Il est évident que cette liste n'est pas exhaustive puisque l'évolution des sujets dépend d'une part du choix des participants et d'autre part de notre volonté de rebondir aussi sur les nouveautés en matière de consommation.

En ce qui concerne les nouveaux groupes, nous poursuivrons notre approche selon les 3 axes exploités et en respectant le processus de réflexion tel que décrit plus haut :

Les 3 axes sont :

- **l'alimentation saine et durable** : l'alimentation dans le budget du ménage, les notions de bases d'une alimentation saine et équilibrée, le gaspillage alimentaire, les pièges du marketing, acheter malin, la lecture des étiquettes, les fruits et les légumes dans l'alimentation, les graisses et le sucre dans l'alimentation, les additifs alimentaires, les allégations nutritionnelles, la malbouffe, la sécurité alimentaire et l'hygiène, l'impact de la consommation de viande, les déchets, ...
- **l'énergie** : l'énergie dans tous ses états, les enjeux de l'énergie, l'énergie au quotidien, la gestion raisonnée du budget énergie, l'audit énergétique, comprendre sa facture énergétique, les aides en matière d'énergie, ...

- **le citoyen consomm'acteur** : les enjeux de notre société de consommation, de l'agriculture, notre rapport à l'argent, les alternatives de consommations, création et développement de projet citoyen, etc.

Enfin, nous consacrerons aussi du temps, en 2018, à peaufiner nos outils pour, in fine, les mettre à disposition du plus grand nombre.

### **2.2.2. Thématique Logement et Lieux de vie**

Nos projets, en 2018, vont se monter dans un climat tendu pour plusieurs raisons extérieures. Tout d'abord, la situation socio-économique globale qui impacte l'ensemble de la vie en société. La précarité touche de plus en plus de personnes et de récentes études ont démontré que l'écart se creuse davantage entre les locataires potentiellement précaires et les propriétaires potentiellement protégés de risques financiers. La question du sans-abrisme occupe par ailleurs régulièrement la première page des actualités, de plus en plus de personnes perdent tout et se retrouvent dans la rue. L'impact démographique ne va plus cesser de croître. Par ailleurs également de plus en plus de personnes âgées quittent leur logement souvent obsolète et non louable pour aller en maison de repos et leur logement reste inoccupé. Enfin, le nombre de réfugiés et de migrants venant en Belgique chercher une meilleure vie s'accroît, ce qui ajoute encore à la pression immobilière

L'actualité et les mesures politiques influencent le contexte de nos actions. Par exemple, le nouveau code bruxellois du logement soulève plus de questions qu'il n'y répond, principalement en ce qui concerne la réforme du bail. Certains politiques remettent également en question l'ancrage communal et la proportion nécessaire de logements sociaux par commune. A ce jour, nous ne pouvons pas encore mesurer l'impact du changement de majorité au niveau régional wallon et ses conséquences sur la politique du logement.

Concrètement, nous comptons bien entamer et poursuivre différents chantiers dans nos thématiques de prédilection autour de 4 axes :

- L'accès à un logement décent et durable pour tous
- Les conditions de vie dans le logement et son appropriation, en d'autres termes : la pédagogie du bien habiter
- Le bien ou mieux vivre ensemble et la (re)dynamisation de quartiers
- Les initiatives nouvelles en matière d'habitat et d'habiter

Au niveau de l'accès au logement, nous sommes très inquiets.

Fin avril 2017, le gouvernement belge se penchait sur une proposition de la Banque Nationale de Belgique concernant les emprunts hypothécaires. Elle vise à conférer aux banques la possibilité de limiter un prêt hypothécaire à 80% de la valeur d'un bien immobilier. Et donc, un candidat acquéreur devrait disposer d'au moins 20% en fonds propres pour pouvoir emprunter le solde. La quasi-totalité du public populaire auquel nous nous adressons ne pourrait donc plus prétendre à la propriété. Concrètement, en 2018 et à l'avenir, même si

aucune directive n'a été officiellement adoptée, les banques pratiquent déjà cette méthode. La société wallonne du crédit social est l'un des rares organismes qui permet encore d'obtenir un prêt à 115%.

Actuellement, beaucoup de communes wallonnes et bruxelloises ne respectent pas les quotats de logements sociaux à atteindre (10%). Ainsi seules 39 communes wallonnes atteignent l'objectif des 10% de logements sociaux. Les sanctions ne sont pas infligées et la situation du logement à vocation sociale ne s'améliore pas alors que les besoins ne cessent de croître. Actuellement, près de 40.000 personnes sont sur liste d'attente en Wallonie. Ce sont de ces sujets que nous débattons avec nos groupes, en sus des informations pragmatiques comme « comment déposer un dossier de candidature dans un logement social ». Nous mesurons aujourd'hui les conséquences de la création tout azimut de logements moyens via les SLSP au détriment des logements sociaux. Aujourd'hui ces dits logements sociaux peinent toujours à trouver preneur tandis que les logements sociaux sont toujours plus en pénurie. Cela reste l'une de nos principales sources d'inquiétude.

Au niveau de l'accès au logement, nous souhaitons participer à la réduction de la fracture numérique en permettant un accès plus facile aux informations concernant l'accès au logement à un vaste public. Notre but sera de créer un outil accessible et compréhensible pour le plus grand nombre.

Par ailleurs, nous comptons nous investir sur le suivi de groupes liés aux sans-abris, comme par exemple à Mons et à Namur. Suite au travail réalisé sur le bail d'occupation précaire nous comptons également suivre l'actualité en la matière.

Au niveau de la pédagogie de l'habitat, nous allons poursuivre le travail entamé les années précédentes avec nos différents groupes et entamer de nouveaux partenariats.

Au niveau de la redynamisation de quartier, nous sommes très fiers de l'évolution des différents groupes, principalement situées à Namur, qui se constituent en comité de quartier, prennent les choses en main, se positionnent en tant que groupe de citoyens actifs et solidaires et gagnent en autonomie.

Au niveau des nouvelles initiatives, nous restons très attentifs à la question des zones d'habitat permanents et de l'habitat léger. C'est pourquoi nous continuons à nous impliquer dans la plateforme défi logement. Nous allons participer au groupe de réflexion d'habitat et participation et souhaitons participer activement à des projets participatifs de création d'habitat léger.

En outre, nous restons très impliqués dans la prise en compte de publics spécifiques pour lesquels une approche particulière doit être réalisée. Nous poursuivrons donc notre travail d'analyse de l'état du logement adapté aux personnes à mobilité réduite à Tournai.

Enfin, l'exposition organisée par le CPCP dans le cadre de l'action « Faites le mur », continuera le tour de nos différentes antennes. Elle sera présente sur Mons, au Mondaneum au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Un projet d'éducation permanente logement va s'y rattacher en partenariat avec le CPAS de Mons, sur base du questionnaire suivant : quelle est la vision des participants de ce groupe des murs réels et symboliques qui les entourent. Dans une Ville

comme Mons à la richesse historique et culturelle incontestable quel sens donne-t-on à ces murs ? Nous rassemblent-ils ou nous éloignent-ils ?

### **2.2.3. Thématique Education aux Médias et Actions citoyennes**

Sur base des constats de terrain et de l'expérience acquise depuis la création de la thématique en 2010, 2018 sera pour nous l'occasion de consolider le travail entamé, de renforcer la participation de nos publics et d'élargir notre réseau de partenaires. Notre connaissance des publics et de leurs habitudes de consommation médiatique, ainsi que les opportunités d'apprentissage et d'échange de pratiques nous permettront de répondre au mieux à nos objectifs, tout en étant plus réactifs avec nos groupes aux faits d'actualité.

Au vu de l'actualité, nous sommes convaincus de la nécessité de poursuivre le travail entamé sur les théories du complot et les fake news. Forts des outils pédagogiques développés par le CPCP et par d'autres organisations d'éducation aux médias, nous tenterons de travailler davantage cette thématique avec nos groupes, sans négliger pour autant la réflexion fondamentale sur la construction de l'information (ce qu'est ou n'est pas une information, la manière dont elle est traitée et hiérarchisée, ...). Bien qu'Internet et les réseaux sociaux accélèrent considérablement la diffusion de ce genre de discours, la cause plus profonde de ce phénomène est plutôt à chercher dans une rupture de confiance du public à l'égard des institutions politiques et des médias. Nous veillerons dès lors à adopter une approche qui favorise la pluralité et le dialogue et qui encourage les participants à s'impliquer comme véritables acteurs dans la réalisation du projet final.

Dans un cadre plus large d'éducation à la citoyenneté, nous souhaitons également renforcer l'aspect « actions citoyennes » de notre thématique et mettre davantage l'accent sur la participation de tout un chacun à l'espace public. Les médias sont en effet devenus des outils fédérateurs permettant la mise en place d'actions collectives, coopératives et participatives. Nous continuerons dès lors à intégrer des liens avec l'actualité des participants, tout en réaffirmant le potentiel des médias comme vecteurs d'expression citoyenne. Pour ce faire, nous tenterons de créer, pour chaque groupe, une ouverture vers la collectivité afin de présenter le produit médiatique réalisé au cours des ateliers de même que le message porté par le groupe (comme par exemple à travers l'organisation d'un débat, d'une exposition, d'une présentation, d'une contribution à un journal local, ...).

Ces moments de partage nous paraissent en effet essentiels pour croiser les regards sur des sujets qui nous préoccupent tous mais également pour renforcer le vivre ensemble. Cela implique aussi d'ouvrir nos activités à des formes nouvelles, telles que la mise en place de projets participatifs avec d'autres associations, l'organisation de conférences et de débats, le soutien à des projets coopératifs locaux, la participation à des assemblées de réflexion ou à des rencontres entre professionnels du secteur, monde associatif, publics divers.

Enfin, nous veillerons à consolider les partenariats existants tout en nous attelant à élargir notre réseau de partenaires, tant en termes géographiques que de mixité sociale. Nous continuerons à travailler à la réduction de la fracture numérique en ouvrant nos activités à des personnes âgées. Cette fracture n'étant cependant pas uniquement numérique mais

également sociale, nous poursuivrons nos efforts pour renforcer la mixité sociale et culturelle en nous adressant également, au quotidien, à des personnes issues de classes sociales moins précarisées mais non moins fragilisées dans leur accès et compréhension des enjeux actuels de la société.

#### **2.2.4. Thématique Famille et Education**

Etant donné le manque de concertation auprès des publics précarisés sur les questions scolaires et de manière générale sur les questions plus politiques, nous pensons continuer le travail entamé en 2016 avec notre projet « *Jeunes et société idéale* » avec des jeunes âgés de plus de 18 ans. Suite à ce projet, nous avons pu réaliser un reportage reprenant les témoignages de jeunes sur leur vision de l'école. Cette vidéo nous permettra par la suite de réaliser des animations au sein de divers établissements scolaires afin de créer une école plus en adéquation avec les besoins de ses élèves.

Nous continuerons la réflexion en concertation avec les publics les plus éloignés des pratiques de concertation et décision afin d'impulser des projets en collaboration directe avec divers établissements scolaires. Parmi les différents projets, nous pensons entre autre

- Création d'un collectif de parents de milieux populaires pour réfléchir au sens de l'école au sein des établissements scolaires
- Concertation entre professeurs et élèves pour amener des aménagements possibles au sein même de leur établissement à partir des concepts de citoyenneté active
- Création d'un outil de sensibilisation autour des pédagogies alternatives afin de sortir des fausses idées et se forger sa propre opinion

Par ailleurs, malgré la contraception et la possibilité de choisir d'être ou ne pas être mère, la question de la maternité reste un moment charnière dans la vie des femmes. A la fois en termes d'identité, pour de nombreuses femmes pour lesquelles leur identité se juxtapose à l'identité d'être mère, ou des pressions à être mère. En effet, même lorsqu'on ne l'est pas ou qu'on ne souhaite pas l'être, il est difficile d'échapper aux modèles imposés par notre société. Que le choix soit murement réfléchi ou pas, la maternité se pose généralement comme un moment qui va produire des changements de trajectoire important au sein du parcours des femmes : aménagement du temps de travail, diminution du temps pour soi, nouvelle hiérarchisation des priorités, intimité du couple,...

Dès lors, comme les années précédentes, nous pensons continuer à impulser des espaces de réflexions autour

- De la maternité : où l'on puisse réfléchir à ses trajectoires de vie collectivement et faire le point sur son identité de femmes à travers les techniques de récits de vie en éducation permanente
- Des alternatives du couple : pistes de réflexion pour sortir les familles monoparentales de la précarité et éviter les pièges de la dépendance affective et financière

- De la domination masculine : suite à la récente mouvance des mouvements féministes « me too », « balance ton porc »,... avec pour objectif de mener au sein de groupes de préférences mixtes une réflexion sur la place de la femme dans la société et dans l'espace public.

De surcroît, parmi les publics les plus vulnérables, nous constatons que les femmes migrantes sont les plus mal loties en termes de discriminations. A la fois elles sont cloisonnées dans leur quartier et connaissent mal leurs droits mais elles sont également souvent stigmatisées et assimilées comme appartenant à une certaine catégorie de population. Or ces femmes ont souvent des connaissances culturelles qui ne peuvent être réduites à une apparence communautaire ou religieuse. Pour cette raison, nous souhaitons

- Visibiliser la parole de ces femmes « invisibles » pour qu'elles puissent faire part de leur savoir-faire et connaissances culturelles
- Agir au niveau de la transmission de connaissance féminine relative à la santé et la façon dont le monde moderne nous a dépouillés de savoirs féminins ancestraux, notamment au niveau de l'alimentation et la santé des enfants.

## 3. POLE ETUDES ET PROSPECTIVES

### 3.1. Objectifs, publics cibles, méthodologie et promotion

#### 3.1.1. Objectifs et publics cibles

Le CPCP publie chaque année une trentaine d'analyses qui invitent le lecteur à s'arrêter quelques instants, à prendre le temps de la réflexion, sur une série de sujets de société. Accessibles à tous les publics, ces textes proposent un tour d'horizon critique d'un sujet d'actualité, avec pour objectifs :

- d'attirer l'attention sur une controverse naissante, une législation nouvelle, un fait porteur d'avenir ;
- d'aborder les grandes évolutions contemporaines ;
- d'offrir des éléments de diagnostic et de mises en perspective des grands enjeux de politique publique ;
- de permettre au final à chacun de se forger sa propre opinion, en connaissance de cause.

Nos productions s'adressent à différents publics cibles en fonction des thématiques abordées. Comme le stipule le décret de 2003 auquel nous sommes liés, ces publications peuvent viser le « grand public », le milieu associatif mais également les « bénéficiaires » de nos activités en éducation permanente (membres d'OIPs, d'EFT, ASBL d'alphabétisation, régies de quartiers, etc.).

Dans tous les cas, notre volonté est de prendre du recul face au déluge d'informations qui s'abat chaque jour sur le citoyen et qui ne laisse finalement que très peu de place à une réelle compréhension critique des enjeux de société. Notre défi est donc de proposer un contenu qui soit plus riche que celui d'un article de la presse quotidienne tout en restant impérativement accessible. Nos analyses et études entendent par ailleurs dépasser le caractère purement informatif. Elles ont pour objectif d'interpeller nos publics sur des questions qui les touchent directement et de les amener à se forger leur propre opinion, notamment sur base de la confrontation des différents points de vue. Le CPCP entend ainsi réveiller le sens critique de ses lecteurs afin de les amener à s'élargir à d'autres horizons, à d'autres problématiques de la société. Mieux comprendre le monde qui les entoure peut, sans doute, les amener à devenir acteurs de ce monde.

Les thématiques développées au sein de nos autres pôles constituent naturellement notre principale source d'inspiration. Ce choix nous permet de profiter de l'expérience acquise par nos collaborateurs dans leurs domaines respectifs et d'ancrer nos réflexions dans la réalité du terrain. Malgré tout, nous conservons la liberté d'aborder d'autres sujets d'actualité dans la mesure où nous estimons qu'ils méritent un éclairage particulier ou qu'ils posent des questions incontournables.

#### 3.1.2. Moyens de diffusion et d'information

Toutes nos publications sont disponibles en format PDF sur notre site internet ([www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)) et facilement accessibles depuis la page d'accueil. Celles qui sont directement liées aux activités de nos autres pôles sont quant à elles publiées en format papier et disponibles dans nos différentes antennes.

Elles sont présentées lors des activités que nous organisons et peuvent ainsi faire office de support à un débat ou d'outil permettant aux participants de prolonger leur réflexion.

Suivant la thématique abordée, nous présentons également nos publications lors de grands événements auxquels nous participons (Foire du Livre, Salon de l'Education, Salon de la Famille, Salon Retrouvailles, etc.). Nos productions font par ailleurs l'objet d'envois électroniques ciblés aux associations travaillant dans le domaine concerné, ou généralisés, à travers notre cyber-lettre bimensuelle. Enfin, nos publications sont publiées sur la page Facebook de notre association.

## **3.2. Publications réalisées en 2017**

### **3.2.1. Réalisations**

Les publications produites en 2017 par le CPCP se situent dans la continuité du travail effectué les années précédentes ; les 33 analyses et 2 études publiées s'inscrivant toutes dans les grandes thématiques du CPCP :

- 9 en « Consommation durable »,
- 5 en « Famille-Éducation »,
- 9 en « Logement & lieux de vie »
- 3 en « Éducation aux médias & actions citoyenne »,
- 11 en Citoyenneté & gouvernance.

Sur le fond, les équipes du CPCP ont, encore plus que les années précédentes, été soucieuses de renforcer la cohérence entre nos publications et les activités développées par les autres pôles de l'association. Ce souci de cohérence et de transversalité s'est matérialisé de diverses manières.

#### **1. Plus grande continuité des thèmes abordés, lesquels font de plus en plus souvent l'objet de plusieurs textes complémentaires :**

- Formations citoyennes : 2 textes sur le concept de citoyenneté participative (*La démocratie délibérative, De la démocratie électorale à la démocratie participative*),
- Formations citoyennes : 3 textes sur succès électoraux des populistes en Europe (*Aux origines du Brexit, Brexit : les enjeux des négociations, L'extrême droite au balcon*),
- Consommation durable : 4 textes sur la consommation et notre rapport à la viande (*L'abattage rituel, Ce steak dans mon assiette, De l'étable à la table, Regards croisés sur l'antispécisme*).

#### **2. Approfondissement du travail effectué par nos équipes EP à travers la déclinaison, sous forme d'analyses, des outils, mais aussi des réflexions menées ou entendues lors des ateliers ou événements menés par les animateurs du pôle Éducation permanente :**

- Éducation aux Médias : 3 textes publiés dans la prolongation du colloque « Broken News » organisés en février 20147 par l'équipe EP-Éducation aux médias (*Le*

*putaclic, À qui donner la parole dans les médias, Entre consommation, loisirs et information),*

- Genre, Famille & éducation : 2 textes de réflexion sur les méthodes d'enseignement (*Les pédagogies alternatives, Et si on apprenait les émotions à l'école*), 1 texte sur la monoparentalité (*Mère sur le fil...*),
- Consommation durable : 2 textes-outils développés par les animateurs EP (*40 initiatives pour consommer plus responsable, Parfums d'intérieur*),
- Logement & lieux de vie : 2 textes liés aux enjeux liés à la crise du logement (*Du bonus logement au chèque habitat, Convention d'occupation précaire et temporaire à Bruxelles*),

**3. Déclinaison transversale de la thématique des « murs »** menée par l'équipe publication en marge de l'exposition itinérante « Des Murs entre les hommes » organisée en 2017-2018 par le CPCP. Quatre analyses prévues (3 en 2017, 1 en 2018) réunies dans la collection temporaire « Faites le Mur ! »

- *L'absence d'habiter comme mur entre les hommes* (2017)
- *L'intelligence artificielle. Des murs aux ponts* (2017)
- *Entre l'humain et la nature... mur naturel ou culturel ?* (2017)
- *Un mur intérieur* (2018)

**4. Participation accrue des membres de l'équipe PEPS aux réflexions et travaux des autres pôles** (cette option nous permettant d'être plus efficaces, de profiter de l'expérience de nos collègues et de mieux appréhender l'ampleur des réalités de terrain en intégrant une série de constats et propos formulés par nos publics).

Notons que cet effort de cohérence n'a pas empêché le PEPS de poursuivre ses efforts d'interpellation du public sur divers sujets qui lui sont chers comme la mobilité (*Sur les rails d'une mobilité durable, Le métro Nord bruxellois*), l'aménagement du territoire (*Ville durable et patrimoine bâti, Le commerce de centre-ville*), la participation citoyenne (*Les lanceurs d'alertes, Le don d'organes*), les mutations que subissent nos sociétés (*Mondialisation et consommation locale, L'intelligence artificielle*), ainsi que sur divers ayant fait l'actualité récemment (*Le revenu universel, Le stress, Bonnes, chics, mauvais genre : le harcèlement*).

Sur la forme, le PEPS a pris l'option en 2017 de créer deux nouvelles collections à côté des collections « Études » et « Au Quotidien ».

- La collection « **Regards décalés** » accueille des textes plus ramassés offrant un regard pointu et original sur des sujets d'actualité. Les analyses de la collection « Regards décalés » s'inscrivent par ailleurs dans la politique de plaidoyer que le CPCP entend développer.
- La collection « **Faites le Mur !** » est une collection temporaire (2017 et 2018) créée à l'occasion de l'opération *Faites le Mur / Des Murs entre les Hommes* menée par les équipes du CPCP en 2017 et 2018.

### 3.2.1. Nos analyses et études en 2016

#### Étude N°1

Intitulé : *De l'étable à la table - Nos rapports à la viande, révélateurs des modes de consommation*

Collection : « Études »

Thématique : Consommation durable

#### Étude N°2

Intitulé : *Regards croisés sur l'antispécisme*

Collection : « Études »

Thématique : Consommation durable

#### Analyse N°1

Intitulé : *Les moteurs de recherche éthiques et écologiques*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Consommation durable

#### Analyse N°2

Intitulé : *Un maillage bleu pour décanter Bruxelles*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Logement & lieux de vie

#### Analyse N°3

Intitulé : *Aux origines du Brexit - Royaume-Uni et Europe : une histoire mouvementée*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

#### Analyse N°4

Intitulé : *Brexit : les enjeux des négociations*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

#### Analyse N°5

Intitulé : *L'abattage rituel - Du battage médiatique au problème politique*

Collection : « Regards décalés »

Thématiques : Citoyenneté & Gouvernance ; Consommation durable

#### Analyse N°6

Intitulé : ***L'extrême droite au balcon - À quand le sursaut ?***

Collection : « Regards décalés »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°7**

Intitulé : ***Le don d'organes - Entre productivisation et mise en relation***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°8**

Intitulé : ***Les 19 communes bruxelloises - Autant d'entailles dans l'unité régionale***

Collection : « Au Quotidien »

Thématiques : Citoyenneté & Gouvernance, Logement et lieux de vie

**Analyse N°9**

Intitulé : ***Les lanceurs d'alerte***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°10**

Intitulé : ***Mère sur le fil... Tension de dépendance à haut risque***

Collection : « Regards décalés »

Thématique : Genre, famille & éducation

**Analyse N°11**

Intitulé : ***La démocratie délibérative***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°12**

Intitulé : ***Le putaclic - Ou comment prendre les internautes pour des pantins***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Éducation aux médias & actions citoyennes

**Analyse N°13**

Intitulé : ***Pour une autre éducation : les pédagogies alternatives***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Genre, famille & éducation

**Analyse N°14**

Intitulé : *Et si... on apprenait les émotions à l'école ?*

Collection : « Regards décalés »

Thématique : Genre, famille & éducation

**Analyse N°15**

Intitulé : *Trois arguments qui ne seraient pas de droite contre le revenu universel*

Collection : « Regards décalés »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°16**

Intitulé : *Ville durable et patrimoine bâti - Le grand écart*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Logement et lieux de vie

**Analyse N°17**

Intitulé : *40 initiatives pour consommer plus responsable*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Consommation durable

**Analyse N°18**

Intitulé : *Ce steak dans mon assiette - Quels trajets ?*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Consommation durable

**Analyse N°19**

Intitulé : *L'absence d'habiter comme mur entre les Hommes*

Collection : « Faites le Mur ! »

Thématiques : Logement & lieux de vie ; Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°20**

Intitulé : *Parfums d'intérieur ou poisons d'intérieur ? Quels impacts sur notre santé ?*

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Consommation durable

**Analyse N°21**

Intitulé : ***Sur les rails d'une mobilité durable - Réflexion sur les possibles du rail belge***

Collection : « Regards décalés »

Thématique : Logement & lieux de vie

**Analyse N°22**

Intitulé : ***De la démocratie électorale à la démocratie citoyenne***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Citoyenneté & Gouvernance

**Analyse N°23**

Intitulé : ***Le métro Nord bruxellois ou l'histoire d'un compromis***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Logement & lieux de vie

**Analyse N°24**

Intitulé : ***À qui donner la parole dans les médias ? Entre « dictature des experts » et journalisme citoyen***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Éducation aux médias & actions citoyennes

**Analyse N°25**

Intitulé : ***L'intelligence artificielle - Des murs aux ponts***

Collection : « Faites le Mur ! »

Thématique : Sociétés en mutation

**Analyse N°26**

Intitulé : ***Le commerce de centre-ville - Le sursaut manqué ?***

Collection : « Au Quotidien »

Thématiques : Logement & lieux de vie ; Consommation durable

**Analyse N°27**

Intitulé : ***Entre l'humain et la nature... mur naturel ou culturel ?***

Collection : « Faites le mur ! »

Thématiques : Consommation durable ; Sociétés en mutation

**Analyse N°28**

Intitulé : ***Mondialisation et consommation locale - Le mouvement contradictoire ?***

Collection : « Au Quotidien »

Thématiques : Consommation durable ; Sociétés en mutation

#### **Analyse N°29**

Intitulé : ***Bonnes, chics, mauvais genre : le harcèlement***

Collection : « Regards décalés »

Thématique : Genre, famille & éducation

#### **Analyse N°30**

Intitulé : ***Le stress, maladie du siècle ?***

Collection : « Au Quotidien »

Thématiques : Genre, famille & éducation ; Sociétés en mutation

#### **Analyse N°31**

Intitulé : ***Du bonus logement au chèque habitat : une évolution tendant à plus d'égalité ?***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Logement & lieux de vie

#### **Analyse N°32**

Intitulé : ***Convention d'occupation précaire et temporaire à Bruxelles - Une solution à la crise du logement ?***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Logement & lieux de vie

#### **Analyse N°33**

Intitulé : ***Entre consommation, loisirs et information - Quels formats innovants et éthiques pour partager l'info ?***

Collection : « Au Quotidien »

Thématique : Éducation aux médias & actions citoyennes

### **3.3. Perspectives 2018**

Comme en 2017, le PEPS entend poursuivre son développement autour de quatre grands objectifs :

- **Développer ses capacités d'analyse et de décryptage de l'actualité sur ses thématiques phares :**
  - Consommation durable : la consommation alimentaire *low cost*, les labels, le gaspillage textile
  - Genre, famille & éducation : les rapports hommes femmes après l'affaire

Weinstein, l'intersexualité, l'estime de soi et le sentiment d'efficacité personnel, le *burn out* parental / le *burn out* professionnel

- Logement & Lieux de vie : aménagement du territoire et participation, la précarité énergétique
  - Éducation aux médias : les nouveaux médias
  - Citoyenneté & gouvernance : la participation citoyenne, l'accueil des réfugiés, les visites domiciliaires, le sens de la peine (ou de la prison)
- **Accroître sa politique de plaidoyer**, notamment à travers sa nouvelle collection « Regards décalés ».
  - **Développer des collaborations avec l'extérieur**, notamment en encourageant nos collaborateurs à s'engager dans des « co-écritures » avec des experts issus du monde académique ou de la société civile.
  - **Maintenir la cohérence** entre son action et les activités développées par nos autres pôles, en particulier l'Éducation permanente et les pôles Formation et Animation. La continuité entre les thèmes traités dans nos publications et les sujets abordés dans les activités de nos autres pôles doit se poursuivre également. Dans cette optique, le CPCP entend davantage organiser son travail à partir des équipes thématiques (citoyenneté, logement et lieux de vie, éducation aux médias...) que des pôles (métiers).

## 4. POLE FORMATION

### Introduction

Un citoyen est une personne responsable, capable d'esprit critique et consciente des enjeux de la société dans laquelle il évolue. La mission principale du pôle Formation est de rendre possible cette affirmation en faisant émerger et/ou consolider les conditions requises pour l'exercice de la citoyenneté. Nos formations favorisent l'acquisition des connaissances, des compétences, des valeurs, des attitudes et des comportements permettant de prendre des décisions éclairées et d'assumer un rôle actif aux niveaux local, national et international. A travers différents modules qui se veulent participatifs et ludiques, les formations en citoyenneté visent à développer la capacité de vivre ensemble de manière harmonieuse dans la société et de se déployer comme citoyen actif.

Afin d'atteindre cet objectif, le pôle formation a réalisé, en 2017, les missions suivantes :

- ☒ **Dispense de formations en citoyenneté aux stagiaires de Bruxelles Formation (lot logistique)** dans le cadre du marché public remporté en 2014. Ce marché public prenant fin en 2017, le CPCP a répondu avec succès au marché public 2018-2022 pour deux lots (Lot logistique et bureau & service).
- ☒ **Dispense de formations en citoyenneté aux stagiaires de Bruxelles Formation (lots logistique et bureau & services)** dans le cadre d'un nouveau marché public, lancé par Bruxelles Formation fin 2016, en vue de couvrir des prestations de services supplémentaires au cours de l'année 2016 et 2017. Ce nouveau marché public a amené le pôle Formation à dispenser des formations supplémentaires en 2017.
- ☒ **Renforcement du pôle formation**, à Bruxelles, par la formation d'une collaboratrice du pôle Publications, orientée vers la thématique de consommation responsable, et l'engagement de 4 nouvelles collaboratrices (3 pour Bruxelles et une à Liège) en décembre.
- ☒ **Dispense d'une formation en citoyenneté aux stagiaires de la Mission locale pour l'emploi de Saint-Josse** dans le cadre d'un marché public remporté en 2017. Cette formation de 6 demi-journées, destinée à de futurs agents de proximité et de sécurité, a eu pour objectif l'apprentissage de la démocratie, de la coopération et de l'éducation aux droits humains.
- ☒ **Mise en place de nouveaux partenariats de longue durée** : au cours de l'année 2017, le pôle Formation a mis en place de 2 nouveaux partenariats de longue durée : le SAS du Brabant Wallon pour 6 cycles (2017-2019) de 4 jours de réflexion et d'action autour de la citoyenneté des jeunes et l'Athénée Royal d'Ixelles où le pôle Formation a presté deux cycles de 7 séances dans 2 classes de 5eme secondaire. Au centre de ces cycles, notre but était de réfléchir à la place du jeune dans la société face à différents enjeux (politique, médiatique, de consommation). Ce partenariat a été renouvelé pour les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019.

- ✓ **Diversification de nos partenaires:** l'année 2017 a permis d'installer de nouveaux partenariats : le CPAS de Waimès pour une série de formations sur la consommation responsable ; le réseau Solidarité pour une journée de formation sur le système judiciaire à Liège ; l'ESN de l'HELMO pour une formation/conférence sur la nouvelle citoyenneté ; l'asbl Siréas pour deux demi-journées sur les thématiques de la consommation et du paysage institutionnel.
- ✓ **Mise en place des projets « Connexions » et « Connexions Junior » en partenariat avec l'asbl Basta Così :** L'objectif des projets « Connexions » était de (re)créer du lien chez les jeunes en leur faisant découvrir des initiatives citoyennes bruxelloises. Ces rencontres étaient filmées et ensuite diffusées sous forme de courtes capsules vidéos sur les réseaux sociaux (Youtube, Facebook, etc.). Le pôle Formation agissait en première partie de ces projets en donnant deux demi-journées de formation à un public jeune issu du milieu scolaire (une classe de rhétorique de l'Athénée Royal d'Ixelles) et du secteur associatif (AMO Atouts Jeunes et Solidarité Schaerbeek). Ce projet s'est clôturé en début d'année 2018.
- ✓ **Partenariat avec l'IHECS :** Dans le cadre du projet de fin d'étude des étudiants de Master en animation socio-culturelle et Education permanente de l'IHECS, le pôle Formation du CPCP a été sollicité comme partenaire de l'IHECS pour la réalisation d'outils pédagogiques en éducation aux médias. Les étudiants ont été accompagnés par leur professeur et les collaborateurs du CPCP dans la construction de ces outils. Ils ont eu l'occasion de les tester auprès du public du pôle Formation (un groupe de BF Logistique et une classe de l'Athénée Royale d'Ixelles). Les deux outils développés par les élèves font maintenant de notre catalogue de formation (Press'ion et Mediaquest).
- ✓ **Organisation d'une visite du Parlement européen à Strasbourg :** La dernière édition de cette visite du Parlement ayant eu lieu en 2014, le pôle Formation a réitéré l'expérience de découverte de ce haut lieu symbolique de la démocratie européenne. Un groupe de 40 personnes a bénéficié d'une intervention sur l'histoire et le fonctionnement de l'Union Européenne pour terminer par un débat sur la thématique « L'Europe est-elle à bout de souffle ? ». Lors de la visite, le groupe a eu l'occasion de visiter le Parlamentarium, de rencontrer un député européen et d'assister à une séance plénière dans l'hémicycle.
- ✓ **Cycle de formation en consommation responsable depuis 2014 à Mons :** Un partenariat entre le CPCP et l'asbl « Au four et Au moulin » a été établi en 2014 jusqu'en 2019 à raison de 2 sessions par an. Les ateliers sont basés sur les grands principes de l'alimentation saine, les enjeux systémiques de la consommation et une approche plus « écologique » de cette dernière.
- ✓ **Formation continue** des formatrices en citoyenneté qui ont suivi, en 2017, des formations professionnelles en matière de gestion d'équipe, amélioration des pratiques de formation et d'interculturalité :
  - Lire et Ecrire « *Invention de la réalité* » 19, 26 janvier, 2 et 9 février.
  - CECOM « *Prise de décision collective : un enjeu de taille pour la gestion d'équipe* » 30 et 31 janvier.
  - CAI « *De l'immigration à l'intégration : une approche interculturelle* » 3, 16 et 17 février.
  - Ancolie asbl « *Se former à former avec efficacité* » 26 janvier et 2 février.

- Bruxelles Formation Entreprise « *Comment gérer une équipe ?* », 8, 15 et 29 mai.
- ✓ **Professionnalisation du pôle Formation** : Suite à l'étude de marché conduite en 2016 et à la réflexion stratégique autour du pôle Formation, le **nouveau catalogue de formation 2017-2018** du pôle a vu le jour en 2017. Fort d'une solide structure de compétences et de nouveaux modules, ce nouveau moyen de promotion permet au pôle de continuer à se développer en 2018. Il dispose d'une structure reprenant différents pans de la citoyenneté : « le citoyen dans les coulisses d'un Etat démocratique », « le citoyen au cœur de l'Europe » et « le citoyen consomm'acteur au regard critique ». Cette professionnalisation est également passée par la rédaction systématique de fiche pédagogique complète et efficace ainsi que par la mise à jour constante de nos outils afin d'en garder la pertinence.

Nouveaux modules du catalogue mis en pratique en 2017 :

- *Les négociations climatiques* : Ce module a ainsi pour objectif de sensibiliser les participants, non seulement aux enjeux climatiques, mais aussi aux inégalités Nord-Sud.
- *Press'ion* : Press'ion est un jeu de rôles coopératif qui a pour objectif la compréhension critique des contraintes dans lesquelles est produite l'information.
- *Media Quest* : Ce module a pour objectif de conscientiser les participants aux différents modes d'analyse, d'interprétation et d'appréhension des médias et de comprendre que les théories du complot sont l'un de ces multiples modes.
- *Stéréotypes et préjugés* : un couple de faux amis : Au travers de petits exercices pratiques, les participants seront amenés à prendre du recul, débattre et interroger le fonctionnement des stéréotypes et des préjugés.

## 4.1. Objectifs, méthodologie et publics cibles

### 4.1.1. Objectif général :

L'objectif principal du pôle Formation est de redonner aux participants du sens à leur citoyenneté, de développer/renforcer des **attitudes de responsabilité** et de **participation active** à la vie sociale, économique, culturelle et politique, de leur permettre d'adopter un **regard critique** sur la société multiculturelle à laquelle ils appartiennent, et leur redonner le **goût du vivre-ensemble**.

Cet objectif général se concrétise à travers nos modules de formation en citoyenneté qui favorisent auprès de nos participants l'acquisition des connaissances, des compétences, des valeurs, des attitudes et des comportements permettant de prendre des décisions éclairées et d'assumer un rôle actif aux niveaux local, national et international.

### 4.1.2. Objectifs spécifiques

Notre objectif principal se décline en sous-objectifs, énumérés ci-dessous :

- Développer auprès des participants la connaissance et la compréhension critique des **droits de l'homme, de leur caractère universel, inaliénable et indivisible** et la nécessité de les promouvoir, les respecter et les protéger en toutes circonstances ;
- Développer auprès des participants une **connaissance critique** des réalités de la société belge, de ses fondements démocratiques et de ses valeurs ;
- Développer auprès des participants des capacités à **exprimer** leur position de manière argumentée ainsi qu'à **confronter** leurs différences de points de vue et d'opinion dans un cadre collectif et ce, de manière respectueuse ;
- Développer auprès des participants une **attitude d'ouverture et de respect** envers la diversité culturelle et les visions du monde, les convictions, les valeurs et les pratiques différentes des siennes ;
- Développer auprès des participants des **capacités d'analyse** des processus utilisés par les médias pour sélectionner, interpréter et mettre en forme l'information et des répercussions que les contenus des médias, notamment numériques, peuvent avoir sur les jugements et les comportements individuels.

### 4.1.3 Méthodologie et outils pédagogiques

Notre méthode principale repose sur le concept de **l'éducation par l'action** : « Un adulte retient 90% de ce qu'il dit en agissant et en réfléchissant »<sup>5</sup>. C'est pourquoi, la méthodologie de nos formations est axée sur la **participation active des membres du groupe** à travers l'utilisation de différents outils ludiques et dynamiques. Nos différents modules partent des **connaissances des participants, de leur niveau de langue, de leur vie quotidienne et de leurs représentations**. Une large place est également accordée aux débats d'idées et aux jeux de rôles afin de renforcer leur capacité d'écoute active, d'argumentation et d'expression publique.

La formation est également basée sur un **livret consacré à la citoyenneté**, réalisé par notre ASBL. Il fournit une base théorique et ludique à la formation, permettant à tout moment aux participants de se raccrocher à des images, des graphiques ou un texte pour faciliter sa compréhension. Ce livret se décline également sous forme d'un power point dynamique.

Afin d'ancrer nos différentes thématiques dans la réalité et de se forger leur propre opinion, l'une ou l'autre **visite citoyenne** est prévue au cours de la formation : visite d'un parlement, du Palais de Justice ou d'un projet citoyen (potager communautaire, supermarché coopératif, ateliers Mondiapolis, etc.).

---

<sup>5</sup> Myriam CANS, dans le cadre de la formation « Devenez formateur ! » proposée par Bruxelles-Formation, octobre-novembre 2013, Bruxelles.

Au CPCP, nous avons à cœur de **réévaluer constamment notre pratique**, en fonction des retours d'expérimentation, des difficultés ou opportunités qui se présentent. Notre programme de formation se veut ainsi adaptable à toute demande venant des participants (si des interrogations subsistent à l'issue d'un module) ou de nos partenaires ou encore en fonction de l'actualité. Nous débutons également chaque nouvelle séquence par un feed-back de la précédente pour ne laisser aucune question en suspens. Nous encourageons enfin les participants à trouver par eux-mêmes de l'information sur toute question qui se pose à un citoyen, via notamment les moteurs de recherche et à la soumettre à l'analyse collective.

#### 4.1.4. Publics cibles

- ✓ Nous travaillons avec des **publics fragilisés socialement et culturellement**, en processus de réinsertion sociale ou professionnelle ;
- ✓ Nous nous adressons aux **jeunes en décrochage scolaire**, fréquentant **un organisme d'aide à la jeunesse** ou **scolarisés** ;
- ✓ Les **stagiaires de Bruxelles Formation** ;
- ✓ Enfin, nous nous adressons au grand public, c'est-à-dire à **toute association** (EFT, OISP, Entreprises d'insertion, régies de quartier, AMO, etc.) **et institution de la FWB** (CPAS, missions locales, maisons de jeunes), désireuse de sensibiliser ses membres ou ses bénéficiaires à la compréhension des mécanismes régissant notre société ainsi qu'aux enjeux sociétaux.

## 4.2. Notre offre de formation

### 4.2.1. Formations en citoyenneté

#### 4.2.1.1. Notre offre de formation :

Le programme de formation se compose de 26 modules complémentaires ;

1. La dynamique de groupe
2. La citoyenneté : du concept à l'action
3. La Belgique : un État de droits et de libertés
4. Le système judiciaire
5. Des droits et des devoirs pour mieux vivre ensemble
6. Comment se porte ma Région ?
7. Le paysage institutionnel belge
8. Mes priorités politiques
9. Les couleurs politiques et le parcours d'une loi
10. Le droit de vote, en vue des prochaines élections
11. Le système de sécurité sociale : financement et organisation
12. Il était une fois l'Union européenne
13. « Si la pub le dit ... »
14. Courant d'alternatives
15. Atelier de recyclage des déchets au quotidien
16. Ma maison basse énergie
17. Les négociations climatiques

18. Les pièges dans les supermarchés
19. Face aux médias : donner un sens à l'information
20. Press'ion
21. Les réseaux sociaux
22. MédiaQuest / Théorie du complot
23. Le populisme en question
24. Stéréotypes et préjugés : un couple de faux amis
25. Conclusion et évaluation
26. Les visites citoyennes

#### 4.2.1.2. Formations dispensées en 2017

##### A. Formations en citoyenneté : 10 formations en partenariat avec 9 organismes dont 4 nouveaux.

Organisme	Lieu	Date	Public	Thématiques	Nombre d'heures
Athénée Royal d'Ixelles	Ixelles	24/02, 09/03, 17/03, 21/03, 21/04, 28/04, 10/05	2 classes d'élèves de l'ARI entre 16 et 21 ans.	Citoyenneté du concept à l'action, des droits et devoirs pour mieux vivre ensemble, la Belgique : un Etat de droit et de libertés, le droit de vote, le paysage institutionnel belge, comment se porte ma région ?	42
Mission locale de St-Josse	St-Josse	15/03, 21/03, 28/03, 07/06, 20/06, 21/06	13 adultes en formation « Agent de sécurité et de proximité »	La dynamique de groupe, La citoyenneté : du concept à l'action, Les piliers du système démocratique, La Belgique : un Etat de droits et de libertés, Le fonctionnement des institutions belges, comment se porte ma région ?, mes priorités politiques, ambassadeur de ma commune, le droit de vote et le parcours d'une loi, le système judiciaire	24
CPAS Waimes	Waimes	11/04, 09/05, 13/06, 12/09	Bénéficiaires du CPAS et du service de médiation de dettes	La dynamique du groupe, focus sur les techniques de marketing, mon supermarché idéal,	12

				comment se nourrir mieux et à moindre coût ?	
SAS Brabant Wallon	Wavre	02/10, 17/10, 18/10, 19/10, 20/10	Jeunes entre 14 et 18 ans	Citoyenneté du concept à l'action, Stéréotypes et préjugés : un couple de faux amis, les réseaux sociaux, le système judiciaire, si la pub, capsule vidéo et évaluation finale	24
ESN HELMo	Liège	26/04	Etudiants de l'HELMo et étudiant en échange universitaire	Nouvelle citoyenneté et citoyenneté européenne	2
Solidarité Liège	Liège	25/04, 28/04	8 jeunes entre 16 et 25 ans	Le système judiciaire	5
Siréas (centre de formation en bureautique)	Bruxelles	21/09	Adultes en réinsertion professionnelle	Si la pub le dit...	2
Siréas	Bruxelles	26/09	Adultes en réinsertion professionnelle	Formation en citoyenneté	2
Commune de Chaudfontaine	Chaudfontaine	22/11	Groupe d'enfants du Conseil communal des enfants de Chaudfontaine	Sauvons la planète, Consomania	3
EFT « Au four et au moulin »	Mons	16/03, 23/03, 28/03, 30/03, 20/04, 25/04, 27/04, 04/05,	Adultes en formation dans les secteurs de la vente et de la boulangerie	Les effets des aliments sur le corps, le gaspillage alimentaire et ses conséquences environnementales, les problèmes liés à la consommation de viande, et si on lisait les	63

		11/05, 18/05, 12/10, 19/10, 26/10, 09/11, 14/11, 16/11, 21/11, 23/11, 30/11		étiquettes ? les additifs et leurs fonctions, le second cerveau, le marketing et les allégations publicitaires, être un consommateur responsable dans le secteur alimentaire, alimentation d'aujourd'hui et du futur, échanges de recettes et préparation du menu, préparation du repas et dégustation	
<b>TOTAL</b>					179

**B. Formations en citoyenneté – Projet Connexions et Connexions Junior en partenariat principal avec l'asbl Basta Così et 3 autres partenaires.**

<b>Organisme</b>	<b>Lieu</b>	<b>Date</b>	<b>Public</b>	<b>Thématiques</b>	<b>Nombre d'heures</b>
Athénée Royal d'Ixelles	Ixelles	20/01, 15/02	Jeunes entre 16 et 19 ans	La dynamique de groupe, La citoyenneté du concept à l'action, Mes priorités politiques, Courant Alternatives, Jeune, participation et école idéale, Journal télévisé, réseaux sociaux, stéréotypes, liberté d'expression.	15
AMO's-Solidarcité Schaerbeek	Schaerbeek	27/10, 03/11, 14/11	Jeunes entre 16 et 19 ans	La dynamique de groupe, citoyenneté du concept à l'action, Democracy, citoyenneté : synthèse et action	8,5
AMO Atouts Jeunes	Molenbeek	11/10, 14/10, 8/11	Jeunes entre 16 et 19 ans	Gestion des déchets au quotidien, stéréotypes et préjugés : un couple de faux amis, visite télé-service	6

<b>TOTAL</b>					14.5
--------------	--	--	--	--	------

**C. Formations en citoyenneté - Bruxelles Formation : 18 formations à destination d'environ 200 stagiaires**

<b>Groupe</b>	<b>Dates</b>	<b>Nombres d'heures</b>
G61	Janvier 2017	24
G62	Janvier 2017	24
MR1	Janvier 2017	24
G1THBC	Février 2017	24
G72	Mars 2017	24
G70	Mars 2017	24
G2THBC	Avril 2017	24
MR2	Mai 2017	24
G76	Juin 2017	24
MR3	Juillet 2017	24
G77	Aout 2017	24
MR4	Aout 2017	24
G3THBC	Septembre 2017	24
G80A	Octobre 2017	24
G82	Octobre 2017	24
G88	Octobre-novembre	24
MR5	Novembre	24
G4THBC	Novembre-décembre	24
<b>TOTAL</b>		<b>432</b>

**B.1. Introduction**

Cela fait maintenant 10 ans que le CPCP collabore avec Bruxelles Formation. En 2014, Bruxelles Formation a renouvelé son marché public auquel nous avons répondu et dont nous avons remporté le lot « BF Logistique » pour une durée de 3 ans, renouvelable chaque année moyennant une évaluation positive. Suite à l'évaluation positive fin 2016, Bruxelles Formation a décidé de reconduire la convention pour l'année 2017 qui est donc la dernière année du marché public de 2014. Le CPCP a répondu avec succès au nouveau marché public pour deux

lots « BF Logistique » et « BF Bureau & Services » de 2018 à 2021 renouvelable chaque année selon les mêmes modalités que le précédent.

Suite au nouveau marché public lancé par Bruxelles Formation en raison de l'augmentation globale de leurs activités en 2016 et remporté par le CPCP, nous avons eu, en 2017, de nouveau l'occasion de prester des formations supplémentaires pour les lots logistique et bureau & services.

## **B.2. Objectifs :**

- **Actualiser/développer les connaissances des stagiaires sur :**
  - L'histoire de la Belgique, le contexte de la naissance de la Belgique ;
  - L'histoire de la lutte pour le suffrage universel et la reconnaissance de la langue flamande ;
  - Le fonctionnement de la démocratie belge (droit de vote et représentation politique) ;
  - L'évolution de la fédéralisation de l'État belge ;
  - La situation socio-économique et démographique de la Région de Bruxelles-Capitale ;
  - Les nouveaux enjeux de la société (développement durable, médias, mobilité, logement, diversité) ;
  - Le rapport à la loi : droits et devoirs des citoyens.
  
- **Acquérir des compétences transversales (savoir-être, savoir-faire) :**
  - Savoir se comporter dans un groupe, dans la société et dans l'entreprise ;
  - Comprendre les mécanismes de négociations ;
  - Développer un esprit de synthèse ;
  - Développer sa capacité d'argumentation ;
  - Adopter un esprit critique face à la société et à l'information.

## **B.3. Publics :**

Les sessions sont dispensées à des stagiaires en logistique (chauffeurs de poids lourds, bus/cars, dispatchers, aides-magasinières et caristes), ainsi qu'à des stagiaires en bureau & services (employés administratifs et agents comptables). Les groupes sont constitués d'environ 15 ou 8 stagiaires.

## **4.3. Perspectives 2018**

En 2018, nous continuerons à proposer **toute notre gamme actuelle** de formations avec les spécificités suivantes :

### **Formations destinées au secteur associatif-privé/Bruxelles Formation :**

- A partir de juin 2017, le pôle Formation s'est attelé à répondre au nouveau

**marché public de Bruxelles Formation couvrant la période 2018-2021.** Nous avons cette fois postulé pour deux lots que nous avons remportés : **lot Logistique et lot Bureau & Services.** Ce marché public nous permettra de réaliser 18 sessions de 3 jours chez BF Logistique par an et 3 fois 3 jours d'atelier citoyen chez BF Bureau & Service. Ce marché public est reconductible durant 3 ans suite à une évaluation annuelle.

- Nous avons également l'intention de répondre à certains **appels à projets** afin de diversifier nos publics. Le pôle Formation a ainsi déjà répondu, en ce début d'année 2018, à un appel à projet. Le premier de la Fédération Wallonie-Bruxelles « **Démocratie et activités citoyennes** » pour lequel nous avons introduit un projet sur la thématique du système judiciaire « **la Justice à la barre** ». Le public visé est essentiellement scolaire. Ce projet poursuit deux objectifs principaux. D'une part, développer les connaissances et inciter la réflexion des élèves sur la structure du système judiciaire, dans un Etat démocratique. D'autre part, (re)donner aux élèves du sens à leur citoyenneté, encourager/renforcer des attitudes de responsabilité et de participation active à la construction d'une société démocratique et leur permettre de développer un regard informé, à la fois critique et constructif, sur la société à laquelle ils appartiennent. Une réponse est attendue pour aout 2018.
- Depuis quatre ans, le pôle Formation s'intéresse vivement au **parcours d'accueil des primo-arrivants.** Aujourd'hui, le parcours d'accueil des primo-arrivants est obligatoire tant bien à Bruxelles qu'en Wallonie. Le pôle Formation n'a pas manqué de se tenir informé de l'actualité auprès des autorités compétentes. Nous prévoyons de continuer cette démarche en 2018 à travers divers contacts avec les opérateurs de première ligne en vue d'élaborer de nouvelles collaborations, notamment avec l'asbl MFSO, mais également en poursuivant nos contacts avec les différents CRI et plus particulièrement le CRIPEL.
- En 2018, le pôle Formation continue la **mise en place de partenariat de longue durée** avec des partenaires issus de collaboration passée. Le pôle Formation continue de travailler avec **l'Athénée Royale d'Ixelles** et va mettre en place un projet citoyen au sein de cet établissement pour l'année scolaire 2018-2019. Le **SAS du Brabant Wallon** continue d'être un partenaire jusqu'en 2019. Nous avons d'ailleurs commencé l'année 2018 avec une semaine citoyenne à leur côté. A Mons, **l'asbl Au Four et au Moulin** continue également à faire appel à nos services jusqu'en 2019 pour des formations en consommation responsable.
- Le pôle formation répondra également aux **demandes ponctuelles d'organismes** intéressés par une formation citoyenne. Lors du premier trimestre 2018, plusieurs organismes nous ont ainsi déjà contactés. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer **Solidarité Liège, Solidarité Ottignies, le CPAS de Waimes, le Service international de la Province de Namur, etc.**

- Parallèlement, le pôle Formation continue en 2018 sa **professionnalisation** par une **réflexion stratégique** sur le devenir du pôle, à un ciblage de (nouveaux) partenaires sur toute la Fédération Wallonie-Bruxelles, un nouveau programme de formation et un nouveau catalogue de formation. Cet objectif s'accompagne d'une série de points d'attention (grille des prix, cadastre des institutions, fiches programme, compilation des données fournies par les évaluations des participants et partenaires, mindmap, nouveaux modules et mise à jour des outils).
- Depuis 2015, le CPCP a **étendu son pôle Formation** à deux autres antennes (Namur et Liège). Un collaborateur par antenne a dès lors été désigné, formé et outillé en vue de pérenniser la formation citoyenne sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En 2018, le CPCP compte 8 formateurs avec l'arrivée et la formation de 5 nouvelles collaboratrices à Bruxelles, Liège et Mons. Tous les formateurs ont acquis et continuent à acquérir de **solides compétences en matière de pédagogie et de didactique au travers de plusieurs formations spécifiques** : animation de groupes, pédagogie, interculturalité et éducation à la citoyenneté. Voici un aperçu des formations que suivront les collaborateurs en 2018 : Formations Formapef « Devenez formateur » et ou encore « Se former et former avec efficacité » de l'ASBL Ancolie ; « Éduquer à la citoyenneté mondiale et solidaire, l'autre façon de s'engager » donnée par ITECO ; et une série de formations pour des outils pédagogique précis.
- Enfin, au vu du succès du projet « objectif élections 2014 », le CPCP réitère sa démarche en vue des élections communales de 2018 et des élections fédérales-régionales et européennes de 2019 à travers **un projet « Objectif élections 2018-2019 »**. 2017 a été une année charnière dans la préparation de ce projet 2018 en est l'année de mise en action.

# 5. CENTRE D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

## INTRODUCTION

Dans le cadre de la convention 2014-2017, l'équipe du centre d'archives du CPCP avait principalement mis l'accent, en 2016, sur la poursuite de la professionnalisation des pratiques archivistiques et par le développement des nouveaux canaux de valorisation et de communication.

L'année 2017 témoigne d'une continuité par la poursuite de la professionnalisation des pratiques archivistiques. En effet, un projet de première importance a été mené à bien : l'acquisition et la mise en place d'un logiciel de description, gestion et de consultation électroniques des fonds et collections. Par ailleurs, un état des fonds et collections du centre d'archives et de documentation du CPCP, instrument de travail indispensable, a été mis sur pied.

L'année 2017 a également été marquée par un important travail de prospection d'archives de personnalités sociales-chrétiens et/ou démocrates-humanistes ainsi que par l'inventorisation de plusieurs nouveaux fonds.

Enfin, sur le plan des ressources humaines, le centre d'archives et de documentation du CPCP a vu ses effectifs se réduire. En effet, Oriane Ondel a quitté ses fonctions au mois de novembre. Fin 2017, l'équipe des archivistes se compose donc de Marie-Cerise Fivet (coordinatrice et responsable administrative) et de Thomas Smets (responsable scientifique).

## 5.1. BILAN DES ACTIVITÉS LIÉES À LA CONVENTION 2014-2017

### 1. Adapter le comité scientifique à la finalité de gestion des archives

Fin 2017, la composition du comité scientifique a été légèrement modifiée suite à l'annonce des démissions de Laurent de Briey et Quentin Martens. Cet état de fait nous poussera en 2018 à lancer une campagne de recrutement de nouveaux membres pour le comité.

### 2. Faire définir par son comité scientifique un véritable plan de travail

Comme chaque année, les membres du comité scientifique ont avalisé les différentes actions entreprises et les projets envisagés par les archivistes lors de la réunion du 7 septembre 2017. Auparavant, le comité scientifique avait été tenu au courant des différents projets menés par le CAD par le biais d'emails.

### 3. Procéder à l'engagement d'un historien titulaire d'un diplôme à finalité archivistique ou disposant d'une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans ce domaine, par le biais d'un recrutement public

Ce point est respecté depuis le mois de novembre 2014 (cf. rapport de la même année).

Jusqu'à fin novembre 2017, la composition de l'équipe du Centre d'Archives et de Documentation était la suivante :

- ✓ Marie-Cerise Fivet, historienne-archiviste, responsable administrative, employée à temps plein ;
- ✓ Thomas Smets, historien-archiviste, responsable scientifique, employé à temps plein ;

- ✓ Orianne Ondel, historienne-archiviste, employée à temps-plein ;
- ✓ Marie-Noëlle Mignon, employée à 1/5 temps au CAD.

#### **4. Procéder à un travail de rationalisation de la nature des fonds conservés et du traitement archivistique des fonds d'archives**

En 2017, cette mission n'a pas été prioritaire étant donné qu'elle a été traitée abondamment les années précédentes (cf. rapports 2014, 2015 et 2016).

Le travail de rationalisation a désormais lieu en amont, dès le traitement de nouveaux fonds.

#### **5. Mettre en place une démarche de professionnalisation des pratiques archivistiques**

Nous ne relevons ici que les démarches de professionnalisation réalisées en 2017.

##### **État des fonds et collections**

En matière de professionnalisation de nos pratiques archivistiques, une des réalisations importantes de cette année est la mise en place d'un état de nos fonds et collections.

Ce document de travail assez volumineux compile les différentes descriptions générales de nos fonds. Il permet à tout un chacun, en un rapide coup d'œil sur la table des matières, de constater les fonds que nous conservons. Pour chacun des fonds inventoriés, nous mettons en lumière diverses informations dont l'importance matérielle, l'histoire du producteur et des archives, le mode de classement ou encore les instruments de recherche. Pour les fonds non-inventoriés à l'heure actuelle, nous donnons quelques éléments d'informations permettant d'éclairer le lecteur.

L'État des fonds et collections a été mis en ligne sur notre site Internet<sup>6</sup> et il a été envoyé à une série de professeurs d'université en histoire et en sciences politiques. Ce document de travail est mis à jour à chaque fois qu'un nouveau fonds d'archives est terminé et il est réédité sur notre site tous les ans.

##### **Logiciel de gestion et description archivistique**

En 2014, un groupe de travail a été créé spontanément par les différents centres d'archives privées de la Fédération Wallonie Bruxelles ainsi que le Carhif. Le CAD a rejoint le groupe fin de l'année 2015 et a ensuite participé de façon active à l'ensemble des réunions. L'objectif de ce groupe de travail était la mise en place d'un cahier des charges en vue d'acquérir un logiciel de description, gestion et consultation électroniques des fonds et collections. Ne possédant aucun logiciel, le CAD a vu dans ce groupe de travail l'opportunité de consolider son processus de professionnalisation.

Parallèlement, le groupe de travail avait demandé à l'Association des Archivistes Francophones de Belgique (AAFB), ORUA des centres d'archives, de faire part de sa démarche et du « dossier Pallas » auprès de la Ministre de la Culture à l'occasion d'une rencontre le 23 juin 2016. En juillet, des délégués du groupe de travail ont également rencontré Daphnée Bourgoing, attachée au cabinet de la Ministre. Il ressort de ces différentes entrevues un octroi d'une subvention extraordinaire de 5.500 € à chaque centre d'archives privées subventionné par la FWB pour acquérir un nouveau logiciel et quitter Pallas, le cas échéant.

Le cahier des charges a été achevé en septembre 2016 et le Centre d'Archives et de Documentation du CPCP a lancé un appel d'offre par marché public le 24 octobre 2016 auprès de huit sociétés. Suite aux présentations en mars 2017 des divers logiciels proposés, le choix final a été acté mi-juin 2017. Le

---

<sup>6</sup> L'état des fonds et collections du CAD est téléchargeable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.cpcp.be/nos-metiers/centre-archives-documentation/fonds-archives>.

prestataire choisi par les archivistes du CPCP est *IdéesCulture*<sup>7</sup> qui développe le logiciel *CollectiveAccess*.

Les 19 et 20 septembre 2017, l'équipe du CAD a suivi la formation « utilisateurs » portant principalement sur le paramétrage du logiciel et l'apprentissage de la saisie des données.

La formation « administrateurs », quant à elle, a eu lieu les 17 et 18 octobre 2017. Elle a porté surtout sur les modes de recherche et les fonctionnalités avancées. Nous sommes actuellement en phase de lancement de l'interface publique du logiciel.

Voici les principales fonctionnalités du nouveau logiciel de description et gestion archivistique acquis par le CAD<sup>8</sup> :

- ✓ Catalogage et encodage des données : gestion poussée des droits d'utilisateurs, intégration de thésaurus, hiérarchisation des descriptions, diverses fonctionnalités de recherche, intégration de fichiers liés...
- ✓ Gestion des fonds et collections : gestion des dons et dépôts, gestion des consultations, localisation et gestion des espaces de stockage, création d'une série de rapports sous différentes formes et avec différents contenus (inventaires, statistiques, éditions), système de workflow prévoyant des outils de validation des descriptions encodées par certains types d'utilisateurs ou par des utilisateurs spécifiques, ...
- ✓ Interface publique : le catalogue en ligne permet au lecteur un accès aisé à l'information contenue dans la base de données.

### **Ordinateur à disposition des lecteurs**

Parallèlement à l'acquisition d'un logiciel de gestion et description archivistique, nous avons installé un ordinateur dans nos locaux. Ce dernier permet aux lecteurs qui le désirent d'effectuer des recherches sur l'interface publique du logiciel ou de consulter les inventaires en format PDF.

## **6. Elaborer un véritable plan de classement général**

Pour rappel, le plan de classement général des archives a été réalisé en novembre 2014 et avalué en décembre de la même année par les Archives de l'UCL. Depuis, il s'est enrichi et a subi quelques transformations, surtout au niveau de la cotation générale des fonds. Le sigle « BE » a notamment été ajouté au début de chaque cote, selon la norme.

## **7. Assurer un meilleur environnement de travail du personnel et des lecteurs par un élargissement rapide de la surface de stockage et par une délocalisation des fonds inventoriés vers ces nouveaux locaux**

En octobre 2015, la salle de conservation des archives du CPCP a été transférée dans une pièce située au sous-sol et le local initial a été séparé en deux : un espace pour les lecteurs et un espace de tri.

Pour rappel, quelques ajouts depuis 2016 ont permis d'améliorer l'environnement de travail, du personnel et des lecteurs :

- ✓ Accès au wifi dans la salle de lecture ;

---

<sup>7</sup> <http://www.ideesculture.com/>

<sup>8</sup> Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site web du logiciel : <http://www.collectiveaccess.org/features>.

- ✓ Mise en place de deux grands plateaux de tri afin de pouvoir travailler à deux sur un même fonds ou simultanément sur deux fonds différents ;
- ✓ Remplacement de la table d'un des employés par un véritable bureau, identique à ceux des deux autres archivistes ;
- ✓ Acquisition d'une imprimante Brother MFC-91 40CDN, laser couleur, 3 en 1 (impression, photocopie, scan). Elle répond aux normes pour une numérisation de formats inférieurs ou équivalents à de l'A4 ;
- ✓ Installation d'un pc lecteur ;
- ✓ Service de nettoyage du bureau des employés et de la salle des lecteurs.

## **8. Poursuivre la prospection d'archives auprès des instances du parti, des cabinets ministériels, des mandataires et des membres**

En 2017, nous nous sommes beaucoup concentrés sur notre mission de prospection d'archives et en particulier sur la recherche d'archives d'anciennes personnalités du PSC et du cdH.

Nous avons commencé par enrichir considérablement notre listing des personnalités PSC/cdH. Celui-ci contient dorénavant environ 200 noms (anciens ministres, députés, sénateurs, bourgmestres...) pour une centaine auparavant. Parallèlement, nous avons réalisé un long travail de recherche de personnes de contact car de nombreuses personnalités référencées dans ce listing sont décédées.

Nous avons ainsi pu envoyer plus de 100 courriers et e-mail pour un résultat qui, à l'heure actuelle, nous satisfait puisque 11 fonds d'archives ont pu être acquis et nous avons obtenu un accord de principe pour le versement de 12 autres fonds.

Parallèlement, nous avons lancé une nouvelle campagne de prospection d'archives auprès des différents arrondissements. L'objectif premier était de pouvoir clôturer la collecte des archives PSC de ces différents arrondissements. Nous avons donc envoyé un mail au mois de juin aux différents présidents. À l'heure actuelle, nous n'avons eu un accord de principe que de la part des arrondissements de Marche et Verviers.

## **9. Multiplier les contacts et collaborations scientifiques**

### **Magazine *Contact***<sup>9</sup>

En janvier 2017, nous avons été contactés par Francis Lannoy, président du magazine *Contact*, qui désirait visionner l'interview de Magdeleine Willame-Boonen que le centre d'archives du CPCP a réalisé en 2015. Son intention était de réaliser un article relatif à la commission parlementaire sur le génocide au Rwanda dont faisait l'intéressée était membre. Cet article est paru dans le numéro 46 de la revue au printemps 2017.

### **Revue *Contemporanea***

En mai 2017, dans un objectif de promotion, le CAD a rédigé un article pour le périodique trimestriel de l'ABHC (*Contemporanea*). L'objectif de ce premier article était de présenter le centre, ses différentes missions et les fonds d'archives que nous conservons.<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> Journal de l'association des descendants de Jean Lannoy (1834-1920)

<sup>10</sup> L'article du CPCP pour la revue *Contemporanea* est disponible à cette adresse : <http://www.contemporanea.be/fr/publicatie/contemporanea-4>

L'ABHC met en relation les universités, les centres d'archives, les centres de recherche et le monde académique en général. Cet article devrait donc nous permettre de faire connaissance et d'interagir avec d'autres centres et historiens.

### **Magazine *Wilfried***

En septembre 2017, nous avons été contactés par le magazine politique *Wilfried*.

Dans le cadre d'une rubrique consacrée aux anciennes personnalités politiques belges, nous avons effectué un prêt de photographies de figures du PSC.

### **Stagiaire**

Pour la deuxième fois, en collaboration avec la section Histoire de l'UCL, nous avons accueilli un stagiaire de 2<sup>e</sup> master en finalité archivistique. L'idée de départ était de lui donner un fonds de petit métrage et assez simple à inventorier afin que l'étudiant puisse réaliser l'inventaire dans son entièreté et appréhender les différentes étapes : tri, classement et cotation, DGF. L'objectif était aussi de l'introduire à d'autres activités du CAD : il a donc participé avec nous à une réunion de préparation d'exposition et à tenu la caméra lors de l'interview d'une personnalité sociale-chrétienne.

### **KADOC**

Sur leur invitation, nous nous sommes rendus au KADOC le 22 août 2017 pour une rencontre et une visite de leurs locaux. Nous avons été reçus par Godfried Kwanten, directeur de l'unité de gestion et de conservation, qui nous a présenté le centre et ses outils de recherche. S'en est suivi un échange sur nos manières respectives de fonctionner et sur les différences dans la politique menée au nord et au sud du pays pour le secteur des archives. Nous avons également assisté à une démonstration de la banque de données collaboratives ODIS et de leur catalogue de recherche LIMO. Ultérieurement, nous avons reçu un login pour pouvoir explorer ODIS et leur faire parvenir nos commentaires éventuels.

### **Séminaires**

En 2017, le centre d'archives s'est associé avec Anne Roekens (professeur à l'UNamur) et Cécile Vanderpelen (professeur à l'ULB) dans le cadre de deux séminaires relatifs à la seconde guerre scolaire. Cette association a permis la visite d'une dizaine d'étudiants en histoire au sein de nos locaux.

## **10. Poursuivre la réalisation d'une présentation synthétique et unifiée des inventaires et des catalogages ou bibliographies raisonnés, uniformisés et informatisés**

Pour répondre à cette mission, les archivistes du CAD avaient créés un modèle d'inventaire Word. Celui-ci permettait d'homogénéiser et systématiser la mise en page des inventaires.

Depuis l'acquisition du logiciel de gestion et description archivistique, l'homogénéisation se fait automatiquement lors de l'encodage des données.

## **11. Assurer, dans la mesure du possible, le transfert des originaux sur des supports adéquats, selon les priorités définies par l'état de conservation et les qualités intrinsèques des documents, y compris par numérisation**

Le CAD poursuit la numérisation de sa collection photographique entamée en 2016. En 2017, 1016 photographies ont été numérisées selon des normes standards<sup>11</sup>. Celles-ci concernent les

---

<sup>11</sup> Fichier TIFF pour la conservation, fichier JPEG pour la valorisation et la mise en ligne, 300 dpi pour les formats supérieur à 13x9 cm, 400 dpi pour les formats égaux ou inférieurs à 13x9 cm.

personnalités politiques suivantes : Pierre Nothomb, Marcel Plasman, Paul de Stexhe, Charles Van De Put, Georges Gramme, Pierre Mainil et Joseph Michel.

La collection s'agrandissant régulièrement, une nouvelle politique de numérisation a été mise en place pour empêcher qu'un trop grand retard ne s'accumule : dès qu'un fonds est inventorié, les photographies s'y rapportant sont numérisées.

## 5.2. BILAN DES ACTIVITÉS HORS CONVENTION

### 1. Fonds d'archives collectés en 2017

En 2017, douze nouveaux fonds, estimés à 7,08 m.l., et quatre enrichissements d'anciens fonds, estimés à 2 m.l. et 40,28 Go, ont été acquis dans le cadre de conventions de dons. En versements réguliers d'archives électroniques<sup>12</sup>, environ 8 Go peuvent être ajoutés au stock de données conservées. En ce qui concerne les archives audiovisuelles, l'interview de Clotilde Nyssens réalisée en mars 2017 pèse 98,8 Go.

### 2. Fonds d'archives inventoriés en 2017

En 2017, les archivistes du CPCP ont inventoriés 13 fonds, c'est-à-dire l'équivalent de 11,32 m.l. d'archives.

### 3. Logiciel de description, gestion et consultation électroniques des fonds et collections

#### Rétroacte

Le centre d'archives du CPCP a lancé un appel d'offre par marché public le 24 octobre 2016 auprès de huit sociétés. Nous avons reçu cinq offres à la date butoir du 16 décembre 2016 en provenance d'*Axiell*, *Brudisc*, *JLB Informatique*, *Naoned* et *IdéesCulture*.

Suite aux présentations en mars 2017 des divers logiciels proposés, le choix final a été acté mi-juin 2017. Le prestataire choisi par les archivistes du CPCP est *IdéesCulture* qui développe le logiciel *Collective Access*.

#### Formations

L'équipe du centre d'archives du CPCP s'est formée à l'utilisation du nouveau logiciel par le biais de deux formations :

- Formation « utilisateurs » : 19 et 20 septembre 2017 ;
- Formation « administrateurs » : 17 et 18 octobre 2017.

#### Actions

Dès fin septembre 2017, nous avons débuté l'encodage sur le logiciel des fonds réalisés précédemment sur Word. À ce jour, 22 fonds d'archives et deux collections photographiques (336 photos) ont déjà été encodés. Dorénavant, il va de soi que tout nouveau fonds est directement inventorié par le biais de l'interface professionnelle du logiciel.

---

<sup>12</sup> Les versements réguliers d'archives électroniques concernent, entre autres, les revues de presses, les communiqués et conférences de presse du cdH, des groupes parlementaires et des cabinets ministériels cdH, ainsi que les documents de travail du CEPESS.

#### **4. Accueil des chercheurs et visiteurs**

En 2017, nous avons géré 47 demandes de consultation. Ce nombre correspond tant aux personnes venues sur place et qu'aux demandes traitées par téléphone ou par courrier électronique.

Les données restent similaires aux années précédentes : 48 demandes pour 2014, 40 demandes pour 2015 et 43 demandes pour 2016.

#### **5. Visibilité du CAD**

##### **Réseaux sociaux**

###### **➤ Page Facebook**

Fin décembre 2017, notre page Facebook compte 141 adhérents. Nous l'alimentons à raison d'une publication toutes les deux semaines en moyenne. Pratiquement chaque publication est accompagnée d'un visuel qui la rend davantage perceptible dans un fil d'actualité.

[www.facebook.com/cpcparchives](http://www.facebook.com/cpcparchives)

###### **➤ Chaîne YouTube**

Les archivistes continuent d'utiliser la chaîne Youtube afin de développer la visibilité du centre d'archives. En effet, une nouvelle vidéo thématique a été postée le 3 mars 2017 à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme.

<https://www.youtube.com/CADduCPCP>

##### **Newsletter**

En 2017, le centre d'archives du CPCP a continué d'envoyer sa newsletter trimestrielle à environ 700 personnes. Chacune présente une rétrospective des activités et nouveautés ayant eu lieu depuis la dernière newsletter reçue. Nous y faisons aussi la promotion de certains événements en lien avec le secteur.

Par ailleurs, le 12 décembre 2017, nous avons réalisé une newsletter spéciale suite à l'annonce du décès de Philippe Maystadt.

#### **6. Valorisation des archives**

##### **Vidéos thématiques**

En 2017, nous avons mis en ligne sur notre chaîne *Youtube* une nouvelle vidéo thématique à l'occasion de la Journée internationale de la Femme. Il s'agit d'une vidéo intitulée « Ceci n'est pas du féminisme ». Les anciennes mandataires interviewées, mais aussi leurs homologues masculins, témoignent de leurs expériences et observations, de la difficulté des femmes à se faire une place en politique, des méthodes envisagées pour améliorer la situation, des différents combats de terrain menés, de l'évolution – positive ou négative – des réalités, depuis les années 1950 jusqu'à aujourd'hui.

###### **« Étude du CAD »**

En matière de valorisation des archives, nous continuons notre projet de publication d'une étude annuelle tournant autour de certaines de nos archives. En décembre 2017, la publication intitulée « Le communisme, voilà l'ennemi ! » a été publiée.

## **7. Formations**

### **Colloque KBR : « Inside the user's mind »**

Ce colloque du 22 février 2017 avait pour thématique les pratiques et les besoins numériques des utilisateurs dans les centres d'archives et les bibliothèques. Il était axé sur les résultats du projet MADDLAIN (KBR, AGR, Cegesoma) et sa confrontation à d'autres projets et actions.

### **Formations AAFB**

Le 31 mars 2017 a eu lieu une journée de formation à propos de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel. Elle a été l'occasion de procéder à des analyses, des interrogations et des échanges sur le cadre juridique, sur les exceptions liées aux services d'archives et sur les principes et obligations auxquels nous sommes tenus. Cette formation a permis d'alimenter notre réflexion sur la convention de don propre au CAD, sur les personnes qui pourront encoder dans notre logiciel et les obligations auxquelles elles seront tenues, ou encore sur quelle politique mettre en place pour la copie et la reproduction de nos archives.

Le 18 mai 2017, nous avons également participé à une journée consacrée à la réforme des APE.

### **Journée internationale des archives : colloque « Archives, citoyenneté et interculturelisme »**

Nous avons participé, le 8 juin, au colloque organisé par l'AAFB au Parlement wallon. Cette journée interdisciplinaire a permis la confrontation des réalités entre les journalistes, les politiques et les historiens.

## **5.3. PLAN D'ACTION 2018**

Afin de baliser ses projets en 2018 et dans un souci d'efficacité accrue, le centre d'archives du CPCP a établi un plan d'action, tel que décrit ci-dessous. Il va de soi que parallèlement aux objectifs spécifiques poursuivis en 2018, nous continuerons à assurer nos missions traditionnelles (accueil des chercheurs, archivage électronique, gestion administrative, ...).

### **1. Prospection**

- Fonds de personnalités sociales-chrétiennes et/ou démocrates-humanistes : les archivistes vont poursuivre les appels et mails suivant le listing de 201 personnes enrichi en 2017. Nous axerons notre recherche principalement sur les archives pour lesquelles nous avons déjà reçu un accord de principe (Jean Sondag, Oscar Behogne, Melchior Wathelet, ...);
- Archives de la campagne électorale 2018 : en prévision des élections communales d'octobre 2018, le centre d'archives du CPCP prendra contact avec les candidats et les différents chefs de campagne du parti afin de rassembler et de collecter les documents produits (affiches, programmes, résultats, comptes-rendus, ...);
- Fonds d'arrondissement : malgré différentes initiatives prises en 2017, nous n'avons pas obtenu les résultats escomptés. Nous continuerons donc les prises de contact avec les présidents des

arrondissements du parti dans l'objectif de pouvoir au moins clôturer la prospection de la partie PSC de ces composantes du parti ;

- Mémoire orale : les archivistes réaliseront une interview en 2018 qui viendra enrichir notre collection de témoignages de personnalités sociales-chrétiennes et/ou démocrates-humanistes.

## **2. Inventorisation**

- En 2018, les archivistes procéderont à l'inventorisation d'au moins trois nouveaux fonds.
- En 2018, les archivistes procéderont au remaniement et/ou à l'enrichissement d'au moins deux fonds.

## **3. Logiciel**

Il va de soi que, dorénavant, les nouveaux fonds sont directement inventoriés par le biais de l'interface professionnelle du logiciel de description archivistique.

- En 2018, les archivistes continueront à encoder les anciens fonds réalisés sous Word.
- Nous adapterons le graphisme de l'interface publique du logiciel de description, gestion et consultations électroniques des fonds et collections afin de le rendre le plus attractif et intuitif possible pour les visiteurs.
- Une fois l'adaptation graphique de l'interface publique terminée, les archivistes entameront une campagne de promotion de cette dernière.

## **4. Numérisation**

- En 2018, les archivistes continueront à pérenniser leur collection photographique par le biais de la numérisation.

## **5. Valorisation**

- Nous profiterons du logiciel pour lancer un projet d'expositions virtuelles. En 2018, nous aimerions en réaliser deux :
  - ✓ La problématique des Fourons ;
  - ✓ La deuxième guerre scolaire : une guerre en images.
- Si le parti organise une journée des nouveaux membres et mandataires en 2018, nous avons pour projet de réaliser une exposition photographique relative aux congrès du PSC.
- Comme chaque année depuis 2015, nous publierons un nouveau numéro des « Études du CAD » qui portera sur la thématique de la seconde guerre scolaire.

## **6. Newsletter**

- Afin d'atteindre le maximum de personnes susceptibles d'être intéressées par nos fonds et collections, nous avons pour projet d'enrichir notre mailing list.
- Nous comptons ajouter sur notre site internet la possibilité de s'inscrire à notre newsletter.
- Pour développer l'attractivité de la newsletter, nous allons mettre en place une nouvelle rubrique intitulée « Coup de projecteur » qui nous permettra de mettre en lumière un dossier d'archives sur une thématique pour laquelle nous conservons de nombreux documents.

## **7. Comité scientifique**

- Vu la démission de deux de nos membres (Quentin Martens et Laurent de Briey), les archivistes du centre d'archives du CPCP vont prendre contact avec diverses personnes susceptibles d'être intéressées pour intégrer notre Comité scientifique. Nous chercherons aussi bien des personnes du monde politique que des personnes du monde académique.

## **8. Conditions d'accès, de reproduction et d'utilisation**

- Les règles de consultation et de reproduction doivent être développées au vu de l'utilisation très fréquente de l'appareil photo de la part des lecteurs. Par exemple, nous pensons à établir une brève convention dans laquelle le lecteur s'engage à citer ses sources et à ne pas diffuser ces reproductions en dehors du cadre de son travail.
- En matière de reproduction, en vue d'amortir le coût de l'encre et du papier, nous envisageons de rendre payantes les photocopies à un prix démocratique.
- En ce qui concerne les demandes de consultation d'archives à distance, nous proposerions un nouveau service, à savoir l'envoi par email des documents désirés par les chercheurs dans un format de diffusion avec ajout d'un copyright ou d'un filigrane.
- Les chercheurs demandant l'envoi de documents non numérisés devront s'acquitter d'un paiement au vu du temps consacré par les archivistes à ce type de requête. Le point le plus complexe restera la mise en place des modalités de paiement.

## **9. Collaborations scientifiques**

- Les archivistes du centre d'archives du CPCP continueront à être réactifs à toute demande externe de collaboration (publication, séminaires, colloques, ...).
- Dans le cas d'une éventuelle collaboration pour une exposition, nous mettrons sur pied une convention de prêt d'archives, seul document manquant encore à notre centre.

Le Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation  
est une ASBL d'éducation permanente,  
reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles.



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

À travers les valeurs de l'Humanisme démocratique,  
sa mission principale est d'encourager chaque individu  
et association à exercer sa citoyenneté de manière active  
et responsable en favorisant la participation à la vie sociale,  
culturelle, économique et politique dans notre société.



Rue des Deux Églises, 45 — 1000 Bruxelles

T : 02 238 01 00

F : 02 238 01 18

[info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)

[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)